

NOUVEAUX MEMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE NOTRE TEMS,

TOME SECOND,

CONTENANT

LE POINT D'APPUI

ENTRE

LA FRANCE & L'ANGLETERRE,

PAR RAPPORT

A LA

GUERRE PRESENTE.



A FRANCFORT ET LEIPZIG,

AUX DEPENS DE LA COMPAGNIE.

MDCCLIX.



Par ses nœuds le COMMERCE unit les Nations;
De cent divers Climats leur procure les dons:
Il releve un État, previent sa décadence;
Et lui rend le Credit, la Gloire, et l'Abondance.

LE POINT D'APPUI ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE,

PRÉCÉDÉ D'UN

DISCOURS GENERAL SUR LE POINT D'APPUI DE L'EUROPE

PAR-RAPPORT à CETTE GUERRE.



A LIEGE,
CHEZ JAQUES BALBIN,
M DCC LIX.

DISCOURS GENERAL
SUR LE
POINT D'APPUI
DE L'EUROPE,
PAR RAPPORT A LA GUERRE PRESENTE.

PAR

L'OBSERVATEUR HOLLANDOIS*.

Le zele ne fut jamais ſi vif qu'il l'eſt dans la preſente Guerre, pour defendre le Parti qui paroît le plus juſte. On ſe croit permis aujourd'hui plus que jamais, de raiſonner ſur les droits des Princes, puisque les Puiſſances en Guerre s'efforcent à l'envi de plaider ou faire plaider leur Cauſe devant le Public. En effet, l'équité eſt du reſſort de tous les hommes; mais ces droits une fois conſtatés & connus, qui oſera entreprendre d'éclairer les Etats ſur leurs propres intérêts: le principal objet ac-

(*) L. XLV.

tuel eſt de fixer nos idées ſur leurs prétentions. Il eſt ſatisfaiſant pour un homme de bien, de pouvoir, au milieu de ces querelles fameuſes qui diviſent l'univers, diſcerner de quel côté eſt la Juſtice. C'eſt pour elle que le Sage forme des vœux ; & quand ils ne ſeroient pas ſecondés par la fortune, leur place n'en eſt pas moins dans notre cœur.

Mais ce jugement sûr & déſintéreſſé, que le Public impartial porte ſur la conduite des Puiſſances, ne produit qu'un ſentiment ſtérile. Nous gémiſſons ſur les maux de l'humanité; foibles roſeaux, nous voyons au-deſſus de nos têtes, les chênes les plus robuſtes agités par la tempête; nous entendons les éclats des branches qui ſe briſent; nous craignons pour l'abri qui nous protége : mais nous ne pouvons enchaîner la fureur des vents.

L'univers eſt la patrie des Rois. C'eſt le bonheur, c'eſt le repos de la terre qu'ils doivent ſe propoſer pour but. Qu'ils ne ſoient que juſtes, ils doivent forcer leurs concitoyens à la

paix

paix, ou par l'autorité de leur médiation, ou par le pouvoir de leurs armes. Qu'ils oublient pour un moment leurs devoirs: qu'ils ne s'occupent que de leur intérêt; j'ose le dire, l'un & l'autre se trouvent ici réunis pour leur prescrire une regle uniforme.

Quel est dans ce moment l'état de l'Europe? Saisissons, pour le considérer, ce court armistice, qui n'est dû qu'à la rigueur de la saison. Il existe un veritable différent entre deux Puissances, & de l'évenement de ce procés important dépend peut-être la fortune de tous les Etats commerçans.

Dequoi se plaint aujourd'hui l'Angleterre? Que dispute-t-elle à la France? Seroit-ce cette Contrée aride & inculte où les Anglois ont commis leurs premieres violences? Non, la querelle sur les limites n'étoit qu'un prétexte. Il s'agissoit d'enlever aux François le commerce de l'Amérique: de lui rendre inutile la possession du Canada, d'anéantir sa Marine renaissante. Les Anglois de bonne foi,
 en

en conviennent aujourd'hui; ils ne prennent plus la peine de diſſimuler les véritables motifs de la guerre.

Si ce projet eut réuſſi, il étoit évident que l'équilibre de l'Amérique étoit détruit. Il conſiſte dans une juſte proportion de forces entre les quatre Puiſſances qui y poſſédent des Colonies. La France, l'Eſpagne, l'Angleterre & le Portugal partagent l'Empire que les Européens ont acquis dans cette partie du monde. L'Angleterre y avoit déja l'avantage ſur ſes rivaux, par la ſolidité de ſes Etabliſſements, par la beauté de ſes Ports, par la multitude de ſes ſujets, par le nombre de ſes vaiſſeaux. Mais ſupérieure à chacun d'eux en particulier, elle avoit encore à craindre leur réunion: elle a crû que s'il lui étoit poſſible de mettre la France hors de combat, rien ne lui ſeroit enſuite plus aiſé que d'étendre ſon commerce aux dépens de l'Eſpagne & du Portugal. Elle a donc voulu ſe brouiller avec les François: elle a crû que leur Marine une fois détruite

te elle auroit bon marché de celle des autres Etats.

Ce projet trop dévoilé révolta toute l'Europe. Les Puiſſances commerçantes ſentirent qu'elles avoient le plus grand intérêt d'en empêcher l'execution. Les Etats même qui n'ont aucun commerce maritime, ne virent qu'avec peine l'Angleterre menacer celui de toutes les nations : ils ſentirent qu'un peuple qui eſt maître de la mer, l'eſt néceſſairement auſſi de la terre. Joignons à cela, que les Anglois ajouterent à l'injuſtice du plan, l'irrégularité des demarches. Aveuglés par leur ambition, ils eurent la maladreſſe de commencer la guerre comme de véritables corſaires. La France alla lentement. Plus ſa rivale s'affranchiſſoit des regles, plus elle crut devoir épuiſer les égards. Qu'arriva-t-il ? Lorſque la guerre commença dans les formes, l'Angleterre eut beau crier, elle ne fut point écoutée : ſes Alliés même la blâmerent ; au une Puiſſance ne remua pour elle.

Rappellons nous, l'année 1756, & l'impreſſion que fit ſur toute l'Europe la différence des procédés de la France & de l'Angleterre. Avec quelle dignité, avec quel avantage la premiere expoſoit-elle ſes droits & faiſoit approuver les motifs qui la forçoient à prendre les armes! Que la conduite de ſes ennemis étoit odieuſe! que leurs Miniſtres dans toutes les Cours eſſuyerent alors de dégoûts & de mortifications!

Quel ſentiment dictoit ce témoignage ſi flatteur pour la France; Etoit-ce attachement de reconnoiſſance; Etoit-ce préférence de goût? Les Etats connoiſſent peu ce genre de liaiſons. Mais l'Angleterre, en manquant de juſtice, avoit excité contre elle le cri général de l'humanité, & en laiſſant entrevoir des projets trop vaſtes, elle avoit réveillé l'attention de la politique. Tous les Princes étoient convaincus qu'il étoit juſte qu'elle fût humiliée; qu'il étoit dangereux qu'elle augmentât encore ſon pouvoir, & que la réuſſite de ſon plan entraineroit

neroit la ruine du commerce de tous les autres peuples.

Les Hollandois mêmes, trop fidéles Alliés de l'Angleterre, n'ont pas prévû que la décadence totale du commerce de la France & l'anéantissement de sa Marine, ne serviroient qu'à les priver d'un secours qui peut un jour leur être nécessaire? Non-t-ils pas jugé que lorsque l'Angleterre n'auroit plus de rivaux ils seroient bien-tôt ses esclaves?

Alors la France uniquement occupée de sa propre défense faisoit, & sur les mers & dans le nouveau monde, une heureuse expérience de ses forces. Sa Marine se relevoit & n'excitoit point d'ombrage. Les Anglois, après avoir manqué leur coup en Amérique, trembloient pour leurs propres Colonies, & n'intéressoient personne. Tant il est vrai que l'Europe avoit prononcé sur l'illégitimité de leurs prétentions & sur l'injustice de leurs vûes!

Les raisons qui déterminerent alors ce jugement unanime de tous les Sou-

Souverains, ſe ſont-elles affoiblies, depuis que la fortune a paru ſeconder les intrigues de l'Angleterre? Jugeons-en par l'état actuel de l'Europe. Suivons les progrès de la politique du miniſtere de Londres. Conſultons les faits. Ils ſuffiront pour convaincre que ſi toutes les Puiſſances ne ſe réuniſſent pas pour rétablir l'ordre & la paix dans le Continent, les Anglois ſeuls profiteront des troubles qu'ils ont eu l'adreſſe d'y exciter: c'eſt pour eux ſeuls que toute l'Allemagne eſt en feu.

L'Angleterre, cette Puiſſance qui autrefois entroit pour ſi peu de choſe dans le ſyſtême général de l'Europe, prit à la paix d'Utrecht la place que la Maiſon d'Autriche avoit occupée juſques-là. Elle devint la Puiſſance rivale de la France, & celle-ci ne connut pas aſſez le changement que cette révolution devoit produire dans ſa politique. Les François auroient dû, depuis 1714, tourner tous leurs efforts du côté du commerce & de la Marine; cependant par un effet de

l'ha-

l'habitude de plusieurs siécles, ils continuerent de se regarder comme les ennemis naturels de la Cour de Vienne; & si la conduite des Anglois n'eut achevé de détruire le préjugé, on raisonneroit encore sous le regne de Marie-Thérese, comme on l'eût fait du tems de Charles-Quint.

La Grande-Bretagne connoissoit mieux ses intérêts: elle savoit qu'au moindre démêlé qui s'élevoit en Europe, on étoit sûr de voir les Cours de France & de Vienne se déclarer mutuellement la guerre. Elle savoit mettre à profit cette disposition des peuples. Elle vouloit peu de bien à la Maison d'Autriche; mais elle vouloit beaucoup de mal à la France, qui par la situation de ses Etats, & par l'industrie active de ses sujets, pouvoit de jour en jour rendre son commerce plus florissant. C'étoit donc à la Cour de Vienne que Londres offroit ses trésors: il étoit question d'occuper dans le Continent une Puissance qui eût pû partager l'Empire de la Mer. La Maison d'Autriche

 payoit

payoit aux Anglois les intérêts des capitaux qu'ils lui prêtoient pour donner des affaires à la France. Cette erreur dans la politique des deux Puissances aujourd'hui réunies, a contribué encore depuis le traité d'Utrecht, à augmenter le crédit & les espérances de la nation Britannique.

Mais ce préjugé si utile à celle-ci, le ministere mal-adroit de M. Robinson, a heureusement travaillé à le détruire. En 1755. avoient les voisins de l'Angleterre peu de vaisseaux, elle n'avoit point d'ennemis qui la traversassent. L'indolence seule pouvoit lui nuire. Mais les Anglois devenus trop despotiques sur la mer ont paru se charger du soin de réveiller l'Europe commerçante sur ses intérêts: ils lui ont montré l'objet auquel devoient principalement tendre tous ses efforts: ils lui on dit: „ Vous n'avez point de „ Marine, & cependant vous n'avez „ que nous de concurrens. Nous „ vous forcerons bien à construire „ des Flotes; & pour vous y contraindre, nous consentons à mériter

„ ter l'indignation de tous les peu-
„ ples policés.

Les ſages Politiques chez les Puiſſances maritimes enchantés des excès auxquels le gouvernement Britannique ſe portoit alors : Laiſſez-le faire, diſoient ils ; ces gens là en ſix mois de Pirateries nous auront fait plus de bien que nos meilleurs patriotes ne nous en feroient eux-mêmes en dix ans de reflexions. Ayons une Marine : cherchons ſans injuſtice & ſans fraude à profiter de nos Etabliſſemens, & à ſoutenir notre commerce ; alors nous ſerons pleinement vengés.

L'évenement vérifia d'abord cette prédiction : les Anglois ouvrirent les yeux. Ils ſe comparerent eux-mêmes à un homme, qui dans un violent transport de fureur auroit réveillé ſon ennemi qu'il n'auroit dû que dépouiller. Heureuſement pour elle, la France ne dormoit plus. Ses ports ſe rempliſſoient de vaiſſeaux. Ses Corſaires s'armerent. Minorque tomba ſous ſes coups.

Elle ſentit alors, qu'il étoit pour elle

elle plus important que jamais d'empêcher que l'Angleterre ne fît uſage de l'ancien preſtige. On n'ignoroit point que les Miniſtres de Londres ne négligeoient rien à Vienne pour y réveiller ces haines ſurannées qui avoient fait répandre tant de ſang; & que l'on invitoit bonnement la Maiſon d'Autriche à ſe ſacrifier encore pour procurer à l'Angleterre les richeſſes des deux mondes.

L'Impératrice Reine ne ſe trouva pas diſpoſée à accepter ce Traité. La France qui négocioit de ſon côté, ne demandoit que la paix & la neutralité: ſes propoſitions plus juſtes & plus raiſonnables en elles-mêmes, furent regardées eomme plus conformes à l'intérêt général de l'Europe: elles furent acceptées.

Cette époque auroit dû être le terme des eſpérances du Miniſtere Anglois: de ce moment toutes les Puiſſances de l'Europe pouvoient demeurer tranquilles ſpectatrices des démêlés de la France & de la Grande-Bretagne: c'étoit tout ce que la premiere

miere avoit souhaité. Ses premiers succés lui prouvoient qu'elle suffisoit à sa défense.

Que firent alors les Anglois? On le sait, ils obtinrent du Roi de Prusse l'équivalent de ce qu'ils avoient inutilement demandé à l'Impératrice Reine. Ils savoient bien que S. M. Prussienne n'ayant aucun sujet de querelle avec la France, ne pouvoit lui déclarer la guerre; mais ils n'ignoroient pas que cette Puissance devenue alliée de la Maison d'Autriche, & s'étant déclarée protectrice du Corps Evangelique prendroit part aux troubles de l'Allemagne, & partageroit entre sa propre défense & celle de ses alliés, des efforts, qui, sans cette division, eussent achevé de rétablir sur les Mers cet équilibre, & cette concurrence si utiles au commerce de toutes les nations.

Je regarde comme très-honorable à la France le jugement que porta sur elle la nation qui lui veut le plus de mal. L'Angleterre avoit mis dans son plan, que Sa Majesté Trés-Chré-

tienne

tienne executeroit avec la plus grande fidélité tout ce que ſes Traités avec l'Allemagne lui preſcrivoient. Toute la Politique du Miniſtere Britannique étoit déroutée, ſi la France eut conſulté un peu moins ſes devoirs pour conſulter un peu plus ſon intérêt. Si on eut laiſſé à l'écart les Traités de Weſtphalie pour ne s'attacher qu'au Traité de Verſailles, les troubles de l'Allemagne euſſent coûté à l'Angleterre plus qu'à ſa Rivale. Mais Louis XV. veut obſerver tous les Traités l'Angleterre ſeule a triomphé de voir une nouvelle ſcéne s'ouvrir aux regards de l'univers.

Quel motif en effet a pû exciter en Allemagne cette guerre, la plus cruelle qui depuis plus d'un ſiécle ait déſolé ſes provinces? L'Impératrice Reine déclaroit qu'elle n'avoit ni raiſon ni deſſein d'attaquer aucun de ſes voiſins. Le Roi de Pruſſe atteſtoit le ciel & la terre qu'il ne vouloit que conſerver ſes Etats ! Cependant il envahiſſoit ceux du Roi de Pologne; il dépouilloit un Electeur de l'Empire;

il attaquoit la Bohême. Depuis cet inſtant funeſte, que de batailles meurtrieres! Que de héros enlevés à leur patrie! Quelle horrible plaie pour le genre humain! On eût dit que moins cette guerre avoit d'objet, plus elle devoit être ſanglante.

La Juſtice exige aujourd'hui des réparations. Un Prince chaſſé de ſon pays, et dont on a ruiné les Etats, eſt ſans doute en droit de demander des dédomagemens. Il en eſt dû à l'Impératrice Reine. Enfin un Electeur rebelle aux loix de l'Empire, infracteur des Traités & perturbateur du repos de ſa patrie, peut avoir encouru les peines prononcées contre la déſobéiſſance & l'invaſion. Mais prenons-y garde, tout cela n'eſt vrai qu'aux yeux de l'équité; & ſi elle pouvoit prononcer ſeule, elle chargeroit l'Angleterre de payer au moins une partie des indemnités.

Il importe, j'en conviens, au maintien des loix Germaniques, que la paix ſoit promptement rétablie dans l Empire, que chaque Etat y ait des bornes

nes fixes & certaines, & qu'après ce tumulte & ce désordre affreux, on puisse enfin écouter dans le silence la voix des Traités & les ordres de la Patrie.

Mais ces querelles d'Allemagne, de quelque maniere qu'elles soient terminées, peuvent-elles changer quelque chose dans le systême général de l'Europe? Et si l'on n'interroge que la Politique, par quelles raisons prouvera-t-elle que le plus ou le moins de réparations dû aux Princes lézés, doit intéresser tous les autres Etats du Continent?

Quel est donc le grand objet qui doit principalement occuper ceux-ci? Je l'ai dit souvent; mais il me semble que je ne puis trop le repéter: c'est cet accroissement successif du crédit & des forces de l'Angleterre: elle cherche à distraire l'Europe, peut-être n'y réussit-elle que trop. On ne parle que de l'Allemagne: c'est de-là que viennent les nouvelles inréressantes. Je n'en suis pas surpris. C'est l'homme qui juge & non le politique, &

il

Carte des Possessions des Anglois en AMERIQUE, par rapport à leurs Differends avec la France.

------ Marque les bornes étendues selon la pretension des Anglois. ×××××× les bornes selon les Comissaires François conformement à la Paix d'Utrecht. .... les bornes prétendues établies dans la Charte de Jaques I. en 1621. ═══ les bornes selon la Charte de Cromwel en 1656.

il faut convenir que l'Allemagne nous offre aujourd'hui le ſpectacle le plus vif, ſoit par la variété des ſcenes, ſoit par la complication des intérets, ſoit par la chaleur des paſſions & la rapidité des mouvemens. Il eſt donc naturel qu'elle fixe l'attention de la multitude.

Mais pendant que l'Angleterre cherche à attacher nos regards ſur des injuſtices qu'elle paye, elle voudroit nous aveugler ſur celles qu'elle commet elle-même. Plus que tout, elle voudroit dérober à tous les Souverains cette marche, tantôt plus lente, tantôt plus rapide, mais rarement interrompue, qui la porte vers le but qu'elle ſe propoſe. Elle ne peut nous cacher les évenemens ; elle voudroit du moins que nous puſſions ignorer les rapports qu'ils ont avec ſes projets.

On voit à quel degré de confiance & de hardieſſe elle eſt parvenue depuis deux ans; Eſt-il un Etat qu'elle ſe croïe obligée de ménager ?

Les pacifiques Hollandois ne ſont-ils pas aujourd'hui traités par ſa Marine

 com-

comme les François l'étoient dans les derniers mois de 1755? Quelles sommes immenses les Pirates Anglois n'ont-ils pas enlevées au commerce! quel vaisseau Hollandois peut se flater de voguer en sûreté? Quel effet ont produit jusqu'ici les plaintes de tous les Commerçans, & ces représentations tant de fois réïtérées? S. A. R. Madame la Gouvernante se montra sensible à ces pertes, elle promit sa médiation : mais le ministere Britannique insulte à la patience de la Republique qui demande des restitutions. A la Haye, le Général Yorck offre des négociations qui dureront jusqu'à la paix. Le Gouvernement a déja fait imprimer une *Apologie de sa conduite* à cet égard (*). Pendant ce tems-là le Commerce s'appauvrit: les Négocians n'osent plus rien entreprendre, les vaisseaux restent dans les ports. Heureux encore que les Corsaires Anglois ne viennent pas les

(*) Voyez dans le POINT D'APPUI DE LA HOLLANDE, *la Lettre de Londres du 5 Janvier*, & la Reponse qui la suit.

les en arracher. Toute l'Europe en ſouffre, & doit payer bien des denrées au double, pendant que la Hollande perd tout le fruit de cette neutralité ſage dont elle s'étoit imposé la loi : il n'en réſulte pour elle que l'impuiſſance de ſe défendre.

L'Eſpagne, à qui l'Angleterre a la politique de faire des complimens, a-t-elle été mieux traitée? A-t-elle pû obtenir quelque ſatisfaction des inſultes commiſes contre ſon Pavillon? N'a-t-on pas impunément violé la neutralité de ſon territoire? N'a-t-on pas pillé ſes propres vaiſſeaux? N'a-t-on pas même renouvellé aſſez ouvertement toutes les prétentions ſur la Baye de Campêche? Je ne dis rien, ni du Portugal, ni des autres Etats commerçants. Mais qu'il me ſoit permis de leur demander ſi une Puiſſance qui oſe eſpérer d'anéantir le commerce de la France, qui publie hautement qu'elle en a formé le deſſein, qui regarde la Hollande comme attachée à ſon char, & qui brave le pouvoir de l'Eſpagne, ſe croira obligée à plus de ménage-

mens pour eux. Qu'ils consultent leurs forces, & qu'ils se fassent à eux-mêmes la réponse.

Dans ces circonstances, la prise de Louisbourg n'eût-elle pas dû réveiller l'attention de toute l'Europe commerçante? N'eut-on pas dû être indigné des menaces qui ont suivi cette conquête? Elles sont encore bien loin d'être effectuées, mais elles trahissent; elles dévoilent des desseins, d'une toute autre importance, pour leurs suites, que la plus belle campagne d'Allemagne. On admire avec raison celle du Maréchal de Daun; on suit sur la Carte ses campemens & ses marches. On aime à voir un Général digne rival du Roi de Prusse, tantôt l'éviter, tantôt le suivre, l'inquiéter sans cesse & toujours l'arrêter. On plaint le triste sort des malheureux Saxons, on s'attendrit sur les ruines de Dresde & sur le courage d'une Famille Auguste, qui pour braver son oppresseur, refuse constemment de se soustraire aux violences dont on ôse la menacer. Pendant ce tems-là je m'écrie dans mon

ent-

enthouſiaſme de citoyen, „ O Anglois, c'eſt par de pareils ſpectacles
„ que vous cherchez à diſtraire les
„ nations qui vous obſervoient il y
„ a deux ans: lorſque ce tableau
„ ſanglant & terrible aura long-tems
„ occupé leurs regards & intéreſſé leur
„ ſenſibilité; lorſque les Etats épui-
„ ſés ſeront forcés au repos; lorſque
„ ſemblables à des lions fatigués de
„ carnage & affoiblis par la perte de
„ leur ſang, ils ceſſeront de s'entre-
„ déchirer, ils ouvriront les yeux
„ ſur vous; ils vous verront couvrir
„ les mers de vos voilles & voguer
„ ſeuls autour de l'un & de l'autre
„ hémiſphére. Riches des dépouil-
„ les de l'univers, vous inſulterez à
„ la foibleſſe de vos rivaux. Vous
„ obſerverez de loin les moindres pré-
„ paratifs deſtinés à vous réſiſter; on
„ vous verra fondre ſur la nation aſſez
„ audacieuſe pour vouloir être indé-
„ pendante. J'exprime vos vœux,
„ j'annonce vos deſſeins: puiſſé-je
„ ne point pronoſtiquer vos ſuccès! "

 Je

Je ne crains point qu'une Puiſſance injuſte & uſurpée puiſſe être durable; mais je crains pour l'humanité même, ces efforts violens qu'il faudra faire pour rétablir l'ordre & l'équilibre.

Je reviens encore à l'Eſpagne: elle ne vit qu'avec peine, ſur la fin du dernier ſiécle & au commencement de celui-ci, les François former un établiſſement ſur les bords du Miſiſſipi: elle craignoit le voiſignage d'une Nation puiſſante. Les Anglois de leur côté n'épargnèrent ni ruſes, ni intrigues, ni violences pour renverſer cette nouvelle Colonie ſur ſes fondemens. Ils prétendoient, comme aujourd'hui, avoir des droits ſur le Fleuve; ils vouloient placer à ſon embouchure une foule de Vagabonds d'Europe dont la Caroline auroit ſouhaité de ſe défaire; on équipa même une flotte en Angleterre pour ſoutenir cette prétention. La France conſerva le territoire dont elle étoit en poſſeſſion. J'oſe le dire avec franchiſe; ſi quelque choſe conſola les Eſpagnols de voir les François établis ſur le golphe du Mexique, ce

fut

ſut de n'avoir plus à craindre que les Anglois y miſſent les pieds : néceſſités à choiſir entre ces deux voiſinages, ils n'euſſent pas été embaraſſés de la préférence. Les Anglois ont déja pouſſé leurs établiſſemens du Nord au Sud juſqu'à la Floride ; ils ſeroient déja maîtres de la preſqu'Isle, s'ils euſſent réuſſi à avoir de l'autre côté du golphe une ville & un port. Que l'on examine la ſituation de toutes les Colonies Européennes dans cette partie de l'Amérique, & l'on verra ſi la France n'y eſt pas le ſeul boulevard de l'Eſpagne, & la ſeule barriere que les Anglois ayent à renverſer, pour diſpoſer enſuite à leur gré de toutes les richeſſes qu'ils envient aux Eſpagnols.

L'ambition de s'enrichir qui poſſéde un Peuple nombreux, eſt tout autrement active & redoutable que l'ambition de conquérir, qui n'eſt que la maladie du Prince. Comme tout eſt commerçant en Angleterre, le Gouvernement n'a qu'à lâcher la bride à la multitude. L'avidité particuliere de chaque Négociant cherche à ſe répan-

dre, & de tous ces intérêts réunis se forme l'injustice publique. C'est alors un torrent qui se déborde, & qui renverse toutes les digues,

Comment se sont faites en Amérique les invasions qui ont si fort augménté le domaine de l'Angleterre? la violence y a été quelque fois employée, témoin la conquête de la Jamaïque sur les Espagnols, & l'expédition de Robert Carre qui enleva à la Hollande la Nouvelle Belgique; mais le plus souvent la licence des particuliers dans le commerce, a suffi pour reculer de beaucoup les bornes de leurs possessions. La Grande Bretagne recevoit dans son sein tout ce que l'intolérance des Religions enlevoit aux autres Etats: ces nombreuses Colonies se joignoient à d'autres troupes de Bannis Anglois, passoient les mers, & alloient porter sur les côtes de l'Amérique septentrionale les arts de toutes les Nations de l'Europe. Les François & les Espagnols n'envoyerent dans cette partie du Nouveau Monde que des Commerçans, dont la plûpart

ne

ne cherchoient qu'à s'y enrichir, & ne perdoient point l'eſpoir de retour. Rien ne les attachoit à ces nouvelles contrées, que l'eſpoir de venir enſuite montrer dans leur pays le faſte des richeſſes acquiſes par leur induſtrie.

Les Colons envoyés par la Grande Bretagne venoient au contraire chercher ſur ces bords étrangers, & la Patrie qu'ils avoient perdue, & la liberté qu'on leur refuſoit ailleurs. Ils s'attachoient à la terre; les villes qu'ils bâtiſſoient, n'étoient pas ſeulement des entrepôts de commerce, c'étoit la réſidence perpétuelle d'un peuple nombreux & expatrié. Là il appelloit les arts, le commerce, les plaiſirs même: bientôt les villes Angloiſes eurent des ports excellens; on y conſtruiſit des vaiſſeaux, on s'accoutuma à y jouir de toutes les commodités & de toutes les douceurs que les principales villes de l'Europe préſentoient à leurs habitans.

Or ce peuple de commerçans, deſtiné à vivre perpétuellement en Amérique, & pour qui l'Europe n'eſt plus rien, ne s'occupe qu'à étendre ſon commerce par des progrès ſucceſſifs. Pour attirer à lui toutes les richeſſes de cette partie du monde, il ne lui faut que négocier ſous main, & former des liaiſons de trafic avec toutes ces familles errantes, qui vivent dans les forêts,

de leur chaſſe & de leur pêche. Bientôt la correſpondance avec les Sauvages devient un titre pour ſe dire propriétaires du Pays qu'ils habitent aujourd'hui, & même de celui où ils camperont demain. En vain les conventions publiques ont diſtingué les territoires entre les Européens, les Anglois Américains ne ſe croient point obligés à reſpecter des bornes tracées de ſi loin. C'eſt d'abord une contrebande qui ſe cache; on la nomme ainſi à Londres même: tant que l'on ne ſe croit pas aſſez fort pour la ſoutenir, on ſçait rejetter l'injuſtice des entrepriſes ſur l'avidité des particuliers. Cependant les entrepriſes ſe réiterent. Inſenſiblement les Anglois s'accoutument à des pays dont les autres Européens ne prennent pas la peine de les chaſſer aſſez promptement. Alors le Miniſtere Britannique met à profit l'inattention des peuples; la prétendue poſſeſſion ſe forme, tant de la licence des Colons Anglois, que des tergiverſations du Gouvernement; & par le moyen de ces uſurpations lentes & cachées, la Cour de Londres a bientôt acquis des droits qu'il faut enſuite lui diſputer à main armée,

Ainſi, ſi la marine Angloiſe ſe trouve ſupérieure à celle de tous les autres Peuples réunis, ſi l'Europe lui laiſſe entre les mains ce pouvoir qui exclut tous les autres; le

Gou-

Gouvernement Anglois n'a plus qu'un parti à prendre. En conſervant ſes forces ſur mer, il ſçaura encore voiler ſes injuſtices; il lui ſuffira d'encourager tacitement l'avidité & la licence des habitans de ſes Colonies, afin qu'ils avancent; qu'ils ne diſtinguent plus aucun territoire; qu'ils marchent en force, lorſqu'ils ſeront en aſſez grand nombre pour ſe faire craindre; qu'ils ſe cachent lorſqu'ils ſeront les plus foibles; qu'ils élévent des pôteaux aux armes de Sa Majeſté Britannique; qu'ils bâtiſſent de petits Forts: ſi les Nations voiſines gardent le ſilence, peu à peu le domaine de l'Angleterre s'étend & s'aggrandit. Si la France, ſi l'Eſpagne ſe plaignent, on fera ſemblant d'écouter leurs repréſentations, on entamera des négociations; mais au profit de qui ſe termineront-elles? cela eſt évident: au profit de la Nation qui a cent vaiſſeaux de guerre de plus que ſa rivale. Donc l'Angleterre ſe ménage aujourd'hui le moyen le plus ſûr de n'avoir jamais tort.

N'eſt-ce pas ainſi, que les Colonies Angloiſes ſe ſont inſenſiblement avancées juſqu'au golphe du Mexique? L'Eſpagne les a vûes ſe mettre en poſſeſſion en 1732 de cette portion de la Floride, à laquelle le Roi d'Angleterre donna le nom de Georgie: elle n'alloit alors que juſqu'à la riviere d'Alatahama. Examinez aujourd'hui les Cartes

Angloifes: leur Georgie occupe non feulement les pays qui font au midi de cette riviere, mais encore une partie confidérable de la Prefqu'isle.

L'Angleterre tient fes titres tout prêts; elle entreprendra bientôt de juftifier ces accroiffemens fucceffifs, qui ne fe feront faits qu'aux dépens des Etats voifins. Les chartes des Rois de la Grande Bretagne n'embraffent-elles pas plufieurs Pays dont les François & les Efpagnols étoient en poffeffion avant que les Anglois y miffent les pieds? Difons mieux: n'a-t-on pas eu la précaution d'énoncer dans ces conceffions, des Pays immenfes & inconnus, compris d'une mer à l'autre, entre des lignes paralleles à l'Equateur; & cela afin de pouvoir regarder comme autant d'ufurpations les prifes de poffeffion réelles & les établiffemens qu'y formeroient enfuite d'autres Européens? Par ce beau moyen les Anglois fe font ménagés des prétentions fur la Floride, fur la Louifiane, fur le nouveau Mexique, fur la nouvelle Navarre. Qu'ils foient les plus forts, ils fe diront propriétaires de tout ce que leurs Rois leur ont donné, fans qu'il foit permis de leur demander comment leurs Rois avoient acquis toutes ces contrées.

Dans les cartes qui furent gravées à Londres au commencement de la guerre, on mettoit au nombre des Pays déja poffédés par

par l'Angleterre tout ce qui s'étend depuis le Lac ſupérieur juſqu'au golphe du Mexique, & depuis la côte orientale de l'Amérique juſqu'au fleuve du Miſiſſipi : on n'entamoit encore les poſſeſſions Eſpagnoles, qu'autant qu'il étoit néceſſaire pour enlever aux François la totalité de leurs domaines. Auſſi ne parloit-on que de ce que l'Angleterre poſſédoit : ſes Ecrivains annonçoient des droits bien plus étendus ſur des pays où elle n'avoit encore aucuns établiſſemens. N'étoit-ce pas aſſez déſigner ceux qui appartiennent à l'Eſpagne ; N'étoit-ce pas dire aſſez ouvertement que l'on feroit valoir un jour contre celle-ci les raiſons dont on ne vouloit faire uſage alors que contre la France ?

Or que faut il, pour inſpirer une juſte défiance, & pour néceſſiter des précautions ? Il ne faut dans le rival que l'on obſerve, qu'un très-grand pouvoir de faire le mal, & des prétextes tout prêts pour l'entreprendre.

Suffit-il même ici de prendre des précautions ? Ce pouvoir dont on doit ſe défier eſt aujourd'hui en action : il travaille à détruire l'obſtacle qui l'avoit arrêté ſi longtems. Les forces de la Grande Bretagne, dont l'Europe ſouhaitoit l'affoibliſſement en 1755, ſont encore augmentées ; elles augmentent tous les jours à la faveur des trou-

bles

bles qu'elle entretient en Allemagne. Elle eſt donc, elle doit donc être aujourd'hui plus que jamais, regardée comme l'ennemie de tous les peuples, à qui il importe de conſerver quelque commmerce ſur les mers, & qui font conſiſter leurs forces dans leurs richeſſes.

Que conclure de tout ce que j'ai dit? Les Anglois étoient odieux il y a deux ans, ils doivent l'être encore davantage aujourd'hui: ſans changer de projet, ils ont ajoûté aux moyens violens qu'ils employoient alors, ces intrigues funeſtes qui ont fait verſer tant de ſang en Allemagne. On craignoit alors l'accroiſſement de leur fortune; ils l'ont encore augmentée; il eſt donc tems de travailler à la réduire dans de juſtes bornes.

Dans ces circonſtances, ne nous faiſons point illuſion, & gardons-nous bien de confondre l'intérêt général de l'Europe avec l'intérêt particulier de l'Allemagne.

Les efforts du Roi de Pruſſe menacent la liberté de celle-ci; il eſt indiſpenſable de la maintenir. Que tout ſe réuniſſe pour forcer au repos ces Princes, qui aſſez heureux pour avoir des Loix écrites, n'en ſont que plus coupables lorſqu'ils s'écartent de la juſtice.

Mais n'oublions point que l'ambition de la Graude Bretagne devient plus funeſte & doit

doit être plus redoutable à l'Europe entiere que la puisiance du Roi de Prusse ne peut l'être pour l'Allemagne. Là c'est une Nation formidable & nombreuse, ici c'est un Prince habile & guerrier: là c'est un Etat vigoureux dont la constitution est formée, & qui, s'il demeure arbitre du commerce, sçaura en peu d'années réparer toutes ses pertes; ici c'est un homme qui ne trouve ses ressources que dans lui-même, & qui ne commande à la fortune qu'à force de talens & de génie. Les trésors de l'Angleterre ne s'épuiseront point tant qu'elle conservera l'empire des mers; les forces du Roi de Prusse s'affoibliront, même par les succès. L'une est un fleuve abondant, qui ne distribue que parce qu'il reçoit; l'autre est un torrent rapide & passager; il disparoît, & l'on né reconnoît sa trace que par les débris qu'il laisse après lui. En un mot, le pouvoir de la Grande Bretagne tient à l'étendue, à la fertilité, à la population de ses Colonies, à la richesse de ses Sujets, à la multitude de ses vaisseaux: le puissance du Brandebourg est un pouvoir précaire, qui ne tient qu'à l'homme. Ce n'est point la Prusse qui est redoutable, c'est son Roi; la puissance de Thebes périt avec Epaminondas: le fier, l'absolu, l'inébranlable Charles XII., né pour le despotisme & pour les conquêtes,

eut-

eût-il crû que ſon joug de fer feroit place à l'Ariſtocratie, & que ce Sénat qu'il vouloit faire regenter par ſa botte, feroit un jour trembler ſes Succeſſeurs ?

Oui, quelque juſtes que ſoient les allarmes du Corps Germanique, quelque abus que la Cour de Berlin faſſe de ſes forces, cet abus n'aura qu'un tems : c'eſt le génie, c'eſt la fortune de Frédéric qui agite aujourd'hui l'Allemagne. Le Maréchal de Daun a étonné l'un & balancé l'autre. Encore une campagne telle que celle-ci, & la paix du Continent devient auſſi néceſſaire au Roi de Pruſſe qu'elle ſera avantageuſe à toute l'Allemagne.

Mais l'Angleterre, l'Angleterre peut reſter l'ennemie de l'Europe entiére, ſi lorſque les troubles Germaniques ſeront pacifiés, elle conſerve encore & cette ſupériorité de forces dont elle triomphe, & cet orgueil qui enfle ſes eſpérances. La laiſſer alors dans l'état où elle aura ſçû ſe placer, ce ſeroit la démarche la plus fauſſe, & la condeſcendance la plus dangereuſe. C'eſt en vain qu'elle veut faire Cauſe commune avec le Roi de Pruſſe. L'injuſtice de celui-ci n'intéreſſe que l'Allemagne : celle de la Nation Angloiſe intéreſſe toutes les grandes Puiſſances ; c'eſt à l'Europe entiere à la réprimer.

Le zèle



Le zèle n'eſt pas déplacé, quand il a pour objet l'amour de la vérité; des intérêts particuliers ne m'engageront jamais à conſacrer ma plume à l'erreur & au menſonge; la raiſon & la juſtice vont dicter mes Obſervations.

Tout le Monde connoît l'origine de la guerre qui déſole aujourd'hui les parties les plus floriſſantes de l'Europe. L'ambition de l'Angleterre, qui veut dominer ſur les Mers, viola la paix d'Aix la Chapelle. Par ſes Colonies d'Amerique, trop reſerrées (1) depuis qu'elle a ſçu y attirer un nombre étonnant de familles, dont elle a dépeuplé l'Allémagne, elle viſe à dominer ſeule dans le nouveau monde. En effèt, ſi elle réuſſit dans ſon projèt de ſe rendre maitre de l'Ohio & du Fleuve de St. Laurent, on verra les émigrations de l'Europe en Amerique recommencer de plus belle, & l'Eſpagne, & le Portugal ſeront aſſaillies bientôt tout comme la France l'a été, & enfin l'Empire des Mers,

A tout

(1) Voyez la Carte ci-jointe.

tout le Commerce, en un mot touttes les Richeſſes ſe trouvant entre ſes mains, elle ſera parvenue réellement à la Monarchie univerſelle, dont elle a affecté d'attribuer le projet à la France, pour detourner d'elle même l'attention des Puiſſances de l'Europe. Pour commencer la Conquête de l'Amerique il lui falloit une guerre bien ou mal prétextée, & elle crut que la France lui en fourniroit l'occaſion, par les difficultés qu'on lui feroit touchant les limites de l'Acadie (2); mais cette Puiſſance produiſit tant & de ſi fortes preuves de ſon droit, qu'il n'y avoit pas lieu de fonder aux yeux du Public des Motifs de lui déclarer la Guerre, & c'eſt cequi fit qu'on la commença ſans declaration; on aſſaillit ſes Poſſeſſions ſur l'Ohio &c. pendant qu'on feignoit de négocier ſérieuſement en Europe touchant les Limites de l'Acadie; bien plus on s'empara de ſes vaiſſeaux, & on en agit de telle façon, que toutes les Puiſſances furent également étonnées de la hardieſſe du procedé de l'Angleterre, comme un attentat commis de la maniere la plus odieuſe contre la tranquillité publique, & admirerent la moderation de la France, qui ſouffrit impuné-

(2) Voyez ſur la Carte les Limites de l'Acadie, ſelon les diverſes prétentions.

punément cette injuſtice pendant un tems conſiderable. Tandis que les Anglois parcouroient en Pirates les ideux mers, la France parloit encore de Négotiation.

George II., qui n'agiſſoit alors que comme Roi de la Grande-Bretagne, pouvoit peu; on connoît la Conſtitution du Gouvernement Britannique, le Monarque à Londres n'eſt que le premier citoyen, & que peut un ſeul homme bien intentionné contre une Multitude effrenée, qui ne reſpire que le ſang & le pillage. On ne donne icy le tableau du peuple Anglois que pour rendre juſtice à ſon Roi; on a une idée trop élevée des ſentimens de ce Prince, pour lui attribuer tous les malheurs dont la Grande-Bretagne remplit aujourd'hui la terre, graces au Traité de Weſtminſter du 16. Janvier 1756.

Remontons jusqu'à l'origine de ce Traité, nous en concevrons plus diſtinctement les motifs.

La Cour Britannique, quoiqu'en proye aux diſſentions domeſtiques, ſe réunit quand il s'agit de moyens de ruiner la France. Louis XV. avoit enfin mis des vaiſſeaux ſur mer, & avoit deja quelques Succès en Amerique, Le Roi de Pruſſe ſaiſit ces Circonſtances pour s'allier avec le Roi d'Angleterre Electeur d'Hanovre, & ils

s'unirent par les mêmes vuës, d'un côté pour amener en Europe une Diversion contre la France, & de l'autre, se rendre le maitre en Allemagne.

Le Roi de Prusse, le Prince le plus savant & le plus attentif sur ses Interéts, digne Disciple du Grand Voltaire, après s'être acquis une grande Réputation par ses Ecrits *de main de Maitre*, en Histoire, en Politique, en Droit &c. ce grand Prince crut enfin devoir mettre le comble à ses vastes talens, & voulut employer ses Qualités extraordinaires, pour le bien-être de l'Europe, en s'en rendant le Dictateur. Il debuta par former une Ligue dans la Diètte de l'Empire, sous prétexte de Réligion. Se voyant à la tête des Princes Protestans, il s'attribua le droit de décider avec une autorité vraiment legislative, sur tous les Cas qui s'offroient, auquels on pouvoit attribuer quelque rapport avec la Religion. Bientôt l'Empereur auroit été exclus du Gouvernement de l'Empire, particulierement dans ces sortes d'affaires; c'étoit l'objet du Salomon du Nord, & pour le voir remplir il sçut établir une grande Union dans la Ligue qu'il avoit formée. Aussitot qu'il s'en fut déclaré le Chef & le Protecteur, il prétendit

dit que tout devoit dépendre sans Rétour du Pouvoir législatif qu'il s'étoit arrogé.

Le Changement de Religion du Prince héréditaire de Hesse fut desaprouvé, & on fit en consequence usage du nouveau Pouvoir, qui fut presqu'aussitôt employé executivement qu'établi. Le Comte de Neuwied Runkel, fut persécuté pour avoir ôsé suivre l'Exemple du Grand Frédéric, en permettant, qu'on bâtit une Eglise Catholique dans ses Etats. L'Alliance du puissant Roi d'Angleterre & du Sage Roi de Prusse, devoit porter cette autorité à sa perfection.

La maison d'Autriche, se voyant abandonnée par la Traité de Westminster, par l'Angleterre son principal Allié étranger, & l'ancienne forme de l'Empire étant sur le point d'être annéantie, cela la fit resoudre à accepter l'Ailiance de la France, comme seule capable de garantir éfficacement l'Empire & les Païs-Bas contre des armes étrangéres, en même tems que leurs Majestés Imperiales se préparoient à soutenir intérieurement les Efforts de la Ligue prussienne. Frédéric, qui avoit cru, que son Alliance avec l'Angleterre le mettroit en état de posseder en paix sa nouvelle autorité, & de pouvoir réformer l'Empire sans opposition, se plaignit hautement d'une Alliance, qu'il ne

rompît (3), queparcequ'elle ne cadroit plus avec ses nouveaux projets; son vaste Genie lui fit appercevoir, que l'Imperatrice de Russie, offensée par le Traité de Westminster; s'uniroit à la Cour de Vienne; que ces deux Cours seroient soutenues par les Troupes ou les sommes auxiliaires de la France, & qu'il ne falloit pas leur en donner le tems, s'il ne vouloit voir écrouler le Throne Anti-Imperial, qu'il avoit si heureusement commencé d'établir. Sa science politique, qu'il a montré être superieure à Machiavel par un ouvrage fameux (4), l'engagea à assembler ses troupes de tous côtés, pour assaillir les Pays hereditaires de S. M. l'Imperatrice Reine, avant qu'Elle pût s'y opposer. Tout le monde sait le sort de la deplorable Saxe, où il entra sous le nom d'Ami, s'en mit en possession comme Depositaire, l'épuisa sous titre d'emprunt, de douceurs, de redevance, de Contributions, de fourrages, de Recrues &c., & enfin se l'appropria comme conquerant. C'est là le commencement de la guerre presente, qui n'a pour

(3) Frédéric abusa de l'Alliance de la France dans la guerre passée, & l'a cultivée jusqu'à la fin de 1755. comme tout le monde sait.

(4) L'Antimachiavel.

pour motif qu'une ambition fondée ſur *la Convenance.*

A en croire les Rois d'Angleterre & de Pruſſe, l'objet deleur Traité, étoit la pacification de l'Allemagne! On pourroit d'abord demander à ces deux Electeurs; de quel droit, ils prétendent introduire de nouvelles Loix dans l'Empire? Perſonne n'ignore que l'Article ſecond de ce Traité partoit en termes exprès:

En cas que contre toute attente & en violation de la tranquilité que les hautes parties contractantes entendent maintenir par ce Traité dans l'Allemagne, quelque Puiſſance Etrangère fit entrer des Troupes dans la ditte Allemagne, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, les deux hauts contractans uniront leurs forces pour s'oppoſer à l'entrée ou au paſſage de telles Troupes étrangères, & à cette infraction de la paix, & pour maintenir la tranquilité en Allemagne, ſelon l'objet du préſent Traité.

Je ſoutiens d'abord que le Traité de Weſtminſter eſt nul, par le deffaut de caractère des parties contractantes, & par le deffaut du concours de toutes les Puiſſances de l'Empire.

Les Rois d'Angleterre & de Pruſſe comme Electeurs de Hanovre & de Brandebourg, n'avoient aucune qualité pour

faire entre eux une convention qui lie les autres Puiſſances d'Allemagne : en effet on ſait que par les Traités de Weſtphalie dont la France & la Suede ont juré la garentie, il eſt permis expréſſement aux Princes de l'Empire d'appeller, ſuivant l'exigence des cas, leurs Alliés à leurs ſecours. L'Article ſecond du Traité de Weſtminſter enleve cette prérogative ineffaçable aux Puiſſances du Corps Germanique, & détruit par conſéquent le Traité de Weſtphalie, ſeul boulevard de la liberté de l'Empire.

Que deviendroient les Etats composés tel que l'Empire, ſi deux Souverains ſe détachant par ambition ou par humeur de l'intérêt général, avoient le droit de caſſer par une convention particulière, le Traité le plus ſacré, ouvrage de la ſageſſe de tous les Potentats de l'Europe ?

Si la convention de Weſtminſter eſt nulle par le deffaut de qualité des perſonnes, elle l'eſt bien plus encore par le deffaut de concours des parties néceſſaires. Les remarques que j'ai faittes dans l'Obſervation précédente, appuyent ſufiſemment ceque j'avance icy, & je dis qu'un Traité qui décide formellement qu'aucunes Troupes Etrangères ne pourront paſſer en Allemagne, ne peut ſubſiſter que le Chef de l'Empire, le Collége des Electeurs, &

les

les autres Princes de l'Allemagne n'ayent ſollemnellement accedé à ce Traité; mon voiſin ne peut point m'engager ſans mon conſentement; je deffie à la Régence de Hanovre de détruire cette réflection puiſée dans la nature & dans le droit des gens.

Pour mieux ſentir l'abus du Traité de Weſtminſter, il faut voir l'eſprit dans lequel il a été fait, cet examen ne fera pas honneur à la modération des parties contractantes.

Le Roi d'Angleterre en ſignant cette convention, avoit deux objets également nuiſibles à la Franee, le premier étoit de l'accabler ſur mer, la ſupériorité des Forces Brittanniques étoit un garant presque aſſûré des conquêtes qu'on ſe promettoit.

Le ſecond étoit d'empêcher la France de ſe vanger du Roi d'Angleterre ſur ſes Etats d'Allemagne. Si l'idée de George n'étoit pas mal-adroite, celle de Frédéric l'emportoit encore en fineſſe: ces ſubtilités ſont fort bonnes pour des Partiſans, mais elles dégradent de grands Rois.

J'ai dit quelle Roi de Pruſſe en amenant à ſa perfection ce Traité avoit des deſſeins très vaſtes qu'il appuyoit ſur cette convention. Le Monarque en la ſignant croyoit s'aſſûrer le ſuccés de ſes vûes étendues ſur les Etats de ſes Voi-

ſins, & pour les remplir il faloit qu'il liât les mains des Alliés de ces meînes Etats. L'Article ſecond, conçu dans un ſtile très despotique, ne laiſſoit aucun doute ſur les prétentions du nouveau Legislateur; on préſentoit des chaînes à l'Empire, c'étoit aux ames foibles à les prendre; le Landgrave de Caſſel, le Duc de Saxe-Gotha, & jusqu'au Comte de Buckebourg inconnu dans l'Europe, s'attachérent eux-meînes au char de George & de Frédéric, orgueilleux de leur Eſclavage, parcequ'on avoit doré leurs fers. Je ne parle pas icy du Duc de Brunſwick, ſa bonne foi, ſes repentirs, & ſes procédés généreux en ont fait un homme; ce caraſtére l'emporte ſouvent ſur l'éclat des dignités, & ſur la pompe du trône.

Frédéric, en ſignant le Traité de Weſtminſter ſe detachoit de l'alliance du Roi Très-Chrêtien, à qui il devoit cependant de la reconnoiſſance; mais il s'aſſuroit des guinées de l'Angleterre, & ſe promettoit de nouvelles Conquêtes dans les Etats de ſes voiſins, je parle de la Bohême & de la Saxe. Cette dernière Puiſſance alliée de la France, ne pouvoit, aux termes du ridicule Traité de Weſtminſter, en réclamer les ſecours, & l'Impératrice-Reine ſe voyant privée de l'Angleterre ſon ancienne Alliée, n'étoit

n'étoit plus, si l'on en croit l'esprit de ce même Traité, la maitresse de rechercher une Alliance ailleurs que dans l'Allemagne.

Je crois en avoir assez dit, pour faire voir que ce fameux Traité de Westminster, signé par les Rois d'Angleterre & de Prusse sous le prétexte d'assûrer la tranquilité de l'Allemagne, n'a été conclu que dans le dessein de la troubler avec impunité, & lui imposer leur joug.

Le Ministère Hanovrien, engagé dans une démarche fausse, fait les plus grands efforts pour soûtenir cette Convention, dont il a déja senti les malheurs, & pense prévenir le Public en faveur du Roi-Electeur, en disant que le Traité dont il s'agit, étoit d'autant plus nécessaire, que dès l'Automne de l'année 1755. on vit les Troupes Françoises s'assembler sur la Mozelle & sur le Haut-Rhin. Quel garant la Cour d'Hanovre cite t'elle de ce fait supposé? *Le Mercure Historique!* Journal presqu'oublié en Hollande, où on l'imprime, & qu'on ne lit guères qu'à Hanovre.

Tous les gens qui habitent sur les bords de la Mozelle & du Haut-Rhin démentiront l'assertion du Ministère du Roi-Electeur. Il est vrai qu'il y a eu sur la fin des quatre années qui ont précédé

la guerre allumée par l'Angleterre, des Camps de *plaisance* on plûtôt de *Discipline*; le Roi de Prusse en avoit donne l'exemple, & c'est une obligation que les Puissances de l'Europe doivent luy avoir, rien n'étant plus propre que ces Camps à former les nouveaux Soldats, & à maintenir l'esprit d'ordre & de discipline chez les veterans; le Roi d'Angleterre lui-même a fait camper ses Troupes dans le même tems, & quoiqu'il eût dès-lors les desseins pernicieux qui ont éclaté depuis, la France ne lui en a pas fait un crime.

C'est donc sans fondement que la Cour de Hanovre veut appuyer l'absolue nécessité du Traité de Westminster sur les craintes que les Troupes Françoises assemblées en 1755. lui inspiroient, cette allégation hazardée n'est mise en avant par le Ministére du Roi-Electeur, que pour dérober aux hommes éclairés, les vrais motifs du Traité de Westminster conclu. Quoiqu'en dise l'Angleterre, le Roi de Prusse ni cette Puissance n'avoient aucun Ennemi en Allemagne, dont ils eussent à craindre d'être assaillis.

Qu'on jette, au contraire, les yeux sur le Traité de Versailles, on n'y découvrira ni esprit de manége, ni projets d'ambition. Deux Puissances menacées par deux Voisins

ſins dangereux, oublient leurs anciennes querelles, & s'uniſſent entre elles, contre le premier qui viendra les attaquer. On ne trouve point dans ce Traité purement deffenſif, de ces expreſſions deſpotiques, qui arrêtent les droits & violent les privileges des autres Souverains ; il dépendoit du Roi de Pruſſe & de ſon Allié de laiſſer le Traité de Verſailles ſans effet, ils n'avoient qu'à imiter la moderation des Puiſſances qu'ils ont forcé à devenir leurs Ennemis.

Le Roi de Pruſſe devenu agreſſeur le 29. Aouſt 1756. a montré à l'Europe ce qu'il avoit réſolu à Weſtminſter le 16. Janvier de la même année. Un eſprit étendu, un génie vaſte, Frédéric enfin peut bien cacher l'objet de ſes veritables deſſeins pendant quelque tems, mais il faut qu'à la fin il éclate; les idées de modération deſparoiſſent, on ne voit que des projets ambitieux, dont le ſuccés feroit le malheur de l'Europe.

Il n'eſt perſonne, ſelon le Miniſtère Hanovrien, *qui n'apperçoive de loin ceque les Proteſtans ont à attendre de la Cour de Verſailles*. Il eſt vrai qu'il faudroit être bien méchant ou bien borné, pour ne pas *s'apperçevoir que les Proteſtans* de l'Empire *ont à attendre* dans cette guerre la conſervation de leur Religion & de leurs Privi-

léges,

léges, la France s'eſt ſufiſemment expliquée ſur cet objet à Ratisbonne, & ce qu'elle a fait en 1757. dans la Ville de Marbourg juſtifie bien la pureté de ſes intentions. Les Ennemis du Roi Très-Chrêtien ne perſuaderont plus les Proteſtans de l'Allemagne, & nous voyons à regret que la ſeule Puiſſance qu'ils ont à redouter, eſt préciſément celle qui feint de n'avoir pris les armes que pour les vanger.

Les Saxons, tous Proteſtans, n'auront jamais à ſe louer du Zèle religieux de FREDERIC *le Deffenſeur de leurs autels*; mais ſans parler icy d'une Nation qu'il affecte de regarder comme Ennemie, voyons le pays de Mecklenbourg; Voiſin du Roi de Pruſſe, la Convenance, qui fait la première loi de ce Monarque, en a fait ſon ennemi: les ſujets du Duc de ce nom, qui n'eſt Allié avec aucune Puiſſance en guerre avec la Pruſſe ni l'Electorat d'Hanovre, ſe ſont vû arracher jusqu'à leur propre ſubſiſtance. Ce ſont pourtant des Proteſtans que Frédéric traite ainſi! dira-t'-il encore après cela, qu'il n'a pris les armes que pour la deffenſe de la Communion Proteſtante?

C'eſt maintenant aux hommes impartiaux à décider, qui de la France ou de la Pruſſe, les Proteſtans doivent craindre davantage?

Quand

Quand on alléguera, d'aprés les dépêches du Comte de Flemmig, Miniſtre de la Cour de Dresde à Vienne, que le Projet de la Reine d'Hongrie étoit de changer la Religion dans l'Empire; on ne prouvera rien: un miniſtre écrit à ſa cour cequ'il croit entrevoir dans celle où il réſide; mais ſouvent avec beaucoup de pénétration il voit mal. Où en ſeroient les Souverains, ſi on les jugeoit ſur les dépêches d'un Miniſtre, à qui on ne fait ſouvent que des demi-confidences, qui égarent l'homme le plus clairvoyant?

Si les Ennemis des Cours de Verſailles & de Vienne appuyoient leurs allégations ſur des lettres du Comte de Caunitz, ces piéces juſtificatives emporteroient avec elles une preuve réelle, parceque ce Miniſtre n'eſt cenſé écrire qu'au nom de ſa Souveraine, mais les ſimples dépêches de l'Envoyé d'une Puiſſance amie, ne peuvent faire foi, à moins qu'il ne ſoit convenu qu'on peut condamner un Prince ſur le ſentiment d'un ſeul homme, qui quelques fois peut écrire par humeur ou par incapacité. Je ſuis bien éloigné de prêter l'une & de ſoupçonner l'autre au Comte de Flemming, dont les talens pour la négotiation ſont reconnus; mais encore un coup, ce Miniſtre a écrit cequ'il penſoit,

&

& la penſée d'un Envoyé ne fait pas un titre.

Le Miniſtère d'Hanovre n'eſt pas plus heureux, quand il veut parler de la Neutralité qui lui fut propoſée à Vienne le quatre Janvier 1757. il eſſaye vainement d'attriber de la mauvaiſe foi aux procédés des Cours de Verſailles & de Vienne, en diſant que le Maréchal d'Eſtrées ſignoit une Convention par laquelle il s'engageoit de paſſer le Wezer, dans le tems qu'on parloit de Neutralité au Baron de Steinberg, Miniſtre de Hanovre.

La Convention que le Général François ſignoit à Vienne, & les propoſitions que le Miniſtre Autrichien faiſoit dans le même tems à la Cour d'Hanovre, n'ont aucune contrarieté entre elles ; deux Obſervations vont le prouver.

Dans la Neutralité que l'Imperatrice Reine propoſoit au Nom de la France, il étoit dit que le Roi-Electeur donneroit le paſſage par ſes Etats, & cette condition eſſentielle étoit une de celles dont on ne vouloit point ſe départir à Verſailles, avant de pénétrer dans l'Electorat d'Hanovre, il falloit prendre Wezel ; la prudence n'auroit pas voulu que les François allant attaquer le Roi de Pruſſe, laiſſaſſent derriere eux, une Place de cette importance : cette Ville pouvoit tenir longtems ; voila pour-

pourquoi on avoit fixé le paſſage du Wezer au dix Juillet, & il falloit de toute néceſſité paſſer ce fleuve pour ſe rendre dans l'Electorat par Hamelen: ainſi rien n'implique dans la Convention ſignée par le Maréchal d'Eſtrées & la Neutralité propoſée par le Comte de Caunitz.

Mais il y a plus, je ſuppoſe que les François n'euſſent point reclamé le paſſage par l'Electorat de Hanovre, ou qu'il eût été inutile de paſſer le Wezer pour y arriver; la Neutralité propoſée au Roi-Electeur pouvant être refuſée, la ſageſſe des Cours de Verſailles & de Vienne exigeoit qu'on dreſsât préliminairement le plan des Opérations qu'on devoit éxécuter pendant le cours de la Campagne; l'evenement a juſtiffié la prudence de ces meſures, puiſque le Roi d'Angleterre, lié par le Roi de Pruſſe, n'a point voulu accepter les conditions d'une Neutralité qui ſauvoit l'Electorat d'Hanovre.

On ſe plaint en vain de la prétendue dureté des articles propoſés par la France; tout le monde les a ſous les yeux, on peut les lire, & juger des avantages réels que l'Electorat d'Hanovre en retiroit pendant les horreurs de la guerre allumée en Allemagne; les ſujets du Roi-Electeur n'ont pas dû bénir leur maître, quand ils ont

comparé les calamités, qu'ils ont ſouffertes pendant cette guerre, avec les avantages que la paix propoſée leur auroit procuré.

Le Miniſtère Hanovrien étayé par le judicieux Puffendorff, dit qu'aucune Troupe étrangère ne peut exiger le paſſage par un Etat de l'Empire, ſurtout ſi ce paſſage peut fournir l'occaſion ou le prétexte d'une guerre dans le pays où il auroit lieu; on convient de la vérité de la remarque, & c'eſt d'après elle qu'on condamnera les refus du Roi-Electeur, puiſque la neutralité étant une fois accordée à ſes Etats, ils n'avoient plus de guerre à craindre, la France devenoit leur Alliée par les termes de l'Article IX. du projet de neutralité: mais quand Puffendorff s'explique ainſi, il entend parler d'une Puiſſance Etrangère à l'Empire, qui, pour ſe vanger d'un Ennemi, éxigeroit le paſſage par un des Etats du même Empire.

La Poſition de la France eſt toute differente de l'hypothéſe du célébre Publiciſte; deux cas obligeoient le Roi Très-Chrêtien à requérir le paſſage par les Etats de l'Electeur d'Hanovre, & engageoient celui-ci à l'accorder.

Primo. La France n'eſt point Etrangère à l'Empire; on ne peut, ſans ignorer les Elemens de la politique, qualifier ainſi

une

une Puiſſance reconnue & reclamée dans tous les tems comme garante du Traité de Weſtphalie, fondement inébranlable de la liberté Germanique; or l'invaſion hoſtile des Etats de la Saxe & de la Bohême, étoit une infraction formelle à ce Traité, la France devoit des ſecours à l'Empire, & s'il elle avoit differé de faire paſſer des Troupes en Allemagne, on l'auroit bientôt accuſé d'infidélité.

Secundo. Quand bien même la France ne ſeroit point garante du Traité de Weſtphalie, elle n'étoit pas pour cela étrangére dans l'Empire, puiſque ſuivant la Convention de Verſailles, elle devoit des ſecours à l'Imperatrice-Reine attaquée par le Roi de Pruſſe; l'intéret de cette Princeſſe demandoir, que les troupes deſtinées à la deffendre, fiſſent une diverſion heureuſe, & on ne pouvoit raiſonnablement l'effecteur qu'en menaçant les Etats du Roi de Pruſſe voiſin de l'Electorat d'Hanovre.

Les engagemens de la France avec l'Impératrice-Reine étant communs avec le Roi de Pologne Electeur de Saxe, forment une troiſième conviction que le Miniſtère Hanovrien ne combattra pas aiſément.

Il eſt ſuppoſé que la France, en propoſant la Neutralité, ait exigé, comme on le lit

lit dans les Ecrits Anglo-Hanovrien *que la France prétendoit que le Roi-Electeur se laissât désarmer.* La fausseté de cette insinuation est clairement démontrée par les termes précis de l'Article X. du projet de Neutralité déja cité. *L'Electeur ne fera aucune augmentation dans ses Troupes, il pourra seulement les entretenir sur le pied actuel & complet.* Est-ce là un desarmement, j'en apelle au Ministère même d'Hanovre.

On ne s'attachera pas à refuter le projet odieux que le Roi-Electeur ôse prèter au Roi Très-Chrêtien, lorsqu'il dit que sa Majesté en demandant le passage pour ses Troupes, par l'Electorat de Hanovre, n'avoit d'autre intention que de satisfaire *sa vengeance & d'abimer les Etats Electoraux tout de même qu'elle l'auroit pû faire par une guerre ouverte; pour se convaincre,* ajoûte le même Monarque, *il n'y a qu'à jetter les yeux sur la carte, on verra que le chemin le plus court pour aller de France en Saxe & en Bohême, où étoit alors le théâtre de la guerre, ne passe ni par les pays du Roi en Allemagne, ni par ceux de ses Voisins.*

Des *Cartes*, & des *Gazettes*, telles sont les piéces autentiques qui viennent à l'appui des raisonnemens solides & judicieux du Ministère Hanovrien. J'ai déja observé plus

plus haut, que la marche des Troupes Françoises en Allemagne, n'avoit point alors la ni Saxe ni la Bohême pour objet.

Passons à la querelle d'Allemand, que l'on fait au M. de Richelieu, touchant Zell. Au moment d'y être surpris par l'Ennemi, il fit brûler quatre ou cinq maisons du Faubourg qui lui cachoit le camp des Ennemis; *est-ce-là bruler un Faubourg sans aucune raison de guerre?* A l'égard de la Ville d'Hoya, elle subsiste, & le plus grand mal qu'elle ait souffert, vient des Hanovriens eux-mêmes, qui y attaquèrent en force le 23. Fevrier 1757. le brave Comte de Chabot, qui y fit les prodiges de valeur que l'Histoire a déjà transmis à la postérité.

Le Roi Très-Chrêtien (continue avec la même sincérité le Ministère d'Hanovre) s'empara du Comté de Bentheim, & il le remit au Comte de ce nom en vertu de l'autorité de Juge Supréme de l'Empire qu'il s'arroge. Il est vrai que le Maréchal d'Estrées fit occuper par les Troupes à ses ordres le Comté de Bentheim, cédé au Roi-Electeur par un bail emphitéotique par le Comte de ce Nom attaché au Service de France; mais la possession dans laquelle ou prétend que l'on remit le Comte de Bentheim, demande un détail; on veut y satisfaire.

Ce Seigneur ayant cédé comme je l'ai remarqué dans l'instant, sa Souveraineté au Roi-Electeur moyennant une pension annuelle, la Régence de Bentheim signifia au mois de Juin 1757. au Comte de ce nom, qu'elle avoit des ordres de la Cour d'Hanovre, de ne plus lui payer la pension convenue, ce Seigneur en donna avis au Maréchal d'Estrées, qui en conséquence des ordres du Roi lui permit de percevoir les fruits de ses Etats. Cet acte libre étoit une générosité du Roi Très-Chrêtien, qui indemnisoit un de ses sujets, que le Roi-Electeur vouloit injustement rendre responsable des actions de son maître; je demanderai encore à Messieurs d'Hanovre, si agir ainsi, *c'est s'arroger le titre de Juge Suprême de l'Empire?*

Mal-à-propos on veut nier que le Roi-Electeur n'a pris aucune part dans les différends entre l'Imperatrice-Reine & le Roi de Prusse avant que les François prissent les armes. Propos spécieux que le Traité de Westminster anéantit. Il est positif que c'est d'après ce Traité que Frédéric a executé le projet d'invasion en Saxe & en Bohême, & on ne peut regarder icy le Roi-Electeur que comme le promoteur & le soutien de cette guerre injuste, puisqu'en signant ce Traité, il a appuyé les

les vûes ambitieuſes de ſon Allié. En effet il étoit bien probable, que le Roi de Pruſſe envahiſſant la Saxe, il mettroit la France dans la néceſſité de marcher au ſecours de ſon Allié opprimé ; le cas prévu arrivant, le Roi-Electeur (aux termes de la convention de Weſtminſter) donnoit des Troupes aux Pruſſiens, & ſe rendoit publiquement complice des démarches qu'il avoit autoriſées dans le ſecret du cabinet ſept mois auparavant.

Mais la Paix de Weſtphalie, dit-on, *ordonne formellement de tenter toutes les voyes de douceur avant que ſes garans puiſſent prendre les armes.*

Je commence par dire, que ces mots raportés par le Miniſtere Hanovrien, ſont tronqués: voicy les termes propres du Traité de Weſtphalie, article CXXII.

Que néantmoins la paix conclue demeure en ſa vigueur, & que tous ceux qui ont part à cette transaction, ſoient obligés de deffendre & maintenir toute & chacune des conditions de cette paix, contre qui que ce ſoit, ſans diſtinction de Religion, *& s'il arrive que quelque point en ſoit violé, l'offenſé en pourſuivra la réparation amiablement & par droit de juſtice . . . & il ne ſera permis à aucun Etat de l'Empire de pourſuivre ſon droit par force & par armes.*

Il eſt aſſez ſingulier, que cet Article que le Miniſtère Hanovrien a voulu tourner contre la France, forme tout-à la fois l'apologie de la conduitte de cette Puiſſance, & la critique de celle du Roi de Pruſſe : c'étoit à ce Prince, qui ſe croyoit lezé par la conduite de l'Imperatrice-Reine & du Roi de Pologne, à demander juſtice à la Diette aux termes de l'Article que je viens de raporter, & dès qu'il a enfraint l'eſprit du Traité, que le Corps Germanique qualifie article CXIX. *de Loi Perpetuelle & de Pragmatique-Sanction dans l'Empire*, il a mis les garans de cette Loi dans le cas d'armer contre lui. Etoit-ce avec un Prince, qui ſans déclaration préalable de guerre, marche à la tête de deux cent mille hommes, & ravage les Etats de ſes Voiſins, qu'il faut, avant de prendre les armes, employer les voyes de conciliation.

L'Empereur, malgré ſa Toute-Puiſſance, n'a pu avec tous les decrets avocatoires parvenir à le faire comparoître; qu'auroit fait la France, qui n'a aucun droit direct ſur lui? d'ailleurs Frédéric, habile à profiter des lenteurs qu'il fait naître, auroit déſolé les deux tiers de l'Europe, avant qu'on eût entamé la négotiation : mais l'Article eſt précis, la partie lezée doit ſe plaindre auparavant de commencer les Hoſtilités,

tés; le Roi de Pruſſe qui ſe croyoit dans le cas, devoit ſe conformer aux termes de l'Article CXXII.

Il eſt beau d'entendre le Miniſtére Hanovrien dire, qu'il eſt inoui qu'on ait attaqué les Etats de ſon maître en Allemagne, puisqu'ils ſont partie de l'Empire avec lequel le Roi-Electeur n'eſt point en guerre; je vais ſapper ce raiſonnement par une réflection à laquelle je deffie Meſſieurs de Hanovre de répondre ſolidement.

Le Roi-Electeur eſt membre de l'Empire, ce qui eſt hors de doute; il devoit fournir ſon Contingent ſuivant les *pacta conventa* du Corps Germanique; en refuſant de ſatisfaire à cette obligation ſacrée, il s'eſt déclaré l'Ennemi de l'Empire & conſéquemment de la France qui doit garentir les priviléges des Princes opprimés dans l'Allemagne. Paſſons maintenant à la Violation de la Capitulation de Cloſter-Seven.

La Cour de Hanovre prétend que c'eſt une ſuſpenſion d'armes, & pour le prouver elle cite ces mots. *Les Troupes Hanoviennes ni celles de leurs Alliés ne ſeront point priſonnières de guerre.*

Pour démontrer que cet Article n'a jamais fait la baſe de la Capitulation, il ſuffit de dire qu'il ne s'y trouvoit pas inſéré le

 pre-

premier jour qu'elle fut rédigée : on en apelle au Miniſtre Danois. Le Duc de Cumberland, s'imaginant que le projet du Maréchal de Richelieu étoit de déſarmer ſes Troupes, renvoya le Comte de Linar, qui engagea, après beaucoup de ſollicitations, le Général François à inſérer cet article, qui forma depuis une clauſe ſéparée ; mais l'Article III. de la Capitulation de Cloſter-Seven eſt formel, le Miniſtére Hanovrien s'eſt bien gardé d'en raporter le termes, je vais y ſupléer. Les voici :

Les Troupes du Roi demeureront dans les Duchés de Bremen & de Werden jusqu'à une conciliation definitive des deux Souverains ; & les Troupes Hanovriennes reſtées à Stade & dans ſes environs, ne pouront commettre aucune hoſtilité contre les François, ni les Troupes Françoiſes contre elles.

Qui ôſera ſoûtenir, après avoir lu attentivement ces mots, que *cette ſuſpenſion d'armes* (puisqu'il plût un Miniſtere Hanovrien de l'appeller ainſi) ne devoit pas durer jusqu'à *la conciliation définitive de la France & du Roi-Electeur* : c'eſt-à-dire en termes clairs, jusqu'à la paix.

On cite en vain Puffendorff & Grotius pour prouver, *que les Généraux ne peuvent de leur autorité conſentir qu'à une Tréve de courte durée, car c'eſt au Souverain à accorder*

der celle qui fait disparoître entièrement tout appareil de la guerre.

Puffendorff en raisonnant ainsi, pense juste, mais on sent bien que le Publiciste ne veut parler que d'une suspension d'armes ou cessation d'hostilités, qu'un Géneral de son autorité ne peut pas perpétuer.

Qu'on demande à Puffendorff, si un Général assiégeant une Ville ou un camp, peut reçevoir à Capitulation les Assiegés, qui pour sauver leur vie, leur fortune, consentent de mettre bas les armes jusqu'à la paix? le Publiciste répondra que rien n'est plus naturel. Voilà précisément le cas de la Capitulation de Closter-Seven: il suffit, pour s'en convaincre, de jetter les yeux sur la position des Troupes Hanovriennes au moment que le Duc de Cumberland a imploré la médiation de la Cour de Copenhague, pour capituler avec le Maréchal de Richelieu.

Les premieres ouvertures furent faittes au Général François le deux Septembre 1757.; il étoit alors avec son Armée campé à Wal, petit hameau éloigné d'une heure de Werden; il en partit de sa personne le lendemain pour aller reconnoître la position des Troupes Hanovriennes: la moitié de l'Armée resta au Camp de Wal, l'autre se porta sur Rotembourg, où elle prit poste, tandis que les Carabiniers, les Grena-

Grenadiers de France & les Volontaires Royaux marchoient en avant, pour aller renforcer les Troupes légères qui éclairoient les mouvemens de l'Ennemi.

Ce fut donc le trois Septembre, que des hauteurs du Village de Beveren, le Maréchal de Richelieu reconnut diſtinctement la poſition de l'Armée Hanovrienne : elle étoit campée ſous Bremenfurde, ſa droite étoit appuyée à un bois qu'on pouvoit tourner, & ſa droite à la Ville, qui n'eſt d'aucune réſiſtance; quatorze mille malades étoient pêle-méle dans Bremenfurde, & les Hanovriens chaſſés de ce poſte n'avoient plus que la Ville de Stade, dans laquelle les tréſors du Roi-Electeur étoient dépoſés. Stade eſt une petite Ville aſſez forte, mais c'étoit pour l'Armée Françoiſe un objet de quinze jours; les chemins n'avoient point été gâtés par les pluyes, & la marche des Troupes, ſans être bien aiſée, n'auroit pas été pénible.

Telle étoit la poſition critique de trente-cinq mille Hanovriens contre lesquels ſoixante mille François marchoient; ce fut dans ces circonſtances funeſtes que le Duc de Cumberland capitula. On ôſe dire que la Convention lui fut avantageuſe, puiſqu'elle ſauva les tréſors de ſon Père & les Troupes de ſon Electorat; les uns & les

autres

autres ſeroient ſûrement tombés au pouvoir des François, ſupérieurs en force.

Comme cette Convention ne parle en aucune manière du traitement de l'Etat d'Hanovre & de ceux de ſes Alliés, les François ont continué à en tirer les ſubſiſtances néceſſaires; les priver de cet avantage, c'étoit rendre leurs conquêtes inutiles, & dès-lors la condition des vaincus devenoit plus heureuſe que celle du Vainqueur.

On ne diſſimulera point, que la Capitulation de Cloſter-Seven n'ait été mal digerée; un ſens louche dans deux un trois Articles importans, a favoriſé la mauvaiſe foi des Hanovriens, & la France qui connoiſſoit combien peu l'on doit compter ſur les engagement de l'Angleterre, demanda des explications dans un moment où le Roi de Pruſſe, de concert avec *ſon bon-frère* le Roi-Electeur, en avoit décidé la violation, parceque les tréſors d'Hanovre multipliés tous les ans par les ſubſides accordés par la Grande-Bretagne, étoient en ſeureté.

Le prétexte le plus leger favoriſa les mauvaiſes intentions des Hanovriens, & le mauvais ſuccès de la Bataille de Rosbach fit éclater les projets concertés depuis quelques ſemaines entre les Cours de Berlin & de Londres.

Le Miniſtère Hanovrien attentif à citer Puffendorff, quand cet Auteur paroît lui être favorable, le paſſe ſous ſilence dès qu'il lui eſt contraire, mais je vais rectifier cette omiſſion affectée, & je dis avec cet Ecrivain fameux, que les Hanovriens ne pouvoient, ſuivant les maximes du droit Public, donner la moindre atteinte à la capitulation de Cloſter-Seven, *qu'ils n'euſſent reſtitué les choſes dans l'état où elles ſe trouvoient avant la Convention*; c'eſt à dire qu'ils devoient ſe remettre dans la poſition qu'ils occupoient au moment de la ſignature du Traité: Voilà l'eſprit de la Loi; mais les Hanovriens ne ſe piquent pas d'exactitude dans l'exécution des conventions qu'il peuvent violer.

On n'entrera point ici dans les négotiations entamées par le Landgrave de Heſſe-Caſſel & le Duc de Brunſwick; ce ſont deux objets étrangers à la queſtion: d'ailleurs ce dernier a obtenu cequ'il deſiroit. Il s'agit maintenant de juſtifier la conduitte de la France ſur les Hoſtilités qu'on lui reproche depuis la Capitulation.

Le Miniſtére Hanovrien prétend que le Maréchal de Richelieu a enfraint lui-même la Capitulation, en tirant des contributions de l'Electorat d'Hanovre, & en s'emparant du chateau de Schartzfeld.

Une

Une réflexion antérieure a déja prevenu la réponſe qui doit détruire cettee objection, les Hanovriens en mettant les armes bas, auroient beaucoup plus gagné que leurs ennemis victorieux, ſi la Convention de Cloſter Seven leur avoit ôté les moyens de ſubſiſter dans les pays conquis; cela ne pouvoit avoir lieu, que dans le cas où il auroit été arrêté que les François ſeroient tenu d'évacuer leurs Conquêtes : la Capitulation ne ſpécifiant rien à cet égard, le Maréchal de Richelieu étoit en droit d'uſer du droit de Conquérant dans les Etats ſoumis par les armes du Roi ſon maître. Je ne parlerai point icy des menaces de brûler les Maiſons Roſales du Roi-Electeur, je crois qu'il les a faittes, puisque le Comte de Linar l'aſſûre, & je ſuis aſſuré qu'elles n'auroient jamais été exécutées: un Général s'emporte quelques fois dans un premier mouvement d'indignation, mais il ne s'oublie jamais aſſez pour faire cadrer ſa conduitte avec la vivacité de ſes propos; à l'égard du Château de Schartzfeld il étoit très naturel que le Maréchal de Richelieu s'en emparât, puisqu'il n'en étoit pas queſtion dans la Capitulation, ni des TrouppesHanovriennes qui y étoient renfermées; la prudence ne vouloit point qu'avec des forces ſuperieures on laiſſât aux Hanovriens un poſte qu'il étoit important que les François occupaſſenti, mais on voit, continue l'illuſtre Hanovrien, que la France ne demandoit des Eclairaiſſemens à la Convent on de Cloſter Seven, que pour lui faire changer de forme & en rendre les conditions plus dures. Erreur. Eclairer une Convention n'eſt pas la changer. La France, en demandant des explications néceſſaires, cherchoit uniquement ſes ſeuretés; ſi le Roi-Electeur avoit été de bonne-foi, les auroit-il refuſés, & nous perſuadera t' on que l'Angleterre n'avoit pas autoriſé le Duc de Cumberland à négotier avec le Général François? quand on ôſeroit le dire, ces allégations ſeroient démenties par la démarche du Roi de Dannemarck. Je demande aux gens les moins inſtruits

ſur

ſur l'étiquette & la dignité des Rois, ſi un Monarque envoye un Miniſtre, & offre ſa médiation & ſa garantie, qu'il n'en ſoit requis par un autre Souverain? le Duc de Cumberland mérite plus que perſonne des conſidérations perſonnelles, mais la Majeſté du Trône ne permettoit point au Roi de Dannemarck d'entrer dans cette négotiation ſur la ſeule invitation du Général des Troupes Hanovriennes.

Or dès qu'il eſt prouvé que la Cour de Londres a été inſtruitte, je dis plus, a même deſiré la Capitulation de Cloſter-Seven, elle n'a pû la violer enſuitte ſans ſe rendre coupable du plusgrand attentat, parcequ'ayant traité dans des circonſtances critiques, elle a attendu de Concert avec le Roi de Pruſſe, que la face des affaires changeât, pour rompre l'acte le plus ſacré entre les Souverains. Ceque je dis icy eſt ſufiſemment juſtifiè par les lenteurs affectées de la marche des Troupes Hanovriennes & de celles de Alliés, dans les Quartiers qui leur étoient aſſignés.

On croit en avoir aſſez dit ſur le point d'appui entre la France & l'Angleterre Aureſte, la Religion Proteſtante eſt en ſeureté, quoiqu'en diſe à chaque inſtant le Miniſtére d'Hanovre, & l'heureuſe Alliance qui réunit aujourd'hui les Maiſons de Bourbon & d'Autriche, ne peut avoire le but qu'on ôſe lui prêter, de vouloir donner des fer à l'Empire; les Puiſſances qui arment pour l'éxécution du Traité de Weſtphalie, ne ſeront jamais ſoupçonnées d'un projet auſſi odieux: l'intérêt du Roi-Electeur eſt d'attribuer des vûes dangereuſes à la France & à l'Autriche; mais ces imperations malignes ne feront aucune impreſſion ſur l'Eſprit des hommes ſenſés, & on ne découvrira dans l'Harmonie qui régne aujourd'hui entre ces deux Auguſtes Maiſons, qu'un deſir conſtant & inébranlable de procurer à l'Empire la tranquilité dans il jouïroit, ſi deux de ſes membres ne ſembloient en avoir juré la deſtruction.

LETTRE D'UN HANOVRIEN TOUCHANT LA CONVENTION DE CLOSTER SEIVEN.

INTRODUCTION. *

Convenons, que ces Orateurs gagés par l'Angleterre & par le Roi de Prusse, pour persuader à l'Allemagne que le systême de la France est un systême de conquête & d'oppression **, n'auroient pas bonne grace de mettre au nombre de leurs preuves la conduite qu'elle a tenue avec les Hanovriens. C'est par des faits qu'il convient de refuter de pareils écrivains. La France en

 vou-

* V. l'Observ. Holl. L. 32.

** V. le Moniteur Britannique, n. CXI.

vouloit-elle à la liberté Germanique, lorſque, pour le bien de la paix, elle a commencé par conſentir à la neutralité d'un Etat qu'elle avoit droit de regarder comme ennemi, & dans lequel les repréſailles étoient ſi légitimes? Choſe inconcevable! ce fut l'Electeur de Hanovre qui refuſa cette neutralité, qu'il eût dû demander lui-même comme une grace. Avoit-il des troupes ſuffiſantes pour s'oppoſer à la conquête de ſon pays? Jugeons-en par l'événement. On ſeroit tenté de croire aujourd'hui qu'il avoit promis de ſe ſacrifier gratuitement à l'ambition de la Cour de Berlin. Où en ſeroient les Etats de ce Prince, ſi les Généraux François avoient pris les maximes de cette Cour, & ſuivoient les exemples qu'elle donne? Hanovre, Breme, Verden, toutes les Places de l'Electorat, tous les pays de la maiſon de Brunswik ſe ſont vûs au pouvoir de la France. Le Duc de Cumberland

land ne pouvant plus ſe deffendre, étoit la merci des François. Alors cette neutralité, que l'on a refuſée pour tout l'Etat, on la propoſe pour ce petit reſte de pays, que l'on tenteroit en vain de conſerver par la force. On implore la médiation du Dannemarck; la France veut bien ſe prêter à une négociation. Que l'on compare le droit de repréſailles qu'elle avoit ſur les Etats d'un Prince ſon ennemi, avec ce droit de ſimple précaution que S. M. Pr. alleguoit lorſqu'elle entra en Saxe; que l'on mette en paralelle la Capitulation des Hannovriens & celle des Saxons, & que l'on juge enſuite, qui du Roi de France ou du Roi de Pruſſe eſt l'ennemi ou le protecteur du Corps Germanique.

Je n'en dirai pas d'avantage; écoutons les raiſonnemens d'un Hanovrien.

LETTRE

Du Capitaine George Tr**. au Chevalier John**.

A Boxtehude le 14. *Septembre* 1757.

Je n'avois jamais compté moiſſonner beaucoup de lauriers dans cette belle expedition, dont l'Angleterre avoit eu la générosité de nous charger ſeuls. J'augurois mal pour l Electorat de tout ce qui ſe paſſoit à Londres. Cette incertitude du gouvernement, ces déplacemens perpetuels de Miniſtres, cette agitation d'un peuple qui ne nous aime point; tout cela, mon ami, ne me ſentoit rien de bon, & quelques avantages que l'on nous promît de cette incorporation miraculeuſe, qui devoit ne faire qu'un ſeul tout, & des Etats de Hanovre & des Royaumes

mes de la Grande Bretagne, je craignois toujours que dans cet énorme Coloſſe dont la tête eſt d'or, nous ne fuſſions les pieds d'argile. Dieu-merci cependant, nous n'avons point été briſés, & je crois qu'actuellement, ſi le Roi notre maître, inſtruit par l'expérience, écoute de meilleurs conſeils, la grande ſtatue pourra tomber ſans que nous quittions le piédeſtal qui nous ſoutient.

Tenez, mon ami; notre Souverain, à qui Dieu donne une longue vie, reſſemble aſſez à un homme qui auroit deux femmes, & par conſéquent beaucoup de tracaſſeries dans ſon ménage. Il a épouſé l'une par goût, l'autre par ambition. La premiere, d'une condition moins relevée, eſt tendre & ſoumiſe; elle adore ſon mari & a toutes ſes préférences. L'autre eſt une très-grande Dame, qui au fonds ne s'occupe pas trop de lui, & qu'en revanche il n'aime point; mais qu'il craint & qu'il ménage, parce

qu'elle eſt riche & qu'elle diſpoſe elle-même des revenus de ſa dot.

Nous ſommes, mon cher parent, les enfans de l'épouſe chérie, aimés de notre pere, mais mal ménes pour les beaux yeux de notre marâtre. Celle-ci comptoit apparemment qu'il en ſeroit de cette année-ci comme de l'autre. O mon ami! je me rappelle encore les nuits froides que je paſſai en pleine campagne pendant l'automne de 1756, les douceurs que nous diſoient Meſſieurs de *Kent* & de *Hampshire*, & l'inhumanité avec laquelle ils refuſerent de nous laiſſer loger dans les miſérables chaumières de leurs payſans. J'ai encore ſur le cœur les indignités que nous eſſuïâmes, lorſque campés à *Maidſtone* juſques au milieu de Décembre, étourdis par les cris d'une populace qui nous eût volontiers jetté des pierres, nous attendions patiemment qu'il plût aux Miniſtres de nous renvoyer chez nous.

C'étoit

C'étoit ſans doute par des traitemens ſi doux, que l'on s'étoit flatté de nous inſpirer un grand deſir d'aller nous faire donner les étrivières dans notre propre pays. Nous n'avions gagné que des rhumes & quelques maladies à *Maidſtone*; il falloit peut-être que le mauvais air des marais de *Stade* achevât de nous détruire, & qu'on pût dire au printems prochain à notre gloire & à celle des Heſſois : " Ici 30000 braves ſoldats
„ périrent de faim & de miſére,
„ pour empêcher les troupes Fran-
„ çoiſes de ſortir de l'Electorat de
„ Hanovre.

Non, Monſieur, non : le Duc de Cumberland à été plus juſte, plus ſage, plus humain : ce Prince nous aime, il venoit avec tant de plaiſir l'année dernière nous paſſer en revue, pour nous conſoler de nos ſouffrances! Grace à l'heureuſe Capitulation qu'il a ſouſcrite, & après laquelle je n'ai pas eu de peine à obtenir mon

congé, je coucherai dans mon lit dès le mois d'Octobre : & ſans regretter ni les plaiſirs d'hiver que l'on nous a procurés en Angleterre, ni les ſuccès dont on nous flattoit au printems ; j'irai boire à la ſanté des François & même avec eux. Si les Anglois écrivent à M. le Duc de Chevreuſe pour lui faire leurs très-humbles remerciemens (*a*), s'ils déclarent que jamais les François ne les ont ſi bien ſervis qu'en ſe rendant maîtres de l'Electorat ; pourquoi nous autres Hanovriens, qui ne nous trouvons point incommodés du nouveau gouvernement, ne dormirions-nous pas fort tranquilles en attendant la Paix ? Concluons, mon cher parent, que M. le Duc de Cumberland, dût-il à ſon débarquement être expoſé aux inſultes du peuple fougueux qui nous a dit tant d'injures, ſera loué & applaudi par tout ce

(*a*) V. l'Etat Politique de la Grande Bretagne, n. 12. Lett. 21.

ce qu'il y a de gens ſenſés dans ce pays-ci.

Je connois votre folie romaneſque, vous m'allez alleguer l'honneur. Ecoutez-moi, mon cher Chevalier, je ſuis tout auſſi bon ſerviteur de la gloire que vous-même; mais je la fais conſiſter à ſauver & à deffendre ſa Patrie. Or ſi ma définition eſt juſte (en ſuppoſant même que l'intention des François eût été de piller, de ravager, de brûler,) lorſque M. le Duc de Cumberland a capitulé, nous étions déja à plus de 50 lieues de l'honneur en tirant du Sud au Nord.

Cet honneur, notre idole, ſçavez-vous où il étoit placé? ſur les bords du *Weſer* pour nous, comme autrefois pour les Grecs au défilé des *Thermopyles*. Que nous fuſſions morts en diſputant aux François le paſſage de ce fleuve, quelque Anglois éloquent eût du moins fait notre Oraiſon funebre. Le Moniteur eût

eût dit avec emphaſe : “ Ecoutez,
„ Princes d'Allemagne : les François
„ vinrent les armes à la main pour
„ s'emparer des Etats de Hanovre,
„ tout Iſrael s'ébranla, & ces bra-
„ ves ſoldats verſerent leur ſang
„ pour ſauver leur Patrie, tandis
„ qu'à l'autre extrêmité de l'Allema-
„ gne un nouveau Judas Machabée
„ appelloit ſes freres au combat, &
„ protegeoit les Tribus fidéles.

Je n'avois point toutes ces belles idées-là dans l'eſprit : mais quoique nous euſſions deja repaſſé le Weſer, je ne trouvai point étonnant que l'on prît la réſolution de livrer la bataille pour défendre *Hamelen*. Notre valeur alors, car il fut prouvé que nous n'en manquions point, pouvoit avoir un objet véritable. Il s'agiſſoit d'empêcher que les François n'achevaſſent de ſe rendre maîtres des Etats de notre Souverain.

Aujourd'hui, Monſieur, je demande à quiconque oſera blâmer

S. A. R.

S. A. R., ce que nous avions à defendre dans le poſte où la fortune nous avoit conduits. Le Papiſme marchoit à côté du Maréchal de Richelieu. Soit. Mais ce Papiſme, qu'on affecte de repréſenter comme ſi redoutable, & qui certainement ne penſe guères à nous, étoit déja fort avancé, s'il avoit été du même pas que les Généraux François. Hanovre & tout ſon territoire étoient au pouvoir de ceux-ci, la Heſſe étoit neutre, les Etats de Brunſwick étoient ſoumis. Appréhendions-nous que le Maréchal de Richelieu n'allât conquerir l'Océan? Etoit-ce l'embouchure de l'Elbe que nous voulions lui diſputer? L'ennemi étoit le maître de la maiſon: falloit-il que dans l'impoſſibilité où nous étions de l'en chaſſer, nous nous fiſſions tous égorger ſur le ſeuil d'une porte de derrière, par laquelle les Anglois n'ont eu garde de venir à notre ſecours?

Nous

Nous n'aurions donc rien gagné à nous battre. De-là je conclus, mon cher parent, qu'il n'y eût point eu d'honneur à le faire, & que nous avons les plus grandes obligations du monde à Monſieur le Comte de Lynar & aux François.

Allons plus loin. Je vous ai dit que la gloire conſiſtoit à ſauver ſa patrie. Or la patrie, ce ſont les citoyens, ce ſont les hommes. Nous devons à la Capitulation le ſalut de 30000 combattans.

Dans l'état où nous étions, même avant que d'être enveloppés par les ennemis, je le repéte, nous n'avions que trois partis à prendre; ou de nous faire écraſer par des troupes ſupérieures, ou de gagner *Stade*, & de nous y maintenir, dans le jeûne & dans les prieres, juſqu'à ce qu'il eut plû aux François de venir nous en chaſſer, ou enfin de traiter avec eux aux meilleures conditions qu'ils voudroient nous dicter. Car enfin cette

cette magnifique Flotte Angloiſe, qui ayant perdu l'eſpérance de prendre Oſtende & Nieuport, ſe deſtina à brûler quelques moulins ſur les côtes de France, n'a pas eu le tems ſans doute de nous ouvrir une quatriéme voie.

Le premier parti eût été celui d'un déſeſpoir inutile. Qu'aurions-nous gagné au ſecond, quand même il eût été poſſible? Notre but ne devoit-il pas être, d'écarter de notre pays des troupes trop nombreuſes? Nous étoit-il poſſible d'enlever ſeuls aux François une conquête qu'ils avoient faite ſous nos yeux, ſans que nous puſſions arrêter leurs progrès? Devions-nous nous flatter de les engager à évacuer les terres de l'Electorat? Vaines idées, projects chimeriques! Il falloit donc au moins ſe délivrer d'une partie de leur armée; & puiſque notre Souverain n'a pas pû déterminer nos chers Alliés, les Anglois, à nous envoyer cette

année les ſecours, que nous leur portâmes l'année 1756. il falloit recevoir de la France le repos qu'elle a bien voulu conſentir à nous donner.

Concluez de-là, Monſieur, que quand le Duc de Cumberland nous auroit tous appellés à ſon Conſeil, il ne pouvoit prendre une réſolution qui nous fût ou plus agréable ou plus utile.

Après m'être felicité d'un événement, qui pouvoit écarter de notre pays une guerre, que les Anglois avoient regardée comme fort avantageuſe pour eux-mêmes, & qui à coup sûr eſt très-ruineuſe pour nous; je voudrois, je vous l'avoue, pénétrer les raiſons qui ont porté les Anglois à nous abandonner. Ce n'eſt pas que je veuille leur reprocher ce mauvais procédé : de quelque motif qu'il parte, Dieu le leur pardonne; vous voyez que j'ai l'ame bonne. S'il étoit avantageux aux Anglois de nous trahir, je m'en tiendrois

drois là. Mais c'eſt ce que je n'ai pû encore me perſuader, & c'eſt de quoi bien des gens en Angleterre ne ſont point encore convaincus. Eh, quoi! cette nation ſi réfléchiſſante, dit-on, ce peuple de philoſophes ſe laiſſeroit-il conduire par le caprice? Détruiroit-il aujourd'hui ce qu'il édifioit hier à grands fraix?

J'ignore, mon Ami, le détail des petits arrangemens concertés entre notre Maître & le Roi de Pruſſe. On dit qu'il y a là-deſſus d'admirables Mémoires dans les papiers publics d'Angleterre, & qu'il ne s'agit de rien moins que de réformer les Traités de Weſtphalie: je n'ai point lu tout cela. Je ne vois que ce qui ſe fait en Allemagne: cela eſt ſi ſavant, cela eſt ſi neuf, que je n'y comprends pas encore grande choſe; & quant à moi, ſi l'on me croyoit, on laiſſeroit aller l'Empire comme il va. Mais enfin, je veux croire que tous ces plans là ſont admirables. Pour les faire réuſſir il falloit donc nous

mettre à portée de fermer aux François l'entrée de l'Allemagne: car ces gens-là ſont terriblement prévenus pour les Traités de Weſtphalie. Il ne ſuffiſoit pas de fournir de l'argent aux Pruſſiens, il falloit nous envoyer des hommes & nous défendre.

Quant aux Anglois, je devine leur politique en gros, quoique le méchaniſme des reſſorts qu'elle met en jeu, me paroiſſe inconcevable. Il ne faut pas être bien fin, pour ſentir que plus les François auront d'affaires en Allemagne, moins ils pourront ſonger à leur commerce, à leur marine, à leurs Colonies. Mais de-là il ſuit auſſi, que l'intérêt de la Nation Angloiſe, comme celui du Roi, étoit de nous fournir des ſecours réels, & de nous mettre en état d'arrêter du moins les armées Françoiſes; car enfin on a beau dire: Monſeigneur le Duc de Cumberland, quelque courage qu'il fût capable de nous inſpirer, quelqu'excellent Général qu'il ſoit, ne nous valoit pas dix mille hommes de bonnes troupes.

Quand

Quand ce Prince s'embarqua à *Warwich*, le bruit couroit qu'il ſeroit bientôt ſuivi d'un corps de 6000 hommes. De bonne-foi je comptois là-deſſus ſans trop le ſouhaiter. Je vis enſuite ſon Alteſſe Royale faire danſer en arrivant (*a*) toutes les Dames de Hanovre; & je diſois en moi-même : le moyen que l'on fût auſſi alerte dans ce pays-ci, ſi l'on n'étoit pas bien sûr que les François paieront les violons? Hébien, mon ami ! nous attendîmes longtems ces 6000 hommes, & quand ſont-ils encore venus? Il fallut donc être Armée d'obſervation & rien de plus. Si bien que pour obſerver de plus près, nous paſſames le Weſer, & que depuis cette riviere juſqu'aux lieux où devoit finir notre glorieuſe campagne, nous n'avons preſque pas perdu de vûe l'ennemi. Vous ſavez même que nous l'avons vû une fois d'aſſez près pour en être mal menés. Si c'étoit là unique-

(*a*) Le 26. Avril S. A. R. M. le Duc de Cumberland donna un rand Bal au chaâteau de Hanovre.

quement notre miſſion, graces à Dieu nous l'avons dignement remplie : car moi qui vous parle, je ſerois en état de vous rendre compte de tous les campemens des François, & de vous dire, nuit par nuit, tous les endroits où les Généraux ont couché. Vous expliquer pourquoi l'Angleterre n'a pas voulu que nous fuſſions autre choſe qu'une Armée d'obſervation, c'eſt ce qui paſſe mon intelligence. Le Roi ſouhaitoit-il que l'Armée Françoiſe ne fît que paſſer pour aller droit à ſon ami le Roi de Pruſſe? Il n'avoit qu'à dire, & il pouvoit même nous épargner la peine & les frais du voyage. La Nation Angloiſe avoit-elle intérêt que Sa Majeſté Pruſſienne hors d'état réſiſter, fît promptement ſa paix avec l'Empire & l'Impératrice, & renvoyât en France les Armées auxiliaires? Demandez-le à cette foule de Miniſtres dont j'ai vû dans les Gazettes une liſte qui ne finit point. Quant à moi, je vous l'avoue, tout

ceci

ceci me paſſe, & après avoir tout dit dans cette Epitre, puiſque je ſuis en train, je m'en vais tranquillement chez moi méditer tout à mon aiſe ſur la belle Ode: *Beatus ille qui procul negotiis &c.*

Avant que de partir, mon cher parent, je veux vous faire une querelle: elle ſera douce. Pourquoi, je vous prie, vous aviſez-vous de donner de ſi beaux conſeils contre notre pauvre pays? J'ai été ſurpris de voir imprimée une longue & très-politique converſation de vous avez eue avec un Anglois refugié (*a*). Où en ſerions-nous ſi le Miniſtére François adoptoit votre ſpecieux ſyſtême de repréſailles, & ſi l'on vouloit nous faire payer tout ce que le Roi d'Angleterre doit à la France de reſtitutions? Avec votre permiſſion, mon ami, vous vous êtes laiſſé trop emporter au reſſentiment que vous avez conſervé contre ce Monarque. Le Roi de

(*a*) 28e Lettre de l'Obſerv., ou MEM. *du Tems* 1757. No. 18.

France a eu plus de clemence & d'humanité. Je ne prétends point refuter vos argumens. Vos raiſons ſeroient admirables s'il s'agiſſoit de faire juger la queſtion dans un tribunal. Mais la Nation qui n'uſe pas de tous ſes droits, la Nation qui ſçait modérer ſa vengeance, ſera toujours la plus reſpectable aux yeux de l'humanité, & même la plus ſage aux yeux de la ſaine politique. L'ordre le plus parfait regne dans tous les pays de l'Electorat. Il s'y leve quelques contributions; car il eſt juſte que nous faſſions vivre le vainqueur qui nous garde. Nous payerons 13. millions au lieu de 16. ou 17. que notre Souverain levoit dans le pays. Du reſte, les troupes obſervent la plus exacte diſcipline: les villes en paſſant ſous une nouvelle domination ont conſervé leur religion, leurs droits & leurs prérogatives. Les loix ſont obſervées, les temples fréquentés, les Magiſtrats conſidérés, le commerce libre, le peuple

ple à l'abri des rapines & du brigandage. Les Gouverneurs François ſont généreux & déſintereſſés. On m'a aſſuré qu'un d'entr'eux a refuſé 700. louis par mois qui lui ont été offerts par les Etats d'un certain pays. Oh! pour ce trait je le manderai à notre ami M.** qui a l'honneur d'être Aide-de-Camp de S. A. R. Monſeigneur le Prince de Pruſſe.

Le plan des Cours de France & de Vienne paroît facile à pénétrer, parce qu'il eſt ſimple : c'eſt parce que je crois l'appercevoir que j'en ſouhaite le ſuccès pour le bien même de ma patrie. Que Dieu béniſſe le Monarque qui a imaginé le premier qu'il valloit mieux vivre en paix que s'égorger mutuellement & ſans fin, & que les grands Etats feroient une bonne œuvre, en s'uniſſant pour empêcher la déſolation des petits!

Ecoutez, mon Ami; nous ſommes Allemands. Voyez ſur la carte toutes les Souverainetés qui s'étendent depuis

puis le Rhin jusqu'à l'Oder, & depuis la Mer Baltique jusqu'au Golphe de Venise. Nos peuples n'ont point cet avantage dont jouissent les sujets des grandes Monarchies : ceux-ci goûtent au cœur de l'Etat toutes les douceurs de la paix, &, renvoyant sur leurs frontières les calamités de la guerre, ne voient que de très loin les ravages & les incendies. Pour nous, si un mal entendu divise nos Princes, si un Souverain se fache d'une réponse peu *catégorique* qui aura été faite à ses Ministres, sur le champ nous prenons les armes & nous combattons à la vue de nos femmes & de nos enfans, *pro aris & focis*. Nos moissons sont enlevées, nos fermiers ruinés, nos terres demeurent incultes, & la guerre est pour nous un feu dévorant qui consume tout le corps de l'Etat. Voilà le véritable tableau de Allemagne depuis plus de 100 ans. La plûpart des querelles qui ont excité la guerre dans l'Europe, étoient-elles person-

nelles aux Membres du Corps Germanique ? Les Différends entre la France & la Maiſon d'Autriche pouvoient-ils procurer quelque avantage à nos Princes, ou quelque degré de bonheur à leurs ſujets ? Victimes d'une politique qui nous étoit étrangère, combien de fois avons-nous fait des vœux pour l'union de ces deux grandes Puiſſances, dont l'agitation nous entraînoit, nous précipitoit malgré nous ? Eh quoi ! ſi leur plan eſt aujourd'hui de vivre en bonne intelligence, ſi nous pouvons nous flatter de voir mourir le germe funeſte de leurs diviſions ſanglantes, ſi la France, engagée par les Traités les plus ſolemnels à nous protéger, eſt aſſez heureuſe pour n'avoir plus rien à démêler avec cette Maiſon d'Autriche, dont le pouvoir ne peut plus nous écraſer, & dont les François auroient eux-mêmes tant d'intérêt de réprimer l'ambition ; enfin, ſi l'Allemagne n'a plus dans ſon ſein de ſemen-

ces de troubles, que les petits démêlés qui peuvent s'élever parmi ſes Princes ; ne pouvons-nous pas eſpérer de ne vivre déſormais que ſous l'empire de nos loix ?

Je ſens, mon Ami, que mon ſtyle s'éléve, parce que mon cœur s'échauffe à cette idée. Vous n'aimez point notre Maître, & vous chériſſez vos compatriotes. Je crois mes ſentimens plus juſtes que les vôtres. Je ſuis attaché par le cœur à mon Souverain, & je regarde les Anglois, auxquels j'aſſocierai, ſi vous voulez, les Conſeils du Roi de Pruſſe, comme les ennemis du repos de l'Europe. Je crois que le trouble n'eſt utile ni aux grands Etats qu'il affoiblit, ni aux petites Souverainetés qu'il épuiſe. Je mets au rang de ces dernières notre Electorat. La guerre générale & les déſordres qui la ſuivent ne peuvent produire quelque augmentation de pouvoir, qu'à ces Etats du ſecond ordre, qui ſortis du rang où ils étoient autrefois placés, &

après s'être insensiblement aggrandis, ne croient cependant être qu'à la moitié de leur fortune, & s'imaginent que le mouvement qui les a élevés au-dessus de leurs égaux, les portera jusqu'au niveau des grandes Puissances qu'ils veulent égaler. Cherchez actuellement quels sont ces Etats qui croiroient, en se tenant en repos, s'arrêter au milieu de leur carrière. Le Roi d'Angleterre a été trompé & par ses Ministres & par les insinuations de la Cour de Berlin. Celle-ci lui a donné de fausses idées d'aggrandissement en Allemagne, & les Anglois ont voulu mettre à profit ce prestige. Comme Electeur de Hanovre il devoit souhaiter que la paix d'Allemagne fût appuyée sur des fondemens inébranlables; le Roi de Prusse lui a présenté le plan d'un nouveau Gouvernement Germanique, dans lequel il lui a persuadé qu'il y auroit beaucoup à gagner pour Hanovre. Sa Majesté Britannique a été éblouie du merveilleux,

leux, elle n'a pas ſenti qu'au fonds Sa Majeſté Pruſſienne ne travailloit que pour elle ſeule, & que ſi elle réuſſiſſoit dans ſes projets, tous les Electeurs ſeroient beaucoup plus dépendans des volontés du Miniſtère Pruſſien, que des loix fondamentales, qui ſont les conſervatrices de leurs droits. Le Roi d'Angleterre a donc enviſagé de bonne foi la gloire & la puiſſance de la Souveraineté qui appartient à ſa Maiſon en Allemagne. Les Anglois, à qui les intérêts de Hanovre ſont fort indifférens, ont dit de leur côté : „ Tirons „ parti de l'erreur de notre Monarque. „ Que nous importe que S. M. Pr. „ l'enchaîne pour jamais à ſon char, & „ que le crédit des Princes de Brunſ- „ wick ſoit anéanti, pourvû que nous „ ſoyons les maîtres d'exciter dans le „ Continent des diviſions utiles à nos „ vûes? Périſſe le patrimoine de la Mai- „ ſon de Brunſwick, périſſe même, s'il „ le faut, la liberté Germanique, pour- „ vû que la France emploie à la défen-

dre,

„ dre, des tréſors qui euſſent ſervi à
„l'augmentation de ſa Marine & au
„ maintien de ſon Commerce !

Au reſte, Monſieur, vous voyez dès-à préſent les heureux effets du nouveau ſyſtême d'union embraſſé par les grandes Puiſſances. Je ne crois pas que les véritables Allemands redoutent aſſez les efforts de Sa Majeſté Pruſſienne, pour ne pas voir qu'il ſervira d'exemple au reſte de l'Europe. Que ne demandoit-il à accéder au Traité de Verſailles ? Que n'intéreſſoit-il à ſa propre défenſe deux Puiſſances, dont l'une n'eût eu aucun motif de lui faire la guerre, & dont l'autre eût même été obligée de le ſecourir s'il eut été attaqué ? Au lieu de prendre un parti auſſi ſage, il ſe flatte de bouleverſer l'Allemagne, & ſa témérité ſemble inviter tous les Princes à juger eux-mêmes de la force défenſive, qui réſulte de l'union qu'il veut braver. Qu'arrive-t-il ? Ce que l'on n'eut pû que calculer par théorie, on le démontrera déſormais

mais par l'expérience: car s'il eſt bien prouvé que 200000. hommes conduits par un guerrier tel que le Roi de Pruſſe, n'ont pû qu'exciter en Allemagne des troubles paſſagers; ſi celui de nos Princes qui eſt le plus en état de ſe faire craindre, a lui-même trouvé l'affoibliſſement de ſon pouvoir dans les moyens violens qu'il avoit pris pour l'augmenter! quelle Puiſſance oſera déſormais troubler notre repos? qui ſera aſſez hardi pour donner atteinte à nos loix? Oui, Monſieur, l'unique vœu de Allemagne doit être aujourd'hui, que l'union des deux Cours ſoit durable. Elle ne peut être troublée que par l'ambition de l'une ou de l'autre; leur modération ſera donc toujours le gage de notre ſécurité.

Entre nous, ſi notre Souverain n'a rien gagné à tout cela; du moins il n'y aura pas beaucoup perdu. J'aime mieux que l'exemple ſoit tombé ſur le Roi de Pruſſe que ſur lui: grace à la ſageſſe de S. A. R. la bataille de Haſtembeck n'a point été meurtrière, &

de-

depuis cette époque notre Général a menagé la vie des ſoldats. Les revenus de l'Electorat ſont touchés par les François : Ces gens-là amaſſent peu ; l'argent de Hanovre ſe conſume dans le pays, & les ſubſides d'Angleterre dédommageront amplement le Roi notre maître de cette perte paſſagère. Du moins, & je compte ceci pour beaucoup, l'expérience du paſſé lui aura appris trois ou quatre vérités importantes :

1. Que quand les Anglois feignent de vouloir s'unir ſi intimement à ſon Electorat, ce n'eſt pas qu'ils s'intéreſſent beaucoup à la proſpérité, ni même à la conſervation de cet Etat :

2. Que le meilleur plan que puiſſent ſuivre les Princes d'Allemagne, quels qu'ils ſoient, conſiſtera toujours à regarder la conſtitution Germanique & les loix de l'Empire comme leur force naturelle. Toute alliance étrangère qui aura pour but de rompre ces liens ou de les affoiblir, tendra néceſſairement à détruire un pouvoir réel, pour lui ſubſtituer une Puiſſance précaire :

3. Qu'il eſt très-important au Gouvernement Germanique, qu'aucun Prince n'aug-

n'augmente tellement en pouvoir, qu'il puiſſe exciter la guerre toutes les fois qu'il ſe trouvera gêné par les loix:

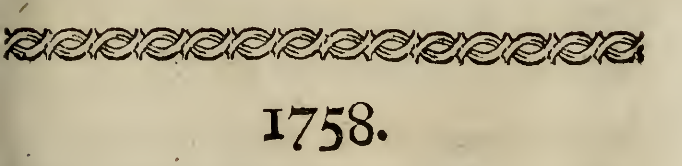
4. Enfin, que l'Angleterre, même avec ſes richeſſes & ſon commerce, ne pourra jamais rendre un Souverain d'Allemagne plus puiſſant, plus abſolu, plus indépendant de la conſtitution générale; tant que la France & la Maiſon d'Autriche demeureront unies pour protéger la liberté Germanique.

Si le Roi, notre gratieux Electeur, eſt bien convaincu de ces maximes, s'il en fait déſormais la baſe de ſa politique, quel que ſoit l'état de l'Angleterre, les peuples de Hanovre ſeront heureux. Les troubles de la Grande Bretagne ne ſe répandront que rarement au-dehors. Ce ſera un feu concentré, qui ne pourra briſer ſa priſon, & les volcans ne ſeront point à craindre. L'Angleterre ne peut avoir avec les autres Etats de l'Europe que des démêlés de Commerce, qui ne deviendront des ſujets de Guerre, que quand les peuples du Continent perdront de vûe leurs véritables intérêts. Adieu, mon Ami.



LETTRE D'UN HANOVRIEN à UN SEIGNEUR ANGLOIS AU SUJET DE LA CONVENTION DE CLOSTER-SEVEN.





1758.



MILORD!

On ne ſauroit être plus ſenſible que je ſuis à l'honneur, que Vous me faites, en me demandant par Votre derniere lettre la continuation de ma correſpondance, & en voulant bien m'aſſurer qu'elle Vous fait plaiſir.

Je crois, Milord, ne pouvoir trouver de moïen plus ſur pour me rendre digne de Votre eſtime, que de Vous expoſer ingénûment & avec ſincerité mon ſentiment ſur l'etat des affaires publiques en Allemagne. M..., qui eſt de la Suite de Son Alteſſe Roïale, veut bien ſe charger de Vous remettre ma Lettre en main propre, & ſon depart precipité me force d'être tres laconique.

Par Votre Lettre du 28. Septembre dernier, Vous me faites Milord, un portrait bien

touchant de la consternation générale, qui s'est fait remarquer en Angleterre, lorsqu'on y reçut la Nouvelle de la Convention de Closter-Seven. Vous aïoutez, que ceux, qui sont le plus à portée de connoitre la façon de penser du Duc de Cumberland, croyent qu'il est fort mecontent de s'être trouvé dans la necessité de se soumettre à cet Acte; & que les Personnes mêmes les mieux intentionnées pour la Personne & pour la Famille Roiale de Sa Majesté en rijettent sa faute sur la Régence de Hanover.

Pour repondre Milord, à cette partie de Votre Lettre, je crois ne devoir point vous dissimuler, que mes préventions en faveur de l'Electorat de Hanover, qui est ma Patrie, sont exactement les mêmes, que celles des Anglois vos Compatriotes en faveur de la Grande-Bretagne.

Ce sentiment, que Vous traiterés, si Vous voulés, de foiblesse, est cependant celui, dans lequel il est le plus naturel, que

que je persiste; je vais Vous l'exposer avec toute la candeur, dont je suis capable; aprés quoi-je le soumaittre volontiers à Votre censure.

Pour parvenir au but, que je me propose, je veux, Milord, ne me servir que de Vos propres expressions, bien assuré qu'il me servit difficile d'en trouver de meilleurs. Et ja crois être en droit de faire servir à la defense de la cause Hanovrienne les mêmes armes, dont on se sert pour la combattre.

Vous saurés donc, Milord, que c'est de la meilleure foi du monde & de la maniere la plus invariable que je pense, ainsi que Vous, qu'il n'est point d'homme véritablement porté pour le bien de sa Patrie, qui puisse voir avec plaisir, ni même de sang froid, les interets de son Pays sacrifiés à des considérations étrangéres.

Tel est, si je ne me trompe, Milord, le langage que Vous tenés comme Anglois;

permettés-moi de m'en ſervir comme Hanovrien. Il a dans ma bouche le même caractere de verité, que je lui reconnois dans la Vôtre ; à moins que Vous n'aïés quelque raiſon pour ſuppoſer, que l'interêt de Hanover m'eſt moins precieux que ne Vous l'eſt celui de la Grande Brétagne. Mais, Milord, entronſen matiére, & voïons, qui de nous deux eſt le plus en droit d'adopter cette Maxime patriotique & d'en faire l'application ?

Vos Peres n'eurent pas plutôt recouvré leurs anciennes Libertés, que les conteſtations, qui s'élevérent ſur la Succeſſion à la Couronne d'Angleterre, leur donnerent lieu de craindre, qu'elles ne leur fuſſent ravies de nouveau. Je ne m'etendrai point ſur les juſtes craintes, qu'ils avoient d'un avenir deſagréable, il me ſuffit, qu'ils aient prévenu leurs malheurs en ſe donnant à la Maiſon d'Hannover, à laquelle la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne fut aſſurée ſous certaines conditions.

Parmi

Parmi ces differentes conditions, il en eſt une qu'on ne peut s'empêcher de trouver fort équitable. Elle porte, que l'Angleterre ne ſera jamais engagée dans aucune Guerre ſur le Continent pour la cauſe de l'Electorat de Hanover. Rien Milord, ne me paroit plus juſte que cette condition: elle fait l'éloge des ſentimens patriotiques de celui qui en eſt l'Auteur; mais je Vous demanderois. „ ſi le même motif, ſur le- „ quel elle eſt établie par raport à l'Angle- „ terre, n'exiſte pas également par raport „ à l'Electorat de Hannover; & ſi les Ha- „ novriens n'ont pas autant de droit, que „ les Anglois, de demander, qu'on ne pro- „ digue point leur Sang & leurs Biens pour „ des querelles qui leur ſont étrangéres. "

Vous ne ſerés donc point ſurpris, Milord, de m'entendre dire, qu'avant que les Anglois s'arrogent le droit de nous blâmer & de critiquer les Conſeils, qui ont dirigé les délibérations de nôtre Régence au ſujet de la Convention de Cloſter-Seven, il faut

qu'ils prouvent que la Guerre, qui a été portée dans le coeur de l'Electorat, & qui le retient actuëllement dans la dépendance des François, une Guerre qui n'a été entreprise originairement & uniquiment que pour venger l'honneur & l'interêt des Etats Electoraux de Sa Maj. Britanique. Si, comme j'ai tout lieu de le présumer, ils ne sont point en état d'administrer cette preuve, je n'hésiterai plus à declarer en face de toute la Nation Britanique, que nous sommes aussi bien fondés, qu'elle, à consulter, notre propre honneur; & c'est, Milord, une Proposition générale, qu'il est impossible d'attaquer sans montrer la prévention la plus forte, & la partialité la plus aveugle.

Mais le sujet, que j'entreprens de traiter actuëllement, est si delicat, que, pour m'en acquiter avec d'autant plus d'assurance, il faut que je vous expose les raisons, pour lesquelles, suivant moi, l'Electeur de Hanover ne doit prendre aucune part dans la Guerre presente en Allemagne.

Voici

Voici le raiſonnement qu'on a fait en Angleterre, & qui eſt parvenu à ma connoiſſance. Le Roi, diſſoit-on; conſidéré comme Electeur de Hannover, eſt un Prince dont le pouvoir eſt abſolu; Et l'on inferoit delà, que tout ce, qui ſe faiſoit dans le Gouvernement de Hanover, émanoit de ſon autorité immédiate.

En verité, Milord, il eſt révoltant d'entendre des Anglois mettre de la différence entre un Roi d'Angleterre, & un Prince dont le pouvoit eſt abſolu: une telle aſſertion n'eſt-elle pas auſſi abſurde dans les termes que dans le fait? Pour moi, je pretens que George, Roi d'Angleterre, n'eſt pas moins abſolu, que George, Electeur de Hanover; puiſque le pouvoir abſolu, qui dans ces deux Gouvernemens doit reſider quelque part, ne peut dans l'un comme dans l'autre operer que par lui.

Cependant, diſent vos Compatriotes, comme Roi d'Angleterre il ne peut point ſe souſtraire aux pouvoirs actifs, qui appartiennent aux autres Branches de la Conſtitution & de la Legislature, ſans le concours desquel-

les il ne peut rien faire : au lieu que l'Electeur de Hanover n'a que sa seule volonté à consulter, ce qui veut dire en d'autres termes que l'Electeur de Hanover a une autorité arbitraire.

Je suis faché, Milord, de trouver encore ici vos Compatriotes dans une nouvelle erreur sur les termes. Je ne connois point de Prince en Europe, qui ait une autorité arbitraire ainsi que l'entendent les Anglois. Je n'ignore pas, qu'il y a des Etats, ou il ne depend que du Prince d'etre despotique, mais je n'en connois point ou il le soit. J'entens par un Prince despotique celui que tient le gouvernement, *penes ejus arbitrium*, c'est-à-dire, qui ne fait rien que de son propre mouvement, & qui ne connoit d'autre régle de sa conduite que sa pure volonté. Mais, Milord, il n'y a, permettés moi de le dire, qu'un Homme depourvu de toute raison, qui puisse jamais, ou qui ait jamais pu se conduire de la sorte ; Et, depuis un certain fameux Roi de Suéde, je ne me rappelle point d'avoir vu faire le moin-

moindre acte de despotisme à un seul des Princes de l'Europe. Demandes en France à un Parlementaire, par quelle raison le Roi a exilé son Parlement. Il vous dira, „ que „ ce Prince ne s'etoit porté que malgré lui „ à cette extremité, & qu'il l'avoit regardée „ comme le moien le plus sûr de rétablir la „ paix. „ Adressés-vous ensuite à un Partisan du Clerge, & priés-le de vous dire quelles raisons le Roi a pu avoir pour rappeller ce même Parlement, sa reponse sera exactement celle du Parlementaire. Le Roi, vous dira t-il, desiré la paix, & il estime que c'est le plus sûr moïen de la rétablir. Ni l'un, ni l'autre, enfin, quoique des sentimens si contraires, ne vous dira, que le Prince en ait usé ainsi par la seule impulsion de sa volonté. Et en effet, la conduite que le Monarque François a tenuë en essayant tour à tour de deux moïens si opposés pour parvenir à son objet, qui est toujours de rendre ses Peuples heureux, est une preuve manifeste que sa maniere de gouverner n'est rien

moins

moins qu'arbitraire; & qu'il cherche à se guider par la raison, quoiqu'il soit, plus qu'aucun autre Prince de l'Europe, le maitre de se rendre despotique.

Mais, Milord, puisque j'ai poussé si loin cette discussion, permettés moi de vous demander, „ si vous auriés dans vôtre Gouvernement quelque principe, qui pût communiquer un pouvoir actif à une Loi „ adoptée par les deux chambres du Parlement, dans le cas ou le Roi, par un acte „ de pur despotisme & ne donnant d'autre „ raison pour justifier sa conduite que sa propre volonté, refuseroit à cette Loi le sceau „ de son consentement? „ Je crains, Milord, que ce ne soient là vos Constitutions; & je crois que vous sentés assés jusqu'où, je pourrois porter cet Argument, & la force qu'il donneroit à mes raisons.

Il est donc constant, quant au fait, que l'autorité de nôtre Electeur, n'est pas plus arbitraire que celle de votre Roï. Aussi sommes-

mes-nous convaincus, que les maximes de nôtre Gouvernement ne tendent pas moins au bien & à l'avantage des Peuples de cet Etat, que celles du vôtre pour les Sujets de la Grande-Bretagne. Et nous sommes tres-persuades, que l'intention de l'Electeur, nôtre Souverain, ne sera jamais de se rendre absolu, de la maniere que Vous l'entendés.

Cela posé, Milord, il en resulte necessairement, que Sa Majest. a toute la déférence convenable pour les avis de son Conseil Electoral. Voila, Milord, tout ce que vous pouvés nous reprocher ; & c'est une accusation, dont l'Electeur de Hanover, Protecteur de la Liberté civile, & Pere des Hanovriens, aussi bien que des Anglois, a tout lieu de sa glorifier.

Mais, Milord, avoués avec moi, que les Anglois ont bien mauvaise grace de vouloir toujours, qu'il y ait dans leur Souverain de la partialité pour ses Etats Electoraux. Je vous crois trop equitable & trop eclaire,

pour

pour vous ſoupçonner de donner aveuglément dans le préjugé miſerable, ou ſont vos Compâtriotes, & duquel malheureuſement ne ſont pas exemtes certaines Perſonnes, qui, par le rang qu'elles tiennent en Angleterre, devroient avoir des notions plus juſtes; je veux dire de croire, que notre Etat a retiré des avantages conſidérables de la Dévolution de la Couronne d'Angleterre à la Maiſon Electoral de Hanover.

N'allés pas, Milord, me ſoupconner d'être aſſés outré pour prétendre, que cet evenement ait cauſé notre ruine totale; mais j'en appelle à votré propre jugement; n'avés vous pas été vous-même temoin oculaire des maux, qu'il nous a occaſionnés? Jamais la Maiſon Electorale, actuëllement établie ſur le Trône d'Angleterre, ne pourra nous procurer des avantages capables de balancer ſeulement le préjudice, que nous cauſe ſon abſence. Non, Milord, quelque grande que pût être la partialité de Sa Majeſté pour ſon Electorat, jamais elle ne pourroit nous-dédommager de

la

la privation ou nous ſommes de ſa preſence, qui ſeule eſt capable d'animer les Peuples, de donner l'activité au Commerce, du ſuccés aux Manufactures, & de l'encouragement à l'Induſtrie.

Rappellés-vous Milord, l'état dans lequel vous avés trouvé ce Pays, lorsque vous y étes venu; & je n'en veux pas davantage pour vous convaincre de la verité de ce que j'avance. Nous avons encore des Vieillards, qui ne peuvent refuſer des larmes à notre condition préſente, lorsqu'ils en font la comparaiſon avec la proſpérité dont l'Etat jouiſſoit autre fois. Je vais plus loin, Milord, je n'ai vu ici aucun Anglois raiſonnable, qui ne ſoit convenu, qu'il n'y avoit point d'endroit dans cet Electorat, dans les Villes comme dans les Campagnes, qui ne ſe reſſentit de l'abſence de notre Souverain. Enfin je dois, en vrai Hanovrien, reconnoitre, que Sa Majeſte fait tout ce qui eſt en ſon pouvoir pour ſoulager ſes Etats Electoraux; mais

éga-

également en vrai Hanovrien, je ſuis forcé de dire, que ſon pouvoir à cet egard a une étendue trop bornée, pour que nous puiſſions nous reſſentir des effets de ſa bonne volonté, je vous demande même, ſi nos maux ne doivent point être regardés comme incurables, par la ſeule raiſon, que vos Conſtitutions les rendent neceſſaires?

Mais, Milord, c'eſt peut-être parceque le Roi n'a pas été jusqu'à nous priver des droits de Repreſentations, d'Avis, & de Remontrances, dont nos Peres ont joui de tous les tems, qu'on juge à propos de taxer ce Prince de nous donner quelque preference. Peut-être auſſi lui fait-on un crime d'avoir conſervé quelque égard pour la priorité de notre droit à ſa protection, auſſi bien que pour l'ancienneté des rapports, qui ſubſiſtent entre ſa Maiſon & ſes Pays Electoraux; & de ſe ſouvenir que, par toutes ces conſiderations, il eſt au moins autant le Pere des Hanovriens que celui des Anglois?

Ce

Ce n'est pas mon intention, Milord, d'entreprendre de pousser cet argument aussi loin qu' il seroit possible de faire: j'avouë même, que mon amour propre en seroit blessé. Je sais combien la nation Angloise s' échauffe facilement sur cette matiere: je me contenterai donc d'avoir prouvé clairement & sans manquer à la bienseance, qu'un Hanovrien est autant autorisé à consulter son propre intérêt, qu'un Anglois peut l'être à consulter le sien; & que Sa Majeste, comme Pére de ces deux Nations, doit preter une oreille aussi favorable aux gémissemens des Peuples de cet Electorat, qu' à ceux des Sujets de la Grande-Brétagne.

Cette verité établie, il s'ensuit necessairement, que le nom de Roi d' Angleterre ne doit être pour rien dans la Question presente; & c'est ce que confirme assés la Declaration, datée à Whitehal le 16. Septembre dernier & addressée par le Comte de Holderness à tous les Ministres des Cours étrangé-

res; puisque par cette Declaration il paroit, que la Negotiation, qui a été concluë par la Convention du 8. Septembre étoit le Resultat des deliberations des Ministres de cet Electorat seulement, sans que ceux de la Grande-Brétagne y eussent eu la moindre part.

J'ignore dans quel point de vuë cette Declaration a été envisagé en Angleterre; mais je pense, qu'elle n'a pu offenser que ceux, qui sont fâchés de voie que Sa Majesté a laissé jouir ses Sujets Electoraux d'un Droit d'avis, qui leur appartient à si juste titre comme Membre de ses Conseils, comme Sujets de l'Empire, & comme victimes innocentes d'interets qui leur sont étrangers. Qu'il me soit permis actuëllement, Milord, de demander quelles raisons les Anglois peuvent avoir de se répandre en invectives contre l'Electorat de Hanovre, ainsi qu'ils le font dans tous les Papiers publics.

Les Auteurs de l'Acte d'Etabliſſement n'ignoroient pas, que c'étoit l'Electeur de Hanover, qui devoit être leur Souverain. Les Pamphlets, les débats des Chambres, & tous les Ecrits, qui ont quelque autenticité, font foi que cet événement étoit le principal object des Auteurs de l'Acte en question ; & que dans tout ce, qu'ils ont fait pour régler de cette maniere la Succeſſion à la Couronne de la Grande-Brétagne, ils ont toujours procedé avec connoiſſance de cauſe.

Mais, Milord, nous devons nous rappeller, que les Auteurs de l'Acte d'Etabliſſement étoient remplis du principe, dans lequel tous les bons Patriotes Anglois avoient perſiſte jusqu'alors, ſavoir que les Libertés de l'Angleterre étoient appuyées ſur l'avantage que la Cauſe Proteſtante conſervoit en Europe. Quelques-uns de vos Miniſtres actuëls, Milord, paroiſſent avoir formé un nouveau ſiſtéme de politique ; & ils eſſayent de ſe rendre populaires en détruiſant, ſans aucune retenuë, toute liaiſon avec les Puiſſances du Continent.

Je voudrois ſavoir, ſi l'Electorat de Hanover n'eſt pas auſſi bien fondé à rejetter toute liaiſon avec votre Ile? Celui de vos Patriotes, qui paroit s'oppoſer avec le plus de chaleur aux Alliances du Continent, peut-il dire, que l'Interêt de Hanover ait été à quelque égard la cauſe immédiate de la guerre preſente? Et peut-il nier, que ces mêmes intérêts de Hanover ne ſoient ſacrifiés à ceux, qui agiſſent comme Partis principales dans cette Guerre.

Que nous importoient vos demêlés avec la France ſur les poſſeſſions de l'Amerique? Dira-t-on, que la Maiſon d'Autriche avoit auſſi formé des Projets ſur nous, ou que les prémiéres vuës des François etoient d'envahir notre Pays? Etoit-ce de nous que vôtre Roi avoit recu le conſeil de rejetter la Neutralité, qui lui a été propoſée au commencement de la Guerre par le Roi de France & par l'Imperatrice Reine? Non aſſurément, puisque ce Traité pouvoit être rédigé dè maniere à nous mettre à couvert de tous les événemens,

quel-

quelque tournure que les affaires eussent pu prendre dans l'Empire.

Souffrés actuellement, Milord, que j'interroge votre propre interieur, & que je vous demande quelle auroit été la façon de penser de la Nation Angloise, si le Roi, uniquement occupé de la poursuite d'une affaire, qui lui auroit été personelle, & qui n'auroit seulement interessé que l'Etat de Hanovre, eût négligé vôtre Pays au point de le laisser en proie à toutes les calamités de la Guerre? Que de Harangues, que de brocards, que d'invectives n'auroit-on pas vu pour le coup inonder la Grande-Brétagne? Hé bien, Milord, voila précisement le cas, dans lequel nous nous trouvons adjourd'hui. Vous ne m'entendres point dire, que ces malheurs proviennent de la partialité de Sa Majesté pour son Roiaume d'Angleterre; mon intention n'est pas non plus de grossir a vos yeux tous les avantages, que nous aurions pu retirer de la Neutralité, si elle eut eu lieu entre cet Etat & les deux Hautes Puissances alliées; je me con-

contente de dire, que Hanover a été la partie souffrante, parce que notre Electeur s'est trouvé être en même tems vôtre Roi. La Déclaration de Sa Majesté, comme Electeur de Hanover, est la preuve de ce que j'avance.

On objectera, que la Grande-Brétagne est innocente des malheurs, qui desolent cet Electorat? Oui, Milord, pour innocente, elle l'est, j'en conviens; Mais qu' elle n' en soit pas la cause, c'est ce que je nie: Parce qu'il est notoire, que c'est pour elle, & pour elle uniquement, que nous souffrons aujourd'hui: Autrement, comment l' Electorat de Hanover auroit-il pû devenir la victime des differends du Roi de Prusse avec l'Imperatrice Reine? Que nous importoit à qui apportint la Silésie? l'Etat de Hanovre n'existoit-il pas, ne s'est-il pas soustenu, n'a-t-il pas même été florisant pendant tout le tems que ce Pays à été sous la domination de la maison d'Autriche? Je dis plus, Milord, il y a tels de mes Compatriotes, qui doutent, si c'est l'interêt de Hanover, que la Silesie soit passée en d'autres mains.

Je n'entreprendrai point ici, Milord, de discuter le mérite des raisons, qui ont attiré les François dans l'Empire, & qui ont mis les armes à la main de l'Emperatrice Reine, ni d'apprécier le bon droit de la France dans sa guerre particuliére avec l'Angleterre. Je conviendrai encore avec vous, que, dans l'état où étoient les choses, les malheurs, qui nous désolent, étoient inévitables; Mais au moins, Milord, me permettrés-vous, de me plaindre de la fatalité de ces circonstances, & de dire, que, comme nous sommes trés-éloignés de blamer les Anglois d'être les causes prémieres de nos maux, nous nous flattons que les Anglois ne nous blâmeront pas de faire ce, qui depend de nous pour les écarter. C'est un malheur pour nous, qu'il n'y ait point de Puissance étrangére, à laquelle on puisse faire entendre cette Maxime, dont nous sommes nous autres si pénetrés, je veux dire, que les interêts du Roi d'Angleterre & ceux de l'Electeur de Hanover sont deux objets totalement différents & séparés; & que cependant c'est

a cette complication d'interêts, que nous pouvons imputer les malheurs, qui nous accablent, sans que nous nous les soïent attirés en aucune façon.

Aprés tout ce que vous venés d'entendre, Milord, je pense, que vous ne serés pas surpris de me voir entrer dans l'examen des motifs, qui ont pû vous indisposer si fort contre la Convention du 8. Septembre dernier; & je crois, que la simple exposition des faits est le meilleur moien de parvenir à en établir la justice.

Sa Majesté a confié le Gouvernement de ses Etats Electoraux à une Regence, dont les Membres, indépendamment du dépôt, qui leur est confié, & du serment qui les lie, ont encore leurs propres interets à maintenir & à defendre. Ces interets, de quelque côté qu'on les examine, n'ont ni raport, ni connexité avec le principe des deux Guerres, qui viennent de s'allumer en Europe; & les Membres de la Régence considérés uniquement

com-

comme Hanovriens, n'ont pas le plus leger avantage à retirer des événemens qu'elles produiront. Cependant nous sommes déterminés, & peut-être depuis plus long-tems que d'autres, „ à agir sur les vrais principes „ Protestans, à embrasser la Cause de la „ Liberté publique, & à faire revivre parmi „ les Protestans cet esprit d'union si necessaire à leur conservation. "

Jusques-là, Milord, nous avons secondé les vuës généreuses de S. M. pour le maintien des Libertés de l'Europe; & c'est avec toute la satisfaction possible que nous avons remarque les mêmes dispositions dans tous les Princes de l'Empire, dont la Liberté & l'indépendance pouvoient avoir le moindre risque à courir. Mais, Milord, on ne peut raisonnablement supposer, que nous soïons assés enthousiastes pour prendre sur nous la conduite & l'exécution d'un dessein d'une assi grande importance. Nous avons pensé, & nous étions même fondes à croire, „ que vô„ tre Gouvernement, établi comme il l'est sur

„ les principes qui ont fait opérer la Révolu-
„ tion, ne choisiroit pas pour changer de Ma-
„ xime un moment de crise si interessant,
„ non seulement pour tous les Protestans,
„ mais même pour toutes les Puissances d'Eu-
„ rope qui sont independantes. „

Tels ètoient, Milord, nôtre sentiment & notre persuasion, lorsque nous avons appris avec autant d'etonnement, que de confusion, „ que l'Europe entiere étoit instruite, que vos „ Ministres avoient declaré en plein Parle- „ ment, qu'ils étoient resolus à ne prendre „ aucune port dans les affaires d'Allemagne; „ & que tout ce, qu'ils pouvoient faire, c'étoit „ d'accordes une certaine Somme pour l'en- „ tretien .... de quoi? d'une Armée d'ob- „ servation assés considerable à la verité, pour „ provoques le Monarque François, à faire „ une invasion dans cet Etat; Mais trop foi- „ ble pour l'en repousser. „ Pour comble de malheurs, nous ne pouvions avoir recours, ni aux Constitutions de l'Empire, ni au Chef du Corps Germanique, ni même à notre pro-

pre

pre Souverain, qui, fixé dans un autre Pays, étoit dans l'impoſſibilité de venir à notre ſecours. En vain aurions nous eſſayé de cacher aux amis, que nous pouvions avoir dans l'Empire la Declaration du Miniſtére Britanique; ils en étoient informés, auſſi bien que nous. Chacun n'a donc plus ſongé dés-lors qu'à ſon interêt perſonnel: Le Prince de Heſſe-Caſſel même, qu'on peut regarder comme le principal appui, de l'interet Protëſtant en Allemagne, a paru craindre d'en venir à de certaines extrémités malgré les étroites liaiſons, qu'il y a entre luy & Sa Majeſté Britanique, & quoique ce fut principalement dans ſes Troupes, que nous pouvions mettre quelque eſpérance. Nous étoil-il poſſible, dans de pareilles circonſtances, de voir tranquillement vos Miniſtres travailler à tromper le Public, en l'aſſurant que Hanover ne couroit aucun risque, tandis que la Guerre étoit allumée ſur nos Frontiéres, & que l'Epée étoit levée ſur nous? Que dûmes nous penſer des termes de la Gazette de Londres du 31. Mai

Mai dernier, ſavoir que l'Armée, Françoiſe en Weſtphalie manquoit de Vivres & de Fourages; & que vraiſemblablement on n'entendroit parler d'aucune Action, avant l'arrivée des Renforts qu'on attendoit de la part du Roi de Pruſſe? Ce Paragraphe n'annonçoit-il pas, que, dans l'opinion des Miniſtres Anglois, les Renforts Pruſſiens étoient abſolument néceſſaires pour nous mettre en état d'agir.

La Bataille, que le Roi de Pruſſe perdit le 18. Juin en Bohéme, nous en leva tout eſpoir de ſecours de la part de ce Prince; Et; après la Bataille de Haſtembeck, il eût été auſſi imprudent, qu'il étoit impoſſible, de reſiſter aux François.

Dites-moi de grace, Milord, qu'elle conduite auroit tenu un Patriote Anglois, s'il eut vu ſon Pays reduit à une ſemblable ſituation, & cela pour des quérelles abſolument étrangéres? Le parti, qu'il auroit pris, eût été ſurement de faire avec les Vainqueurs le marché

ché le moins desavantageux qu'il eut été possible.

Je sais, Milord, qu'on disoit danc ce tems-là, „ que, si son Altesse Rojale, au lieu de se „ retirer à Stade, eût marché du coté de Mag- „ debourg. Elle auroit assuré à son Armée „ une bonne retraite en attendant que le Roi „ de Prusse fut venu la joindre. „ Pour éviter toute discussion superfluë, je conviendrai, si l'on veut, de ce fait; mais, Milord, qu'en auroit-il resulté? La résistance n'eut servi qu'à irriter l'Ennemi contre l'Electorat, auquel il ne restoit aucune defense. Enfin, Milord, les François une fois établis comme ils l'étoient dans le Pays de Hanovre, dites moi, je vous prie, le bien qu'auroit pu nous faire notre retraite du coté de Magdebourg? Jamais l'Armée Prussienne, ou une partie de cette Armée auroit-elle pu venir se joindre à la nôtre, sans détruire tout le Plan d'Operations du Roi de Prusse? Plan dont l'effet a été jusqu'à present de rompre, avec une partie de ses Troupes, les messures de nos Ennemis

com-

communs, tandis que l'autre partie agiſſoit avec avantage dans les endroits où la Guerre venoit de s'allumer.

Ces vérites, Milord, peuvent paroitre dures à vos Compatriotes; mais ceux, qui ſont quelque uſage de leur raiſon, ſeront forcés de convenir qu'elles leur auroit fait prendre le même parti qu' aux Miniſtres Hanovriens. En réſiſtant plus long-tems aux François, notre chute eùt peut-être été plus brillante; mais en même tems n'eut elle pas été bien plus ruimenſe; & nous reſteroit-il aujourd'hui la moindre eſpérance de pouvoir nous en relever?

Je vous avouë, Milord, que je n'apperçois point de motif, qui eût pû nous engager à tenir une autre conduite. Si notre Electeur avoit jugé à propos de nous en preſcrire une moins réſervée; s'il nous eut commandé, plus en Tiran qu'en Souverain, de tenter ce qui nous pareſſoit impoſſible, ſes ordres euſſent été reſpectés & ſuivis. Nous etions

prets

prets à nous laiſſer égorger, & à ſacrifier notre Liberté & nos Biens dans une querelle, qui ne nous regardoit qu'autant que l'injuſtice de nos Ennemis nous obligeoit d'y prendre part. Nous avons profité de la liberté, qui nous étoit laiſſée d'eviter les derniers malheurs: quel gré nous auroit-on ſu en Europe de nous y expoſer, tandis qu'il étoit démontré que la cauſe commune ne pouvoit en retirer aucun fruit?




Sept.
Damm
Communications Linie
Occident
Orient
Meridies.
PLAN DU CHATEAU DE
HARBURG.
Rheinländische Ruthen.
a. le Chateau. b. Maison du Comand.ant. c. l'arsenal. d. Magazin. e. Maison du Maior. f. grande garde. g. Com.
and. de l'artillerie. h. Mais. du Ministre brulé. i. Etables. k. Cazernes ruines. l. Cazernes. m. Mag. à poudre. n. Gardes. o. Laboratoire. p. Mag. à Tourbe. q. Ecluses.
r. Attaque Hannovr. s. Batter. Hannov. t. Breche. v. Chemin à la ville de Harburg.
J. C. Back. sc.



Carte des Environs de WEISSENFELS avec les diverses Posit. des Armées avant et durant la Bat. de Rosbach, du 5. Nov. 1757.

A. Camp des Alliés du 2. Nov. 1757. B. Camp des Alliés du 4. au 5. N. C. Quelques Regimens de l'Armée Imp. pour couvrir la Sale et l'Unstrut. D. Camp du R. de Prusse ce 4. et 5. N. E. Project d'attaque du Roi ce 4. Nov. F. L'attaque de la Caval. et come les six Bataillons cuirassiers, qui étoient en embascade à Reichertswerben prenent les notres de flanc auprès de I. et les obligent se retirer. G. L'armée des Alliés faisant halte pendant qu'on delibre sur l'attaque. H. Inf. Pruss. en ordre de Bat. I. III. Mouvemens de la Caval. Pr. K. Mouvemens de l'Infant. Pruss. L. les Brigades de Piemont et de Poitou font faille teste aux Prussiens. M. Retrade de l'armée combinée.

J. C. Back sc.

Wunsch, Nd. Globikau, Ob., Reinsdorf, Azendorf, MERSEBURG, Geisau, Tscherben, Blössen, Zukram, Biendorf, Ziegendorf, Lazkendorf, Camoriz, Reipsch, Kotschen, Ob. Peina, Okendorf, Pokmarsdorf, Naundorff, Ob. Frankleben Quart. gen. du R. de Prusse, Korbisdorf, Benndorf, Rossen, Runstet, Wernsdorf, Gr., Kl. Kayna, Sperga, Polzkendorf, Zorbau, Gehofste, Grumpa, Corps de Mr. de S. Germ. pour faire l'arriere garde, Neumark, Scherta, Badra, Schalkendorf, Wengelsdorf, Wendern, 38 Escad. Franc., Leyba, Almsd., Branderoda, Schleberoda, Zauchfeld, Ebersroda, Micheln Quart. Gen. de l'Armée combinée, Rossbach, Reichertswerben, Bussendorf, Wallendorf, Redstet, Tagwerben, S. Micheln, Drossig, Obschüz, Storkau, Burgwerben, Zicheipliz, FREYBURG, Rödelwiz, Mark Röliz, Markwerben, Neupolschiz, Dobich, Gestowiz, Gosek, Uchteriz, WEISSENFELS, Beudiz, Belgstet, Nismiz, Rödel, Hinterhäuser, Gr. Jena, Lobisch, Seelau, Gr. Wilsdorf, Wilsdorf, Kl., Eulau, Saale Fl., Leisling, Schelsiz, Grössniz, Tauschniz, Krochliz, Schönburg, Rödgen, Langend., Muttlau, Lahsen, Wiedeb., Rossbach, Nd. Greislau, Kosstitz, Possenhayn, NAUMBURG


Les Environs d'Eisenach, et le Position des Troup. Françoises combineés avec celles de l'Empire en 1757.
Stetfeld
Chemin de la Basse Saxe à Eisen:
Horsel Fl.
Cav. de Wirtemb.
Chemin de Langensalza
Nessau Fl.
Cavalerie de Cordes
Werra Fl.
Herschel
EYSENACH
Fischbach
Cheval de Françoises
Chemin de Leipzig
Spierau
Troupes Françoises
Infanterie
Wartburg
Troupes des Cercles
Daxhof
Suisses
Tromelshof
à Eisenach
Chemin de Hirschfeld
Chemin de Zug
1½ Mille d'Allemagne
La Carte du Chemin d'Eisenach à Leipzig.
Mühlberg
Grumbach
Reichenbach
Eckerleben
Ringleben
Ekartsberga
Lutzen
Burgtona
Döllstet
Hetzelroda
Wigleben
Ballstet
Wangenheim
Erffa
Eisenach
Nessau Fl.
Gierstet
Darwich
Schwarzdorf
Saal
Naumburg
Rosken
Ranstat
Rippach
Burghausen
Buttelstet
Eberstet
Weissenfels
Webau
Gotha
Erfurt
Weimar
Camburg
Teuchern
Käseln
Pegau
Neuendorf
Dornburg
Oberndorf
Mulzeln
Zwenka
Leipzig
Flemingen
Leisa
Schwarzhaus
Laucha
Notleben
Buhl
Zimern
Apolda
Pleisse Fl.


Bataille
de
HASTENBECK
près de Hanover, du
26 Juillet 1757.
Gravée par I.C. Back.
Echelle d'un Quart de lieuë d'Allem. ou de 2500 Pas.
HAMELN
Hamel R.
Affert
Retraite des Ennemis
Armée Ennemie
Mr. de Chevert
Autrichiens
Mr. D'Armentieres
Dragons à pied
Brig. de Champagne
Redoute
Hastenbeck
M. de Contade
R. du Roi
Gren. de France
M. de Lede
Palatins
Cav.
M. le D. de Broglie
Armée du Roy Attaquant
la gauche des Ennemis
Weser Riv.
Hemering
Tunderen
Besthusen
Duc de Randan
Ohsen
Weser R.
Emmer
Narre.
Le 26. Juillet les deux Armées se trouverent en presence, la gauche des Ennemis appuyée à des bois et sur un Plateau, où ils avoient faits une Redoute garnie de 8 piec. de 12 et quelques Aubus. Ils avoient jetté de l'Inf. dans les bois. Leur droite s'étendoit vers le Weser, Hameln derriere, et ayant en avant Hastenbeck. Depuis ce Village regne un Ravin qui va aboutir à un Marais, de maniere que le front et leur droite paroissoit inabordable. M. le Mal. appuya sa droite aux bois &c. M. de Chevert tourna l'Ennemi. M. D'Armentieres fut chargé d'attaquer le bois et la redoute, M. de Contades commandoit au Centre l'attaque du Village. M. le D. de Broglie fermoit la gauche et devoit veiller sur la partie du Weser. M. de Souvré étoit en reserve. Vers les 9. heur: le bruit de l'attaque de M. de Chevert servit de signal pour les autres. Depuis 5. heur. jusqu'a 9 tout se passa dans une vive Canonade. L'on ne trouva presque nulle resistence au Village; le bois et la redoute ne furent pas longtemps disputés. Peu après on apperçut M. de Chevert poussant les Ennemis devant luy et venir se former en avant de la redoutte. Les Ennem: se retirerent vers Nienburg.

LETTRE
DE MONSIEUR
DE VOLTAIRE
A L'AUTEUR.

LAUSANNE CE 10. FEVRIER 1758.

J'ai reçû, Monſieur, à Lauſanne, où je paſſe le peû d'hivers qui me reſtent, la lettre & le livre dont Vous m'avez honoré. Votre ouvrage m'a fait un très grand plaiſir; il me parait écrit avec une liberté d'honnête homme & avec verité: recevez-en mes remercimens & mes Eloges.

M. le Prince de Soubiſe, eſt un homme plein de ſageſſe & de valeur; il y a très grande apparence qu'il réparera tout, quand les operations deprendront de luy ſeul; puiſſe t il donner bientôt à votre plume, un nouveau ſûjet de lui rendre juſtice, & être auſſi heureux qu'il merite de l'être! J'ai l'honneur d'être avec tous les ſentimens que je vous dois,

MONSIEUR,

Votre très humble & très obéiſſant ſerviteur,

VOLTAIRE.

GENTILHOMME ORDINAIRE DU ROI.



HISTOIRE DE LA CAMPAGNE *DE L'ARMEE COMBINEE* DE FRANCE ET D'EMPIRE, CONTRE LE ROI DE PRUSSE.

LA Convention ſignée le dix Septembre, entre Maréchal de Richelieu, & le Duç de Cumberland, Commendant en chef l'Armée Hanovrienne (acte qui, à proprement parler, ne doit être que ſuſpenſif) inquietta le Roi de Pruſſe : les Princes ont preſque toujours un caractère défiant, qui fait plus d'honneur à leur politique, qu'à leur bonne foi ; tandis que le Comte de Linar négocioit à Cloſter-Seiven, Frederic du fond de la Saxe, ſe plaignoit amèrement de la conduitte de ſes Alliés.

Ce

Ce Prince, né pour ſervir en tous tems de modèle aux héros, & quelques fois aux Rois, ſe voioit ſeul, en proie aux armes de l'Empire, dont divers membres ſe reprochoient de combattre le prétendû protecteur de leur croyance; de la Czarine, que le bien public appelloit au ſecours d'un voiſin opprimé; de la Suéde, qui en rempliſſant le Traité de Weſtphalie, ſatisfaiſoit peut-être en même tems une vengeance fondée; de la Reine d'Hongrie, qui réclame l'heritage de ſes peres, qu'elle a cedé dans des circonſtances forcées qui crient contre l'uſurpation; & enfin de Louis XV. ce Monarque eclairé & fidelle, dont Frederic admire les vertus & la bonne foi, dans le tems même qu'elles parlent contre lui. C'eſt une Epoque bien ſingulière dans l'hiſtoire, de voir un Prince, dont les prédeceſſeurs avoient à peine une Garde en 1477. armer aujourd'hui près de deux cent mille hommes, & ſoutenir une guerre contre les Puiſſances les plus formidables de l'Europe: quelqu'en ſoit l'evénement, il honorera toujoûrs le Roi de Pruſſe; la défaite d'humilie

 point

point, quand on ne cède qu'au nombre & à la valeur.

Frederic écrivit à la Cour de Londres; Les expreſſions de ſa lettre étoient peu ménagées: il y étoit queſtion *d'abandon* & de *lacheté à violer ſa foi.* Qu'on ceſſe d'être ſurpris, le Roi de Pruſſe parloit des Anglois. Sa lettre finiſſoit par dire qu'il *comptoit que la Cour de Londres n'entendroit à aucun accommodement qu'il n'y fût compris.*

La demande paroît juſte, & le Roi de Pruſſe en implorant aujourd'hui cette condition, condamne ſa conduite paſſée: lorſque, dans la derniére guerre, il fit ſa paix avec la Reine d'Hongrie, conſulta-t-il le Roi de France ſon Allié? Et quand il ſe réunit, enſuite à Louis XV. obſerva-t-il les menagemens qu'il devoit, par ſon propre Traité, à l'auguſte Princeſſe, que de nouvelles vûes, dictées par l'ambition, le forcérent de combattre? Telle eſt preſque toujours la conduite de Frederic: actif & éclairé, il fait valoir toutes ſes prérogatives; puiſſant & heureux, il s'eſt ſervi trop ſou-

ſouvent de ſes forces & de ſon bonheur, pour bleſſer les droits de ſes voiſins. Qu'on me permette ici une Reflexion, que l'eſtime entraîne : il faut que ce Prince ait des talens bien ſuperieurs, pour trouver encore des adorateurs dans l'univers, après les injuſtes dépradations qu'il a faites dans la Saxe! Je le dis avec ce ton de verité, que je ne quitterai jamais; ou le Roi de Pruſſe eſt un grand homme, ou nous avons des cœurs bien corrompûs : ſes ſujets, que j'ai vûs, ne ſont point heureux, & ſes ſujets l'idolatrent: il ſemble que le deſtin qui conduit ce heros, efface d'une main les fautes qu'il fait, & trace, de l'autre, ſes exploits, ſes talens & ſa grande ame; l'admiration ne voit plus les erreurs, & s'occupe entièrement des vertus qui la frappent.

La lettre dont je viens de parler, a été écrite, parce que le Roi de Pruſſe pouvoit ſe plaindre; elle a été déſavoüée depuis, parce que le reſpect mutuel que les Souverains ſe doivent, reprouvoit des termes peû meſurés. M. Mitchel,

Miniſtre de la Cour de Berlin à celle de Londres, n'eut pas plutôt remis cette lettre au Roi d'Angleterre, que ce Monarque, qui en prévoyoit peut-être déja les ſuittes, y fit répondre par le Miniſtère; En ecrivant lui-même au Roi de Pruſſe, il auroit falû qu'il lui fit ſentir l'indécence de ſes expreſſions, & ce n'étoit point à George à faire des reproches.

On a vû dans cette reponſe, que le Roi de la Grande-Bretagne, par une fineſſe au-deſſous d'un Souverain, employa, pour ſe diſculper, cette excuſe de qualification, toujours donnée & toujours combattüe. Il pretendit donc, que cette convention à laquelle le Roi d'Angleterre n'avoit aucune part, régardoit uniquement l'Electeur de Hanovre. Avec le ſecours de deux titres, qu'il ſeroit libre de ſeparer, un Prince pourroit impunément inſulter ſes voiſins, & rompre tous les traités, Georges a trop aſſujetti le patrimonie de ſa maiſon à la couronne d'Angleterre, pour qu'il puiſſe encore eſperer de l'en ſéparer avec ſuccés.

Il

Il eſt à préſumer, que le Roi de Pruſſe ne fut point la duppe du mémoire qu'on remit à M. Mitchel; ou, ſi j'oſe le dire, il eſt aſſez vraiſemblable de penſer, que la réponſe qu'on donna au Miniſtre de la Cour de Berlin, ne fut qu'oſtenſive, & qu'on lui promit en ſecret, de remplir les intentions de ſon maitre; c'eſt-à-dire de violer la convention, auſſitôt qu'on en trouveroit les moyens. On ſait depuis longtems, que le Miniſtère Britannique eſt fertile en pretextes, dès qu'il s'agit de fronder le Droit des gens, & de rompre les Traités.

Le ſilence du Roi de Pruſſe, ſes menagemens ultérieurs, pour une Cour contre laquelle il avoit commencé d'éclater, ſon attention même à deſavoüer dans les Gazettes, la lettre que j'ai raportée plus haut, tout ſembloit annoncer les démarches conciliées, dont les Hanovriens & les Heſſois viennent de ſe rendre coupables aux yeux des Nations.

Ce tableau, qui demandera des details plus amples, aura ſa place à la fin de ce volume. Voyons maintenant le Roi de France, ſcrupuleux obſervateur de ſes engagemens, réunir ſur les frontières de la Saxe, une Armée, qui, ſans être heureuſe par elle-même, a procuré à la Reine d'Hongrie des ſuccés eclatans, par la diverſion, dont le Duc de Lorraine a profité avec cette valeur active, que les talens de ce grand Prince oppoſent ſans ceſſe à la fermeté de ſon rival.

Il a été dit dans l'Hiſtoire de la Campagne du Bas-Rhin, que le Prince de Soubiſe quitta le dix ſept Juillet mil ſept cent cinquante ſept, le corps d'Armée qu'il commandoit, & vint à Paris. Le Comte de St. Germain, Lieutenant-Général des Armées, Officier de grande diſtinction, l'accompagna. Le reſte des Généraux qui devoient ſervir ſous ce Prince, paſſa en Alſace, où étoit le rendez vous de l'Ar-

l'Armée, que le Roi T. C. envoyoit au ſecours de ſes Alliés.

Tandis que le Prince de Soubiſe rendoit compte à Louïs XV. du ſuccès des operations qu'il avoit heureuſement dirigées ſur le Bas-Rhin, & qu'il recevoit ſes inſtructions pour celles qu'il alloit exécuter, François premier, vengeur né des Princes opprimés dans l'Empire, faiſoit aſſembler le contingent des Cercles, obligés par état, à ſe réunir pour la Cauſe commune. Le Prince de Saxe-Hilbourghauſen eut le commandement en Chef des deux Armées. Le Roi de Pruſſe, qui ſentoit combien il lui étoit important, de conſerver aux yeux de la communion proteſtante, le titre de Deffenſeur d'une Secte qui lui eſt, comme de raiſon, très indifferente, ſema la diviſion dans quelques Cercles; & ce ne fut pas toujours ſans ſuccés: on vit la plus grande partie des ſoldats de l'Empire marcher, à regret, à une guerre, qu'ils croyoient faire contre leur Pape; quelques uns mêmes ſe revoltérent. Jugez, de

de ce qu'on devoit attendre de ces troupes. Les allemands ſont braves, c'eſt une juſtice que l'univers leur a toujours rendû ; mais le courage ſe flétrir, quand on combat malgré ſoi : j'en appelle aux hommes impartiaux, qui connoiſſent l'hiſtoire des Empires & du cœur humain. Doutera-t-on, d'ailleurs, de ce que j'avance ici, quand on verra quelle a été la deſertion des troupes des Cercles. Cette Armée fut à peine aſſemblée, qu'elle fut affoiblie de près d'un tiers. Si tous les Princes & les Regences qui ont fourni leur contingent, avoient imité le Prince regnant de Naſſau-Saarbrück, la deſertion n'auroit pas été favoriſée, & elle auroit, par conſequent, été moins grande ; tous les deſerteurs du contingent des Etats de ce Prince ont été arrêtés, & condamnés aux galères : cet exemple frappant & neceſſaire, a rétenû dans le devoir, une troupe de ſoldats, qui, privés de l'eſpoir de retourner dans leurs foïers, ſe voioient contraints de ſuivre leur deſtination.

Le

Le Prince de Soubiſe fut à peine retabli de la goutte, dont il avoit été travaillé pendant ſon ſejour à Paris, qu'i partit pour venir ſe mettre à la téte de ſon Armée, qui s'étoit aſſemblée en Alſace, & qui de là étoit venûe cantonner dans le Comté de Hanau, & les païs qui lui ſont contigus; C'eſt dans la capitale de ce Comté, que ce Prince vint établir ſon quartier, dans les derniers jours de Juillet.

Le premier Août il ſe rendit à Francfort, pour y voir le Landgrave de Heſſe-Rheinfels, dont Madame la Princeſſe de Soubiſe eſt niéce. Ce Prince, à ſon arrivée dans cette ville libre & imperiale, fut ſalué par une décharge generale de l'Artillerie des ramparts, & il reçut les reſpects du Corps de la Regence, repreſenté par les Bourguemaitres, qui lui donnerent les vins d'honneur. Ces diſtinctions éclatantes, que cette ville celébre ne prodigue point, juſtifièrent tout à la fois le reſpect dont la Regence de Francfort eſt penetrée pour le Roi T. C., & la conſideration particuliére,

qu'el-

qu'elle avoit pour le Général de ſon Armée. Lorsque cette Armée ſe réuniſſoit dans les environs du Comté de Hanau, celle de l'Empire s'aſſembloit dans la Franconie. Les diſpoſitions des deux Généraux furent faites aſſez heureuſement, pour qu'ils puſſent bientôt ſe mettre en mouvement ; le ſeize de ce mois, le Général français partit avec ſon Armée de Hanau, pour ſe porter ſur Fulde, ville ſituée dans le cercle du Bas-Rhin. Le Prince qui en eſt ſouverain, prend le titre de Primat des Abbés de l'Empire, & de Chancelier perpetuel de l'Imperatrice. Comme il étoit eſſentiel de ne point abandonner le Comté de Hanau, ſoit parce qu'il appartenoit au Landgrave de Heſſe-Caſſel, ſoit parce qu'il aſſuroit la communication entre les deux Armées, le Prince de Soubiſe y laiſſa le Régiment de Tournaiſis, aux ordres du Marquis de Courcy, Brigadier, qui d'ailleurs commandoit dans tout le Comté.

Le Comte de Turpin, Brigadier des Armées & Maître de Camp de Houzards, étoit alors dans la Hesse, sous les ordres du Comte de Berchini qui y commandoit; informé, par des voyes sures, qu'il y avoit en Saxe des depôts considerables d'argent, appartenans au Roi de Pologne, que les caissiers n'ôsoient remettre, dans la crainte d'être arrêtés par les partis ennemis, ou inquiétés par le Roi de Prusse; Turpin, medita un projet digne de lui, & demanda un ordre au Comte de Berchini, par lequel il lui fût permis de faire une course, dont il se flattoit de tirer un bon parti: ce Général n'ayant point voulû prendre sur lui la demarche, que le Comte de Turpin se proposoit de faire, en écrivit au Maréchal de Richelieu; celui-ci permit à ce Brigadier de partir, avec quatre cent cinquante hommes de son Régiment. Ce fut le 17. que le Comté de Turpin se mit en marche; il dirigea d'abord sa course sur Eschwegen. Comme les instructions, que le Maréchal de Richelieu lui avoit données,

por-

portoient qu'il établiroit des contributions dans les païs d'Eiſenach, Gotha, Weimar & Altenbourg, il partagea ſon détachement en deux parties ; le Lieutenant Colonel de ſon Régiment, Mr. de Nordmann, prit le commandement de l'autre. Tandis que cet Officier, ſuivant les ordres de ſon Colonel, ſe portoit dans toutes les villes de la Thuringe, & y amaſſoit ſur ſes Reçûs, tout l'argent qui appartenoit au Roi de Pologne, & même celui que le Roi de Pruſſe ſe préparoit à tirer des differentes villes de cette partie de la Saxe, le Comte de Turpin aſſembloit les regences du païs de Gotha, & y établiſſoit des contributions. La même operation ſe fit dans les païs de Weimar & d'Eiſenach. De là il ſe rendit à Altenbourg, ville de Miſnie, appartenante au Duc de Gotha; à Naumbourg & à Weiſſenfels, où il ſe rejoignit avec le detachement de ſon Lieutenant Colonel.

Le Comte de Turpin, qui, dans ſa courſe, rempliſſoit pluſieurs objets, ſejourna à Weiſſenfels, pour connaitre, tout-

tout à la fois, & le païs & les mouvemens de l'Armée Prussienne ; de là il se porta à Pegau, Borna & Zeitz: & partout il remplit sa mission, en recevant de l'argent pour le Roi de Pologne. De Zeitz il alla à Mersbourg, où il demeura cinq jours : par là il couvroit le païs, & empéchoit les Partis prussiens de sortir de Leipzic. Pendant son sejour à Mersbourg il envoya un detachement à Halle, ville dependante du Duché de Magdebourg, où il trouva des munitions considerables de bouche & guerre, dont l'Armée du Prince de Soubise profita ; il marcha, en même tems, jusqu'aux portes de Leipsic, sans que les Prussiens lui tirassent un coup de fusil. Le trente-un, il apprit que le Roi de Prusse avoit passé l'Elbe à Dresde, avec vingt mille hommes de bonnes troupes & une artillerie nombreuse, & qu'il avoit marqué deux camps, l'un à Wilhelmsdorf & l'autre à Koren. Le Comte de Turpin depêcha sur le champ un courier au Prince de Soubise, qu'il informoit de cette nouvelle position du

Roi de Prusse : & comme dans le sejour qu'il avoit fait dans la Misnie, il avoit établi des correspondances sures avec des Saxons attachés au parti de leur maitre, il apprit le même jour, à cinq heures du soir, que l'objet du Roi de Prusse étoit de marcher sur Erfurt, pour y attaquer le Prince de Soubise, qui étoit bien éloigné d'y être en forces. Tandis que le Comte de Turpin envoyoit au Général françois un avis que l'evenement justifie, il faisoit partir l'argent qu'il avoit reçu pour le Roi de Pologne; & son objet étant rempli avec un succés, qu'on ne pouvoit vraisemblablement esperer, il se rendit à sa première destination, un commissaire des guerres de Sa Majesté Polonoise, lui ayant donné un reçu des differentes sommes, qu'il avoit touchées pour ce Prince. Cette expedition, à laquelle on ne peut donner trop d'eloges, est remarquable par la position singulière de celui qui en a été chargé; en effet, le Comte de Turpin attaché à l'Armée de Richelieu, se trouvoit aux portes de Leipsic, à plus

de

de quatre-vingt lieuës de cette Armée, & il faiſoit, de près de vingt, l'avant-garde de celle de Soubiſe, & donnoit en même tems la main à un gros détachement de l'Armée Imperiale.

Le Prince de Soubiſe arriva le vingt-trois à Erfurt. On ſait que cette ville, autrefois imperiale, eſt depuis 1664. ſujette à l'Electeur de Mayence. Le Roi de Pruſſe inſtruit que l'Armée françaiſe n'avoit point encore toutes ſes forces réunies, & que toute l'Armée de l'Empire n'avoit pas même joint, marcha dans les premiers jours de Septembre, pour ſe porter ſur cette ville.

Le Prince de Soubiſe ayant été informé, comme on l'a remarqué, que le Roi de Pruſſe après avoir traverſé l'Elbe, paſſoit la Sala, & qu'il preſſoit ſa marche, de façon à arriver promtement à Erfurt avec des forces ſuperieures, prit le parti de quitter ſa poſition près de cette ville, & de venir camper à Gotha, ville de la Thuringe, capitale d'un Duché du même nom, dont la ſouveraineté appartient à un Prince de

la maiſon de Saxe. Par cette nouvelle poſition, le Prince de Soubiſe ſe mettoit plus à portée des dernières diviſions de ſon Armée, qui n'étoit pas raſſemblée; l'artillerie, d'ailleurs, n'avoit point encore joint, malgré les marches forcées qu'on lui avoit fait faire, & le dix ſeulement elle s'étoit réunie à Eyſenach, autre ville de Thuringe, apanage des Princes de Saxe du même nom, éloignée de douze lieües d'Erfurt. L'Evacuation de cette dernière place ſe fit, avec autant d'ordre que de prévoiance; le Depôt des hopitaux en fut retiré, & on n'y laiſſa rien des differens approviſionnemens, qu'on commençoit à y aſſembler. Les troupes legères qui étoient en avant, n'abandonnerent qu'à la derniere extremité, & ne ſe retirerent qu'à meſure que les colonnes de l'Armée Pruſſienne avançoient; il y eut differentes eſcarmouches, dans lesquelles on perdit quelques hommes de part & d'autre. Le Roi de Pruſſe marchoit, en perſonne, à la tête de ſon avantgarde: ſon Armée qui étoit

étoit de près de trente mille hommes, étoit composée de ses Gendarmes & de l'Elite de ses meilleures troupes ; d'ailleurs, ce Prince suivant son ancienne méthode, ramassoit, chemin faisant, tous les hommes en état de porter les armes.

L'Electeur de Mayence averti, que le Roi de Prusse occupoit la ville d'Erfurt, se comporta, tout-à-la-fois, en politique & en guerrier. Dans le tems que ce Prince se plaignoit à la Diette de Ratisbonne de l'irruption que Frederic venoit de faire dans ses Etats, & qu'il demandoit, comme un acte de justice, que Sa Majesté Prussienne l'indemnisât des livraisons & des contributions, que ses troupes avoient exigées des habitans d'Erfurt ; il ordonnoit au Commandant de la citadelle de cette ville, de répandre jusqu'à la derniére goute de son sang, avant de se rendre au Roi de Prusse : cette conduite ne naît pas du fanatisme qui avilit les autels qu'il pretend soutenir, ce n'est point un prêtre fougueux qui pro-

ſcrit des ſujets qui ſont nés dans un climat où l'on ne penſe pas comme lui, c'eſt un Souverain qui vange ſes droits & qui honore le ſceptre ſans degrader l'Encenſoir.

La poſition de Gotha n'étant point aſſez favorable pour eſperer de s'y ſoutenir avec le peu de monde qu'on avoit, on reſolut de ſe porter à Eiſenach. On y trouva le quatorze, ſix mille hommes du corps de l'Empire, avec deux Régimens de Cuiraſſiers autrichiens, qui furent joints, le lendemain, par neuf Bataillons des troupes des Cercles. L'Intention des deux Généraux étant d'attendre le Roi de Pruſſe à Eiſenach, on choiſit une poſition favorable, & on fit camper les troupes ſur des montagnes, auxquelles la ville, qui ſe trouvoit en avant, étoit adoſſée.

Les troupes legères autrichiennes & les détachemens françois, qu'on avoit laiſſés à Gotha, en ſortirent le même jour par une porte, tandis que le Roi de Pruſſe y entroit par une autre; on ſen-

ſentit bien qu'en laiſſant la nombreuſe Artillerie, qui étoit dans le chateau, c'étoit fournir des armes au Roi de Pruſſe; en conſequence on prit le parti de la faire conduire à Eiſenach. Le Prince de Soubiſe promit qu'on la renverroit quand la circonſtance le permettroit; ce Général tint la parole qu'il avoit donnée: de tels procedés ſubjuguent les eſprits & attirent la confiance, ſi l'on joint à cela un desintereſſement qui étonnoit d'autant plus, qu'on n'en trouve peu d'exemples. On verra que ce Général merite les plus grands Eloges; en effet ce Prince n'a jamais permis qu'on ſe ſervît de ſon nom, pour faire payer aux habitans des païs conquis des *Sauve-Gardes* que le prix leur rendoit onereuſes; droit toleré cependant, mais toujours odieux quand les ſecretaires en abuſent, pour s'enrichir, en ruinant le peuple & en aviliſſant leur maitre, que la voix publique met toujours de moitié dans la concuſſion.

Les deux Généraux, ayant jugé qu'on pouvoit inſulter le corps de troupes que les ennemis avoient à Gotha, ordonnèrent le dix-huit, qu'un détachement des deux Armées partiroit à huit heures du ſoir : le Chevalier de Nicolai & le Comte de Lorges, Lieutenant-Généraux, commandoient les français; ils avoient ſous leurs ordres, le Marquis de Crillon, de Nugent, de Cuſtine & Monſieur de Planta, Maréchaux de Camp. Le principal objet de ce detachement, étant de reconnaitre parfaitement la poſition des ennemis, les deux Généraux jugèrent à propos de s'y trouver eux mêmes.

Ce détachement arriva le dix-neuf, à huit heures du matin, à la vûe de Gotha. Les troupes legères attaquèrent, avec beaucoup de vivacité, les houſſards pruſſiens, qui étoient en avant; & après le premier feu, elles les obligèrent de ſe retirer, ſous la protection d'un corps de quinze cent Dragons, qui occupoient auparavant la ville, d'où ils étoi-

étoient ſortis à l'approche du détachement de l'Armée combinée.

La Cavalerie, empreſſée de joindre les Dragons, traverſa alors la riviere de Leine à differens guets, & marcha au galop ſur les Pruſſiens, qui ſe retirèrent avant même que la rivière fut entièrement paſſée; leurs houzards, qui tinrent un peu davantage, furent pourſuivis avec impetuoſité, & perdirent beaucoup de monde dans leur retraite. Cette operation faite, on reprit la route d'Eiſenach.

Les houzards pruſſiens s'étant apperçu, que les detachemens ennemis retournoient d'où ils étoient venûs, revinrent ſur leurs pas à Gotha: c'eſt là où ils prirent quelques commis, priſonniers inutiles qu'on renvoya. On ne ſait pourquoi le Roi de Pruſſe, contre l'uſage immémorial, a exigé depuis, que le Sieur Martinfort, munitionaire français, que ſes houzards ont pris, ne ſervît plus, qu'il ne fût échangé. Si Frederic croit que cette Eſpéce manque en France,

il ſe trompe : on dira des traitans ceque le préſident de Monteſquiou en a dit ; on en trouve partout où il y a des hommes & de l'argent ; il eſt vrai qu'on en rencontre peu qui aient autant de merite que celuy qui donne lieu à cette réflection.

L'Armée du Roi de Pruſſe, depuis le dix-ſept ne fit aucun mouvement : on penſa de là que ſon projet n'étoit point de venir attaquer l'Armée combinée. Ce Prince étoit lui même encore le vingt-un à quatre heures après-midi au village de Karpsleben près Erfurt, avec vingt-neuf Eſcadrons & quinze mille fantaſſins : la veille il avoit retiré les Dragons & les houzards, qui après le Choc du dix-neuf, étoient venû reprendre poſte à Gotha. Tandis que le Roi de Pruſſe retournoit à Torgau, le Prince de Soubiſe faiſoit travailler ſans relache à l'amas des ſubſiſtances, ſans leſquelles il ne pouvoit aller en avant.

Dans ces circonſtances, le Maréchal de Richelieu, n'ayant d'autre objet que de profiter de la convention du dix

Sep-

Septembre , remplit promptement les deux projets qu'il avoit formés ; Le premier fut, d'envoyer un renfort au Prince Soubiſe , pour lequel on craignoit depuis quelques jours ; Le ſecond étoit de marcher lui-même avec ſon Armée ſur Halberſtadt, ville du Cercle de la baſſe Saxe, qui appartient au Roi de Pruſſe, & qui n'eſt éloignée que de onze lieües de l'importante place de Magdebourg. Cette poſition, qui d'un côté tenoit le Roi de Pruſſe en reſpect, mettoit de l'autre, l'Armée combinée dans le cas de faire quelque entrepriſe ſur la Saxe.

En attendant le Comte de Rochambeau, Brigadier des Armées du Roi, ſe porta avec une poignée de monde à Oſterwick, dans le païs d'Halberſtadt, & parvint à maitriſer tout ce Canton juſqu'aux portes de Magdebourg. Informé, qu'il y avoit une Garniſon pruſſienne, dans le fort de Regenſtein, il le fit eſcalader par un détachement aux ordres de Monſieur Dufey , Lieutenant-Colonel du Régiment de Poitou, & y

prit

prit cent douze hommes, qu'il fit prisonniers; il eſt vrai que le Comte de Rochambeau, n'auroit pû garder ſa poſition, avec le peu de monde qu'il avoit, ſi les preparatifs du Maréchal de Richelieu, qui après la reconnaiſſance de Bremen, s'étoit porté à Brunſwick, n'annonçoient que ſon Armée alloit bientôt marcher en avant.

Après l'expedition de Regenſtein, Monſieur Dufey ſe retira à l'Abbaye de Hornbourg, ou il fut averti le dix-huit, que le Prince de Brunſwick marchoit à lui, à la tête de neuf mille hommes, & que l'Avant Garde de ce corps venoit d'enlever le Marquis de Luſignan, Meſtre de Camp d'un Régiment de Cavalerie de ſon nom, avec dix-ſept autres Officiers français & quelques troupes, qui s'étoient jettées dans Egelen; il n'eut que le tems de replier ſes poſtes, & d'attendre le Comte de Valbelle, Colonel du Régiment de Berri, qui ſe trouvoit à Oſchersleben avec deux cent maitres de ſon Régiment: ces deux Officiers arrivèrent conjointement le dix-neuf à

Oſter-

Osterwick, où ils firent conduire vingt-cinq mille facs de blé & six cent chariots, qu'ils avoient enlevés du païs de Magdebourg.

Tandis que l'Armée de Richelieu marchoit, l'Armée combinée, fortifiée par ses propres renforts qui étoient tous rassemblés, déboucha de son camp le vingt-sept, pour se porter à une lieue en avant d'Eisenach. Le projet des deux Princes étoit, d'avancer sur l'Elbe, parcequ'il y avoit apparence que l'intention de leurs Cours respectives, étoit, de delivrer, alors, la Saxe: cette operation, d'ailleurs, paraissoit d'autant plus vraisemblable à remplir, que deux jours après, c'est-à dire le vingt neuf, le Maréchal de Richelieu avoit, sous les murs d'Halberstadt, quatre-vingt Bataillons & cent Escadrons, destinés, sans doute, à des objets qui n'ont pas été remplis. Quoique toutes les manœuvres du Roi de Prusse, ne fussent pas aisé à penetrer, on jugea, cependant, que celle qu'il fit exécuter le vingt-six, servoit à confirmer sa retraite;

traite ; en effet, en portant, le même jour, en avant de Gotha, un corps de près de dix mille hommes, il n'avoit d'autre but que de le masquer. Les troupes legeres autrichiennes, surprirent le vingt-sept un camp volant de ce détachement, où ils sabrérent quelques prussiens, & prirent des chevaux & des Bagages.

Le Prince de Soubise, dont l'activité est infatigable, passa, toute cette journée, à reconnaitre le camp, malgré le grand froid, dont les français commençoient à se plaindre. Le fameux Roi de Suéde, cet homme qui ne fut qu'un illustre avanturier, tandis qu'il auroit pû être un heros, Charles XII, apprit aux Russes l'Art de faire la guerre pendant l'hiver ; depuis ce tems les autres peuples du Nord, n'ont guères respecté les saisons : cela a même passé jusqu'à nous ; on n'oubliera jamais que le Maréchal de Saxe, du sein des plaisirs de Versailles, conçut le projet d'assiéger Bruxelles dans le mois le plus froid de l'Année, & on sait que

que tout ce que ce Général conçevoit, étoit exécuté. Les autrichiens plus formés que les français, à cette guerre extraordinaire, eurent peine à la ſoutenir. Quoiqu'il en ſoit, les français, ſi grands & ſi frivoles, oublient qu'on danſe à Paris, au milieu des ſpectacles & des fètes, & affrontent, en riant, les horreurs de la mort, & les rigueurs de la ſaiſon, bien plus cruelles pour eux.

Le quartier général de l'Armée françaiſe & ſes gros équipages, reſtèrent encore à Eiſenach juſqu'au vingt-neuf, l'intention du Prince de Soubiſe ayant été, que rien ne troublât la diſpoſition de ſes nouveaux arrangemens.

Pendant ce tems le Prince Ferdinand de Brunſwick, à la tête d'un corps aſſez conſiderable, s'étoit porté aux environs de Halberſtadt, où il étoit encore le vingt ſix; mais l'approche de l'Armée de Richelieu, qui l'en fit diſparaitre pour un tems, auroit pû l'en éloigner pour toujours, ſi la convention dont je

parlerai encore, avoit été mieux cimentée.

Les Armées combinées étant auprès de Gotha, tandis que le quartier général étoit revenû dans cette ville, furent assurées que la retraite du Roi de Prusse, dont j'ai deja parlé, étoit réelle : l'objet des deux Généraux fut alors de continuer leurs operations, & ce projet sagement concerté auroit eû lieu, si le deffaut de subsistances ne l'eût arrêté ; c'est même à cet inconvenient que j'imputerai sans crainte, les suittes funestes de cette campagne. Il est constant que si les Armées combinées eussent été en état de marcher dans les derniers jours du mois de Septembre, le Roi de Prusse inquietté de tous côtés, n'auroit pû leur dispurer Leipsic ; on alloit en force à Dresde, & la Saxe tirée de l'oppression benissoit ses liberateurs : mais à qui, demandera-t-on, faut-il imputer ce deffaut de subsistances ? aux prussiens & aux français mêmes, qui les avoient dejà consommées.

Les

Les circonſtances dans lesquelles on alloit ſe trouver, rendirent encore ces ſubſiſtances plus difficiles à amaſſer, puisque la celérité avec laquelle le Duc de Broglio marchoit à la tête de vingt Bataillons & de dix-huit Eſcadrons, qui formoient le renfort dont j'ai parlé, ne lui avoit pas permis de ſe charger de ſubſiſtances d'aucune eſpéce.

L'Armée combinée partit le dix de Gotha pour Langen-Salza. L'objet étoit de donner la main au détachement du Duc de Broglio, & de le mettre par-là à l'abri du Roi de Pruſſe, qui auroit pû l'attaquer.

On fut informé le quatorze, que les pruſſiens étoient à Naumbourg, ville de la Miſnie. Comme les Généraux de l'Armée combinée, penſerent qu'ils pouroient s'y arrêter, le comte de St. Germain eut ordre de marcher en avant, pour éclairer, tout-à-la-fois, la marche du Roi de Pruſſe, & prendre des poſtes ſur la Sala; dans le même tems le Colonel Laudon, à la tête des trou-

pes legères, qu'il commandoit, s'avançoit vers Jena ville forte de la Thuringe, & la cavallerie défiloit vers Weimar.

La jonction du corps du Duc de Broglio se fit à Muhlhausen, le seize & le dix-sept. La difficulté des subsistances étoit toujours la même; en attendant qu'on pût y remedier, les deux Généraux prirent le parti de faire cantonner leurs troupes sur la Werra & sur l'Unstrutt. Tandis que cette Armée se préparoit à essuyer de nouvelles fatigues, le Prince de Soubise faisoit les plus grands efforts, pour rassembler, tout-à-la-fois, les subsistances, & procurer à son Armée les moyens de les transporter: il n'y a point de petits détails pour un Général qui embrasse tout; le munitionnaire de ses troupes, ne doit être qu'une machine qu'il fait mouvoir; l'activité qu'elle reçoit depend de la main qui la fait aller: les interêts du Souverain n'étants point livrés à des hommes avides, le soldat s'en

trou-

trouve mieux. * Les ſages diſpoſitions que fit alors le Général français, le mirent en état de prendre, avec le Prince d'Hildbourghauſen, l'Epoque du vingt-neuf au trente, pour avoir ſes troupes raſſemblées ſur la Sala; ce fut alors que celui-ci, inſtruit que les Pruſſiens ſe retiroient des poſtes, qu'ils occupoient ſur cette riviére, ſe détermina de ſe porter, de ſa perſonne, vers les détachemens qui étoient en avant, & dont j'ai parlé plus haut. Les confirmations que ce Général eut alors de la retraite decidée des Pruſſiens, le determinèrent à ſe faire ſuivre par les troupes de l'Empire; cette reſolution paraiſſoit alors d'autant plus fondée, qu'on avoit appris que le Roi de Pruſſe, à la tête de ſon Armée, avoit repaſſé

* Cet endroit eſt un de ceux qu'on a critiqué avec chaleur: cela ne m'a pas ſurpris, la baſſeſſe eſt faitte pour encenſer l'opulence. Je le repéte, rien ne m'empêchera de dévoiler la verité des Faits.

l'Elbe à Torgaw, & alloit dans la Basse Lusace pour couvrir les frontières du Brandebourg, désolées par le Général Haddick, qui, après avoir mis Berlin à contribution, avoit contraint la Reine de se retirer en desordre dans la citadelle de Spandau, prison d'Etat, dont l'aspect seul fit sentir à cette Princesse le désagrément de sa situation.

Le Prince d'Hilbourghausen ne doutant plus qu'il pourroit tomber sur quelques parties de l'Arrière-Garde du Roi de Prusse, & surprendre ensuitte quelques-uns des postes avantageux que le Maréchal Keith occupoit encore en Saxe, marcha, avec le détachement du Comte de St. Gemain, aux portes de Leipsic, & fit avancer l'Armée de l'Empire jusqu'à Pegau.

Tandis que le Général de l'Empire s'avançoit, le Prince de Soubise mit son Armée en mouvement, pour la faire arriver sur la Sala, à l'Epoque dont on etoit convenû precédemment; & il la devança de sa personne avec quelques

ques compagnies de grenadiers, & deux corps détachés aux ordres des Comtes de Mailly & de Lorges, Lieutenants-Généraux, avec lesquels il ſe porta ſur Weiſſenfels; La Garniſon que le Maréchal Keith y avoit laiſſée, en étoit parti la nuit precedente pour ſe retirer ſur Mersbourg & ſur Leipſic. Pendant ce tems le Comte de Mailly ſe porta à Lutzen, ville de la haute Saxe, celèbre par la Bataille qui coûta la vie, en mil ſix cent trente deux, au fameux Roi de Suéde, Guſtave Adolphe. On ſe rappellera, qu'au mois d'Avril dernier, Frederic avoit paſſé deux heures à obſerver la plaine de Lutzen; ce Monarque, à qui rien n'échappe, traça alors, ſur ſes tablettes, un ordre de Bataille qu'il auroit été flatté d'effectuer: nun héros éclairé vouloit augmenter ſa gloire dans le même champ ou un grand guerrier n'avoit perdû que la vie.

Il fut comme decidé, alors, que le Roi de Pruſſe en paſſant l'Elbe avec la plus grande partie de ſes troupes, alloit

lui-même les oppoſer aux Autrichiens qui occupoient ce Prince en Siléſie & en Brandebourg. On a dit de Céſar, avec lequel Frederic a beaucoup de raports, qu'il dictoit quatre lettres en même tems: on dira du Roi de Pruſſe, qu'il commandoit, dans la même campagne, quatre Armées diſperſées dans des provinces éloignées. Le romain ſavoit écrire & combattre, Frederic enchante par ſon ſtile & ſurprend par ſon heroiſme; Le ſiécle qui compare aujourd'hui ces deux hommes, laiſſe à la poſterité le ſoin d'achever le paralelle.

Le vingt-ſix, on fut fort étonné d'apprendre, que le Roi de Pruſſe, qui, comme on l'a remarqué, avoit repaſſé l'Elbe à Torgau, en laiſſant le Maréchal Keith avec ſix mille hommes à Leipſic, y reparaiſſoit tout de nouveau; il entra dans cette ville avec dix mille hommes, tandis que dans le même tems, le Prince Ferdinand de Brunſwick arrivoit à Halle avec neuf mille; ce qui joint, aux ſix mille du Maréchal Keith,

Keith, formoit un corps de vingt-cinq mille hommes.

On ne put penetrer, alors, quel étoit l'objet du Roi de Pruſſe; on ne le devina pas même, en s'imaginant que ce Monarque n'avançoit que pour dégager le Maréchal Keith, qui ſe trouvoit après ſa retraite de Weiſſenfels, ſerré d'aſſez près, par les détachemens placés en avant, & par l'Armée de l'Empire, qui étoit encore à Pegau. Dans cette circonſtance le Prince de Soubiſe penſa, qu'il devoit replier les détachemens français qui étoient près de Leipſic; il ordonna en même tems au Comte de Mailly, de ne laiſſer à Lutzen, que des troupes legères, & de ſe raprocher de Weiſſenfels.

Le Roi de Pruſſe, qui commençoit à craindre pour Leipſic, mettoit cette ville à l'abri d'un coup de main, & faiſoit partout des retranchemens, auxquels les habitans étoient emploiés; ſort affreux de la guerre? Les ſujets les plus fidelles ſe voyent, preſque tou-

jour, forcés de nuire à leur maitre, pour ſervir ſon vainqueur.

On avoit été informé d'ailleurs, depuis quelques jours, que le Prince Ferdinand de Brunſwick, étoit en marche pour ſe porter vers Leipſic, où il arriva, effectivement, le vingt-huit; on ſavoit, d'un autre côté, que le Prince Maurice avoit joint à la tête d'un corps tiré de la Garniſon de Dresde. Toutes ces troupes réunies formoient une Armée de prés de trente-cinq mille hommes. Ce fut, ce même jour vingt-huit, que les deux Princes réſolurent de faire paſſer la Sala, à la partie des troupes françaiſes, qui étoient déja à la rive droite de cette rivière, & à l'Armée de l'Empire, qui, par une marche retrogradée, s'étoit portée ſous Teuchern.

On a pretendû, que les deux Generaux avoient reçû des ordres de leurs Cours, de ne plus tenter d'établir leurs quartiers d'hiver, au delà de la Sala, à moins qu'ils ne trouvaſſent une occaſion de combattre, avec avantage, le Roi de Pruſſe.

Quoi-

Quoiqu'il en ſoit, les troupes françaiſes & celles de l'Empire, paſſerent la rivière ſur le pont de Weiſſenfels le vingt-neuf au matin; le Prince d'Hilbourghauſen établit ſon quartier à Bourgwerben, & le Prince de Soubiſe prit le ſien à Gros-Corbern. Une partie du corps du Duc de Broglio entra le même jour dans Mersbourg, & la ville de Weiſſenfels fut occupée en même tems, par quatre bataillons de l'Empire, aux ordres d'un Officier general des Cercles, & par dix-ſept compagnies de Grenadiers français commandés par le Marquis de Crillon.

La partie la plus conſiderable de l'Armée pruſſienne ſe porta le trente ſur Weiſſenfels; à l'approche des ennemis, qui parurent à la pointe du jour ſur les hauteurs de cette ville, les troupes de l'Empire ſe retirèrent, & il n'y reſta, pour la deffendre, que les Grenadiers français. Dans l'inſtant ces mêmes Grenadiers, que le Marquis de Crillon avoit placés dans les rues qui conduiſoient au pont, furent attaqués; il en-

voya le Prince de Rohan, colonel d'Infanterie, detaché à ſes ordres, pour les faire retirer lentement; & en diſputant le terrein pié à pié: ce qui fut très bien exécuté par ce Prince, à qui cette manœuvre fit beaucoup d'honneur. Le Marquis de Crillon, qui étoit à tout, fit ſur le champ occuper l'autre extrémité du pont, par la plus grande partie de ſes Grenadiers; & tandis qu'il faiſoit amaſſer des matières combuſtibles pour bruler ce même pont, le reſte des Grenadiers le paſſa, à l'exception des deux compagnies du Régiment de St. Chamond. Cette operation fut heureuſément exécutée, & ces braves gens que le Roi vient de recompenſer, parvinrent à arrêter des colonnes pruſſiennes qui combattoient ſous les yeux de leur maitre; ces deux compagnies, ſecondant tout-à la fois la conduitte du Marquis de Crillon, la bravoure de leurs Officiers, repaſſerent le pont à-travers les flammes.

Les pruſſiens, qui ſentoient combien il leur étoit important de s'aſſuter de ce pont,

pont, puisque s'en rendant maitres, ils coupoient l'Armée, firent les plus grands efforts, pour éteindre le feu qui le consumoit: ils établirent, envain, des Batteries de canons & de mortiers, qui tiroient sur les maisons que le Marquis de Crillon avoit fait occuper par les Grenadiers; rien ne fut capable de les ébranler, & cet officier Général ne les retira qu'après qu'il n'y resta plus le moindre vestige du pont. Cette canonade dura jusqu'à huit heures du soir; mais le Roi de Prusse s'étant apperçû à trois heures après midi, que le Prince de Soubise s'assembloit en forces, de l'autre côté de la rivière, avoit jugé qu'il faloit choisir un autre endroit pour passer la Sala; en consequence il s'étoit porté, de sa personne, sur Mersbourg: mais la prévoyance du Prince de Soubise rendit cette démarche inutile; le pont étoit détruit, quand les prussiens se presentèrent pour le passer.

Je serois injuste, si je terminois ce detail sans parler du Comte de Crillon; agé-à peine de quatorze ans, il commen-

mence à juſtifier le nom celébre qu'il porte : cet enfant ſi digne de ſon pere, fit dans cette journée, ce qu'on ne peut attendre de la ſeule valeur ; il vit tout avec ſang froid, & il parla de même. Un homme bien reſpectable m'écrit, que le Prince d'Hilbourghauſen, enchanté de ce jeune comte, lui dit hautement : *ſi je n'avois point, Monſieur, de Marechal general des logis, je n'en voudrois pas d'autre que vous.* Cet Eloge donne des eſperances, que la moleſſe de Paris ne flétrira ſans doute jamais.

Le Prince de Soubiſe, qui craignit avec raiſon que le Roi de Pruſſe plus heureux, ne paſſât la Sala ailleurs ; & ne voulant point que ce Monarque trouvât une poſition, qui le mît entre l'Armée françaiſe & Mersbourg, il fit camper, le trente un, près de cette ville, tout ce qu'il put raſſembler de ſes troupes : par-là il donnoit la main au détachement du Duc de Broglio, tandis que le Prince d'Hilbourghauſen maſquoit,

quoit, avec ſon Armée, le paſſage de Weiſſenfels.

Le premier Novembre, le Roi de Pruſſe fit des mouvemens continuels ſur la Sala; le Prince de Soubiſe, inſtruit de ſes projets, apprit qu'il portoit une tête ſur Halle, & craignit qu'il ne marchât ſur le Maréchal de Richelieu, pour troubler la tranquilité de ſes quartiers: il crut alors qu'il étoit neceſſaire de ſoutenir le poſte de Mersbourg, déja occupé par le Duc de Broglio, & menacé par le Prince Maurice. En arrivant le Général français apprit, que le Roi de Pruſſe faiſoit jetter pluſieurs ponts ſur la Sala. La poſition du Prince de Soubiſe étoit d'autant plus critique, qu'il n'avoit avec lui, qu'une partie de ſes troupes, les autres étant encore à Naumbourg & à Freiberg, où elles étoient arrivées le trente, ſuivant les diſpoſitions precédemment faittes pour leur marche. Le Prince de Soubiſe prit ſur le champ le parti de raſſembler toutes ſes troupes dans un lieu intermédiaire; & les ordres qu'on envoya furent ſi bien

bien exécutés, que toute l'Armée françaiſe ſe porta le lendemain avant midi au Camp de Micheln. Ce fut pour la première fois que les deux Armées ſe touvèrent réunies.

Le trois, le Roi de Pruſſe paſſa la Sala; ſon Armée formée ſur trois colonnes, traverſa cette rivière ſur autant de ponts, qu'il avoit fait jetter à Halle, à Mersbourg & à Weiſſenfels. Son objet étant de ſe porter ſur le flanc droit de l'Armée, les deux Generaux furent, ſur le champ, reconnaitre une nouvelle poſition; & à l'entrée de la nuit, ils y portèrent l'Armée combinée, qui y reſta ſous les armes. Jamais on ne deſira d'être attaqué avec tant d'ardeur; mais on avoit affaire avec Frederic, & ce Prince connait trop le metier qu'il fait avec tant d'éclat, pour s'expoſer à être battu decidément.

Le Roi de Pruſſe, qui avoit réuni ſes trois colonnes à une lieüe & demie de Micheln, près du village de Bransdorff, ſe preſenta le quatre à la pointe du

du jour pour reconnaitre & attaquer; mais il trouva la poſition de l'Armée combinée ſi reſpectable, qu'il ſe replia en paſſant le ruiſſeau de Brandorff, où il campa la droite prés de ce village & la gauche à Rosbach, qui va bientôt devenir celébre. Par la poſition que le Roi de pruſſe venoit de prendre, il étoit inattaquable ſur ſon front: tout ce que put faire alors l'Armée françaiſe, fut de canonner le camp ennemi, & de venir camper dans la poſition, où elle avoit paſſé la nuit precédente, au Bivac.

Le cinq au matin le Roi de Pruſſe, ſoutenû par un corps de cavalerie, vint reconnaitre de nouveau la poſition de l'Armée combinée; la cavalerie Imperiale s'avança: mais il ne ſe paſſa rien d'intereſſant alors, & tout ſe borna à une canonnade. Ce fut dans ce moment, que le Prince de Soubiſe vint dans le bois qu'occupoit l'Armée de l'Empire, pour y conferer avec le Prince d'Hilbourghauſen; la reſolution de ce Général en chef fut, qu'on marcheroit

roit ſur le champ, par ſa droite, comme on étoit campé: il donna ordre, en même tems, au Comte de St. Germain de ſe porter en avant, avec deux Brigades d'Infanterie & autant de Cavalerie, pour maſquer la marche de l'Armée combinée & contenir celle du Roi de Pruſſe.

L'Objet étoit de tourner le camp de l'ennemi, de déborder par ſa gauche, & ſe trouver en Bataille ſur ſon flanc; on ſe mit en marche à onze heures du matin. Les Cuiraſſiers Autrichiens & la Cavallerie de l'Empire débouchèrent les premiers, enſuitte l'Infanterie françaiſe, qui fut ſuivie de celle de l'Empire; on marcha dans cet ordre ſur trois colonnes jusqu'à la hauteur du camp Pruſſien; on fit halte, un moment, pour donner le tems à la queue des colonnes de joindre. Pendant ce tems les deux Généraux s'occupoient de la poſition de lennemi, dans le camp duquel on ne remarquoit encore aucun mouvement; on ſe remit en marche, pour continuer à ſe porter ſur le flanc gauche de l'Armée Pruſ-

Prußienne; ce fut dans ce moment, qu'après avoir bien conſideré ſa poſition, le Prince d'Hilbourghauſen décida l'attaque, & donna ordre de marcher. Il eſt vraiſemblable, que ce Prince ſe détermina d'autant plus volontiers à attaquer, que le camp du Roi de Pruſſe tendû, faiſoit croire que ce Prince ne comptoit point être combattu ce jour-là. Les momens étoient preſſans, l'inaction de Frederic ſembloit aſſurer le ſuccès; le Prince de Soubiſe ne balança plus ſur la réſolution de combattre; l'Armée pourſuivit ſa marche. Le Roi de Pruſſe, par une ſuitte de cette fineſſe, qui eſt toujours une vertû dans la guerre, fit defiler, alors, avec une précipitation affectée, quelques Eſcadrons de Cavalerie du côté de Mersbourg. Cette manœuvre affermit les ſoupçons de ceux qui avoient penſé que les pruſſiens ſe retiroient; dans cette idée on doubla le pas: mais ce moment fournit aux français un ſpectacle qui les étonna; les tentes du Roi de Pruſſe détendües, ſon Artillerie en état, le reſte de ſa Cavale-

rie à cheval, rangée en Bataille & prête à combattre, fut l'ouvrage de l'inſtant: j'ai vû plusieurs lettres de Généraux français, qui pleins de regrets & d'entouſiaſme, comparoient cette manœuvre à une décoration d'opera. Les pruſſiens marchèrent par leur gauche ſur le même flanc, par lequel on ſe preſentoit à eux, & ils fondirent ſur la cavalerie autrichienne, dans le tems que leur Artillerie, fort ſupèrieure en nombre à celle de l'Armée combinée, ſe faiſoit jour partout. La valeur des Cuiraſſiers autrichiens parvint à faire plier les pruſſiens; mais, environnés par le nombre, ils ſe virent forcés de ſe retirer. La Cavalerie de l'Empire qui devoit les appuyer, avoit déja fui. Ce moment fut celui qui decida la victoire. L'Infanterie françaiſe étoit dans la poſition la plus critique, puisque n'étant plus étayée par la cavalerie qui devoit la ſoutenir, elle étoit encore écraſée par le canon, & débordée par l'Infanterie ennemie, dont la gauche dépaſſoit déja le flanc droit de la ſeconde ligne; le Prin-

ce

ce de Soubiſe, ſans perdre de tems, fit avancer la Cavalerie de la Reſerve, compoſée des Régimens de Penthiévre, Saluces, Lameth, Luſignan & Deſcars. Le Général français combattit à leur tête. Les hiſtoires fourniſſent peu d'exemples de combats de Cavalerie auſſi vifs & auſſi opiniâtres. Le Duc de Broglio & le Marquis de Caſtres, ſecondants l'intrépidité du Prince de Soubiſe, firent des prodiges de valeur: on voyoit, avec admiration, le Marquis de Caſtres ſans chapeau, la tête enſanglantée, animer de ſang froid la Cavalerie, qui bruloit de l'imiter; mais obligés de céder au nombre, ces Eſcadrons furent contraints de ſe retirer. Le Prince de Soubiſe qui voyoit tout, fit, dans ce moment, avancer de la gauche huit Eſcadrons, compoſés des Régimens de Bourbon-Prince, Bauvilliers, Fitz-James & Rougrave: ces nouvelles troupes recommencèrent le combat; mais après une attaque très vive, elles trouvèrent une ligne fraiche, formée par l'Elite de la Cavalerie pruſſienne,

& elles furent, comme les autres, contraintes de céder à la ſupériorité du nombre. Ce fut à la tête de ces Eſcadrons que le Comte de Mailly fut pris. Ce Général & le Comte de Rougrave, Maréchal de camp, y ſoutinrent avec un nouvel éclat la réputation de Bravoure qu'ils ſe ſont acquiſe. Le Chevalier de Nicolai, Lieutenant-Général, & le Marquis de Crillon, combattoient à la tête des colonnes de l'Infanterie françaiſe, qui marchoit la bayonnette au bout du fuſil, ſur l'Infanterie pruſſienne. Les ennemis dirigèrent, alors, tout le feu de leur Artillerie & de leur Mouſqueterie ſur ce point d'Attaque; le feu fut ſi violent, que la tête des colonnes en fut terraſſée; mais ſa contenance fit juger qu'elle ne fut obligée de plier, qu'en ſe voyant dans le cas d'être priſe à dos par la Cavalèrie des Ennemis. Cè fut dans ce moment que le jeune comte de Crillon, le même qui s'étoit diſtingué à l'attaque du pont de Weiſſenfels, eut ſon cheval tué ſous luy; ſon père, qui avoit

avoit éprouvé le même ſort, & qui étoit bleſſé luy-même, fut obligé de monter ſur un des canons du Régiment de Piedmont, pour faire agir l'Arriére-Garde de cette brigade; ayant, à la fin, trouvé un cheval, il alla joindre les Régimens de Wismar, Diesbach, la Marck, & le Royal Pologne Infanterie. Ces braves troupes, conjointement avec les Régimens de Cavalerie de Bourbon Prince, Fitz-James, Beauvilliers & Rougrave, qui malgré le combat opiniâtre qu'ils avoient ſoutenus, s'étoient ralliés dans le plus bel-ordre, ne furent ramenés dans Freiberg par le marquis de Crillon qu'à trois heures après minuit.

On ne doit pas oublier le Régiment dragons de Dapchon, qui par ſa valeur contint plus d'une fois l'Ennemi dans cette Retraite.

Telle fut la fin de l'affaire de *Rosbach.* Il eſt bien ſingulier que ce combat malheureux fourniſſe l'Epoque de la plus haute valeur: parmi les Alliés on nommera avec diſtinction le Prince

 qui

qui commandoit, le Baron de Bretlach, le Marquis Voghera, le Baron de Roth, & le Prince Georges de Hesse-Darmstadt. Les Officiers français se ressemblerent : le Prince de Soubise se porta partout avec cette valeur tranquille, quelques-fois si puissante sur l'esprit du soldat intimidé; on le vit même changer de chevaux entre les deux lignes, & braver le feu des ennemis, qui venoit de tuer un de ses Pages à côté de lui. L'Etat-Major, surtout, se distingua particulièrement : le Comte de Revel, qui paya de son sang cette journée fatale, & le Marquis de Lugeac Major Général de cette Armée, se comportèrent en héros.

La Nature de cet ouvrage ne permettant point de nommer tous ceux qui se sont distingués, on repétera, avec plaisir, ce qu'on a dit de l'Affaire de Hastenbeck; il faudroit donner la liste de presque tous les Officiers de l'Armée, si on vouloit designer tous ceux qui se sont signalés.

Si

Si l'ecrivain le plus ingénieux, & le Poëte le plus celébre de l'Europe, si Mr. de Voltaire éloigné, mais jamais abſent de ſa patrie, conſacre encore ſa plume élegante & fertile au panégirique des Officiers morts pendant cette guerre, qu'il celébre le Duc de Bauvilliers, le Marquis de Cuſtine, le Comte Durfort, noms chers à la patrie; qu'en pleurant ſur le ſort du Comte de Revel ſi digne de ſon nom, il diſe, que dans le centre de Paris, & dans la diſſipation du grand monde, il n'étoit occupé que du metier, qui rendra toujours précieuſe la memoire du Maréchal de Broglio. Appliqué ſans relache à faire des extraits de campagne & des ordres de Bataille, il ſe nourriſſoit de la lecture des meilleurs auteurs qui ont écrit ſur la guerre; Folard, Quincy, Puiſegur, Feuquières & Vauban lui étoient auſſi familiers, que les romans du jour le ſont à tant de jeunes colonels; attaché pendant quatre mois de l'année au Régiment de Poitou, qu'il commandoit, il preferoit un cours de fortifications, qu'il faiſoit à la tête de

ſon corps, à la fureur du jeu, ou au plaiſir inſipide de perſifler des femmes de province : la reputation du comte de Revel étoit telle, que jamais aucun Officier n'a preſenté au Miniſtre, un projet d'exercices ou de diſcipline; qu'il ne l'eût ſoumis auparavant à ſon examen. J'en appelle à la probité de tous ceux qui ont été dans ce cas.

Qu'on me pardonne cet éloge, en faveur de celui qui a le premier donné l'idée de réduire en un volume, à la fin de chaque campagne, toutes les operations qui en ont été l'objet? Heureux ſi je puis par là venger ſa memoire, des traits que de vils Gazetiers ont ôſé hazarder contre lui; ſi trop de confiance lui nuiſit dans cette funeſte Journée, c'eſt une faute que ſes talens autoient rachetée; revenons à l'Armée.

Quelque malheureuſe qu'elle ait été, la Reine de Hongrie pour qui ces troupes marchoient, en a tiré des avantages réels, puiſque c'eſt à la diverſion qu'elles ont occaſionnée, qu'on doit attribuer la priſe de Schweidnitz, & le

gain

gain de la Bataille de Breslau, qui suivit de près.

Les deux Princes dirigèrent la retraite de leurs corps reſpectifs ſur Freiberg, où ils paſſérent la nuit; le Prince de Soubiſe s'occupa entièrement des moyens, qui pouvoient aſſurer la réunion des troupes diſperſées par l'obſcurité & de les mettre en ſeureté, derrière l'Unſtrut, qu'elles paſſérent pendant le reſte de la nuit; l'Artillerie ſuivit, & toute l'Armée & ſes equipages ſe trouvèrent, à la pointe du jour, audelà de cette rivière.

Le ſix les deux Armées ſe ſéparèrent; celle de l'Empire marcha à Koſen pour ſe retirer ſur Arnſtadt; & celle de Soubiſe la quitta pour ſe raprocher des quartiers de l'Armée de Richelieu.

Le Comte de St. Germain, ſecondé par l'activité du Prince Camille & du Marquis des Salles Maréchaux de camp, empêcha le Roi de Pruſſe de profiter de l'eſpéce de victoire qu'il venoit de remporter; & la retraite de l'Armée françaiſe ſe fit en ſi bon ordre, que

ce Monarque jugea à propos de la quitter le ſept, pour ſe porter ſur les Alliés, dont il comptoit tirer un meilleur parti.

La perte de l'Armée françaiſe parut dabord très conſiderable; mais la nuit avoit diſperſé une foule de monde, qui revint inſenſiblement à ſa deſtination.

Le Prince de Soubiſe donna les ordres les plus ſages & les plus précis, pour qu'on raſſemblât les traîneurs, & il dépêcha, en même tems, un courier à Verſailles; le ſort tomba ſur un malheureux, qui ſe faiſant un plaiſir cruel d'outrer cet evénement, annonçoit de ville en ville, qu'il n'y avoit plus un français dans cette Armée, en état de combattre, tous les Généraux étoient tués ou priſonniers; tels furent les raports que cet homme faiſoit avec audace: & pour comble d'imprudence, une foule d'Officiers particuliers avoient chargé ce courier, de lettres dans leſquelles, par humeur, ou par vanité, ils avoient exageré le danger & la perte.

Ces

Ces nouvelles furent divulguées dans Paris, avant même que la Cour eût reçû les depêches du Prince de Soubise. On connait la legereté du peuple français, il commence par murmurer, & finit par chanter: Accoutumé à celebrer, du même ton, ses exploits & ses malheurs, on le vit bientôt inonder Paris de vaudevilles & de froides plaisanteries; Nation brillante & ingrate, est-ce ainsi que vous paiez les services des héros qui sacrifient leur fortune & leurs jours pour venger la patrie? Le Maréchal de Saxe connaissoit bien ce peuple frivole, lorsque recevant, à l'Opera, une couronne de laurier, qu'on auroit dû lui décerner ailleurs, il dit: *Aujourd'hui couronné & demain dans la boüe.*

Les Allemans ont-ils chansonné à Ratisbonne ou à Wetzlar le Prince d'Hilbourghausen, Commendant en chef les deux Armées? Ils l'ont loüé & ils l'ont plaint; ce sont les seuls sentimens qu'on doit à un Général, dont la valeur meritoit un meilleur sort. Faudra-t-il

que nos voiſins, qui ont pris de nous cette politeſſe & cette bienſéance, qui diſtinguent la nation françaiſe, nous donnent aujourd'hui l'exemple de l'équité & de la modération?

La défaitte étoit un crime à Carthage: Londres, digne par ſes pirateries, du ſort de cette République, adopte ſon affreuſe politique; le brave Bing a été immolé à cette maxime barbare; & ſans les reproches de l'Europe, l'Amital Mordaunt auroit ſubi le même ſort.

Le meilleur des Rois, Louis XV, penſe bien differemment; les graces conſiderables que le Prince de Soubiſe vient d'obtenir pour la plus grande partie des Officiers de ſon Armée, prouvent bien, que ce Monarque qui ſait combattre & vaincre, honore la valeur, quand même elle eſt malheureuſe.

Reduiſons, maintenant, à un calcul exact le nombre des morts, des bleſſés & des priſonniers; j'en ai vû le tableau, Régiment par Régiment, & nom; j'aſſure qu'il ne paſſe pas trois mille hommes. J'ôſe défier le Miniſtère pruſ-

pruſſien de me démentir. Des Officiers particuliers n'ont pas rougi de porter la perte des français jusqu'à vingt mille hommes ; ces détails ſuppoſés, qu'on ne m'a fait parvenir, ſans doute, que pour me tendre un piége, déshonorent ceux qui les donnent : je profiterai, toujours avec plaiſir, des mémoires qui me ſeront adreſſés ; mais que ceux que la paſſion guide, ne prennent plus la peine de m'écrire. Le cas que je fais de leur pretendüe *relation impartiale*, doit les déterminer à ſuivre ce parti.

Des quarente deux détails de l'affaire de Rosbach, qui m'ont été envoyés, & dont pluſieurs ſont ſignés, il n'y en a pas quatre qui ſe reſſemblent ; critique amére d'un côté, éloges outrés de l'autre, rien n'a été à ſa place.

Le Roi de Pruſſe fit tranſporter, ſoit à Mersbourg, ſoit à Leipſic, tous les Officiers français bleſſés & priſonniers : ce Prince eut, pour eux, les égards qu'on doit attendre de l'affabilité & de

la

la bienfaiſance; il eſt vrai que les français ſont les premiers qu'il ait traités ainſi, & il ſemble par-là vouloir juſtifier les traitemens, dont les priſonniers autrichiens ſe ſont plaint, ou peut-être montrer l'eſtime qu'il a pour la nation françaiſe, dont il regrette l'Alliance: on ſe ſouviendra toujours de ce mot, qu'il dit au Marquis de Cuſtine, en lui rendant ſon Epée: *Je ne puis pas m'accoutumer à regarder les français comme ennemis.*

S'il m'eſt encore permis de faire une réflexion ſur l'affaire de Rosbach, je dirai, qu'à l'exception de la perte legère que les français firent, elle n'eut aucune ſuite facheuſe; en effet on n'y perdit point de terrain: quand bien même l'Armée combinée eut vaincû, la ſituation du païs deſolé precédemment, & les circonſtances actuelles, exigeoient qu'elle prît ſes quartiers dans le Comté de Hanau & dans la Wetteravie.

Le Maréchal de Richelieu fut à peine informé de cet evénement, qu'il donna ordre au Comte de Maillebois de ſe por-

porter à Duderſtadt, où le Prince de Soubiſe s'étoit retiré après avoir paſſé l'Unſtrut. Ce fut là que cet officier Général, ſe conformant aux ordres du Prince de Soubiſe, arrangea, ſur les diſpoſitions de ce Général, l'Etabliſſement des quartiers d'hiver. Il fut comme decidé alors, que la ville d'Eiſenach formeroit la droite de l'Armée de Richelieu ; & que celle de Soubiſe feroit, ainſi que je viens de l'obſerver, ſoit dans la Wetteravie, ſoit dans le comté de Hanau. La Reſerve du Duc de Broglio fut, alors, réfondüe dans la grande Armée.

Les diſpoſitions ordonnées par le Prince de Soubiſe, & préparées par le Comte de Maillebois, ne purent avoir lieu ; parceque les Hanovriens & les Heſſois, exécutant les projets antérieurement formés par les Cours de Londres & de Berlin, commencèrent des hoſtilités aux environs de Harbourg. La circonſtance leur étoit d'autant plus favorable, que toute l'Armée de Richelieu venoit d'entrer dans ſes quar-

tiers d'hiver, & qu'il n'étoit pas aiſé de raſſembler, ſur le champ, des troupes diſperſées en tant d'endroits. Le Maréchal de Richelieu prit les précautions les plus ſages, pour ſe mettre à l'abri d'une inſulte, & le Marquis de Pereuſe Maréchal de camp, qui commandoit dans Harbourg, annonça, par ſa bonne contenance, qu'il ne ſe rendroit pas aiſément. L'Armée du Prince de Soubiſe occupoit, à peine, les quartiers que ſon nouveau Maréchal des logis venoit de lui marquer; On apprendra, avec plaiſir, que les talens ſupérieurs de Monſieur de Vaux, le firent ſuccéder au Comte de Revel. Le quartier du Prince de Soubiſe étoit à peine établi à Hanau, que la conduitte des Hanovriens engagea la Cour de France, à ordonner à ce Général, de ſe porter, avec ſon Etat-Major, à Caſſel, pour y prendre le commandement de la Heſſe; cela devenoit d'autant plus important, que ce Landgraviat, compoſé de ſujets turbulens, avoit beſoin, pour les contenir, d'un Chef auſſi ſage que ferme: on ſait que

ce

ce païs eſt rempli de français refugiés; ardens à deffendre leur Secte, & toujours prêts à ſe venger de la révocation précipitée de l'Edit de Nantes, on les a vû plus d'une fois ſoulever la Regence contre leurs compatriotes ; le Heſſois, d'ailleurs, réunit par un mélange affreux la bravoure à la barbarie, & l'inſolence à la perfidie.

Le Prince de Soubiſe, que les circonſtances les plus urgentes appelloient à Caſſel, partit le ſept pour établir ſon quartier dans cette ville ; il laiſſa ſeulement quelques Bataillons dans le comté de Hanau. Le Marquis de la Chétardie Lieutenant-Général, eut le commandement de cette place ; mais une indiſpoſition, qui l'a conduit au tombeau, détermina le Prince de Soubiſe, à remettre par Interim l'autorité entre les mains du Marquis de Salles ; ce Général à la tête d'une nation auſſi rémuante que les Heſſois, a ſcû la contenir. Le comte de Lorges Lieutenant-Général, a ſuccedé au Marquis de la Chetardie : on dira, en paſſant, que cet homme, après avoir

joüé un Role important dans l'Europe, eſt mort ignoré; ſort ordinaire de ceux qui s'éloignent de la Cour par philoſophie ou par néceſſité.

Il eſt tems de retourner à l'Armée de Richelieu, dont les operations deviennent intereſſantes, graces à l'infidélité des Hannovriens & des Heſſois.

Immédiatement après l'affaire de Rosbach, le Roi de Pruſſe penſa qu'il étoit tems de faire mouvoir les reſſorts, qu'il préparoit depuis deux mois; perſuadé que l'Armée de Richelieu, viendroit reparer l'Echec du cinq Novembre qu'elle auroit pû parer, il donna le ſignal de la revolte: on ne peut nommer autrement le procedé des Hanovriens. Infidèles à une Convention qu'ils devoient reſpecter, on les a vû paſſer les limites de leur ſeparation, & marcher en force contre les français: cette démarche inſpirée par la Cour de Berlin, & soutenüe par celle de Londres, n'a étonné perſonne; il y a des Nations dont la Bonne-foi ſurprendroit, les anglais ne ſe pi-

piquent pas de causer de ces sortes d'étonnemens.

Le Roi de Prusse ne voulant point qu'on ignorât, qu'il étoit le Dieu de la machine qu'il faisoit mouvoir, envoya, avec l'agrément de la Cour de Londres, le Prince Ferdinand de Brunswick, pour prendre, en chef, le commandement de l'Armée Hannovrienne & de ses Alliés. Cette prérogative appartenoit, de droit, au Baron de Spörcken, Général-Lieutenant des troupes de Hanovre; j'ignore si les anglais lui ont fait l'honneur de croire, qu'il étoit incapable de servir leur mauvaise foi. Le vingt-quatre le Prince Ferdinand de Brunswick arriva à Stade, & il passa de là à l'Armée, où il reçut le serment des Hannovriens & de leurs alliés. Les Brunswicois refusèrent de prêter ce serment; les Hessois même firent mine de vouloir les imiter: mais personne n'a dû être la duppe de cette fausse Politique, l'ouvrage de leurs Souverains respectifs.

Ces Princes ont crû, que le réfus simulé de prêter le serment au Prince

Ferdinand de Brunſwick, feroit penſer à la France, que leurs ſujets, fidèles à la Convention, ne la violoient que par une force ſuperieure, & par là ils ſe flattoient, ſans doute, que le Maréchal de Richelieu auroit pour leurs païs les égards qu'on doit à des Etats qui ne ſont point Ennemis. Les Heſſois, ſurtout, ſe ſont rendûs indignes des moindres ménagemens; l'eſprit de revolte qui anime la Regence de Caſſel, auroit pû avoir des ſuittes funeſtes, ſi le Prince de Soubiſe, dont ils ſont forcés de ſe loüer, ne les avoit contenus.

Tandis que les Hanovriens s'aſſembloient, le Maréchal de Richelieu envoyoit des ordres aux troupes, qui ſe portoient ſur la Lippe pour y hiverner, de rétrograder, & d'avancer vers la Wumme; lui-même alloit vers Harbourg; & le Marquis d'Armentieres marchoit avec un corps de troupes, pour examiner les mouvemens qu'on craignoit que le Roi de Pruſſe ne fît du côté d'Halberſtadt.

Le Prince Ferdinand de Brunſwick ayant formé le projet de s'emparer d'Harbourg, ſe porta lui-même, le vingt-huit, avec toute ſon Armée ſur cette ville; de là il envoya un détachement près de Bremen, après avoir laiſſé du monde dans Bourg & Vegſac.

Le Marquis de Pereuſe, Maréchal de camp, qui commandoit dans Harbourg, abandonna la ville, où il ne pouvoit tenir, & ſe retira dans le chateau avec ſa garniſon, compoſée du Régiment de la Rochaymond Infanterie, & de Wirtemberg cavalerie; ſommé de ſe rendre, il répondit ce qu'on devoit attendre, c'eſt-à dire par des coups de canon: les Hanovriens y ripoſterent aſſez vivement, pendant trois jours; mais le Prince Ferdinand de Brunſwick, informé que le Maréchal de Richelieu marchoit, ne laiſſa que deux mille hommes devant Harbourg, & fit mine de ſe porter en avant.

Le Général français prit le quatre Decembre ſon quartier à Zell, où il avoit ordonné aux troupes diſperſées de

ſe raſſembler, le plûtôt, qu'elles pourroient; celles qui occupoient des quartiers, où il n'étoit pas poſſible de tenir, ſe retirèrent de Weitzen, de Bodewick, & de Lunebourg, à meſure que le Prince Ferdinand avançoit en force.

Tandis que les troupes françaiſes, aux ordres du Marquis de Villemur, ſe portoient ſur Zell, le Marquis de Caraman, qui couvroit le flanc gauche de l'Arrière-Garde, fut attaqué par un corps de Cavalerie d'environ treize cent hommes; ce Colonel, qui n'avoit que ſon Régiment de Dragons & cent quatre vingt Chaſſeurs de Fiſcher, fit mettre pié à terre à ſes Dragons, les rangea en Bataille, & repouſſa l'ennemi avec tant de valeur, qu'il le contraignit de ſe retirer, avec une perte très conſiderable. Le Marquis de Caraman, dont on ne peut trop loüer la conduitte, n'a perdû qu'un Capitaine de ſon Régiment, & une quinzaine de Dragons. Les Chaſſeurs de Fiſcher ont dignement ſecondé les Dragons, & leurs Officiers meritent des éloges & des re-

com-

compenſes. Le Roi ſatisfait des manœuvres du Marquis de Caraman l'a fait Brigadier de ſes Armées. On ajoutera, que toutes les graces que ce colonel a demandées à la Cour, pour tous les Officiers de ſon Detachement, ont été accordées.

Le Marquis de Villemur arriva le neuf à Zell; mais comme le Maréchal de Richelieu n'étoit pas encore aſſez en force pour marcher au Prince Ferdinand de Brunſwick, on reſolut d'attendre le reſte des troupes qui étoient en marche. Le douze, les chaſſeurs du Comte de la Lippe, (petit ſouverain, qui a la manie des grands Princes, & qui voudroit acheter leur celebrité, n'importe à quel prix) parurent à une lieüe de Zell, & eſcarmouchèrent, pendant tout le jour, avec les Volontaires de Haynaut & ceux aux ordres de Mr. de Lanfrené. Le lendemain le Prince Ferdinand de Brunſwick, qui penſoit que le Maréchal de Richelieu n'étoit pas aſſez en force pour ſe ſoutenir dans Zell, fit avancer à la tête d'un des faubourgs de cette ville, qu'on

nomme *de Lunebourg*, un détachement très considerable, qu'il fit soutenir par toute son Armée. Ce faubourg n'étant susceptible d'aucune deffense, on ordonna aux troupes legères & aux Grenadiers qui l'occupoient de se retirer, & on fit mettre le feu à quelques maisons qui masquoient le debouché de la ville, on brula le pont en même tems. Toute l'Armée Hanovrienne arriva l'après-midi sur les hauteurs du faubourg de Lunebourg, & elle y campa. Le Maréchal de Richelieu, qui craignoit quelque surprise, prit le parti de faire passer la nuit au bivac, à son Armée, qui n'étoit encore composée que de quarente quatre Bataillons & quarente-deux Escadrons.

Tandis que les Armées étoient en presence, le Ministère Britannique, accoutumé à ne publier ses pretendus griefs, qu'après avoir essayé de se venger, distribua, alors, dans le public, une espéce de Manifeste, pour tâcher de justifier son odieuse conduitte. Je laisse à l'Observateur hollandois le soin de pulveriser cette piéce vicieuse en tous ses points. Le ton de verité que j'ai pris, en écrivant

cet-

cette hiſtoire, ne me permet pas de diſſimuler, que ſi on avoit répandû plus de clarté dans la convention de Cloſter-Seiven, on auroit donné moins de priſe à la mauvaiſe foi des anglais. On repéte que la violation, dont on ſe plaint, eſt l'ouvrage de ce peuple; les Hanovriens ne ſe ſont deshonorés qu'en ſe prêtant à l'infidelité de la cour de Londres, & plus encore aux vües du Roi de Pruſſe: ils ont penſé que le premier des articles ſeparés étoit aſſez louche, pour autoriſer les procedés odieux qui ont ſuivi; cet article que je ne puis me diſpenſer de raporter, eſt conçû en ces termes:

Convenû que S. E. M. le Maréchal Duc de Richelieu entend, que les troupes alliées ſeront renvoyées dans leur païs reſpectifs; & qu'à l'egard de leur ſéparation & diſperſion dans les dits païs, il en ſeroit traité par les cours, ne regardant pas les dittes troupes comme priſonnières de guerre.

Si les Hanovriens & leurs alliés ne ſont point priſonniers de guerre, que deviendront-ils? Leur ſera-t-il libre, ou non, de reprendre les armes? Voilà ce

qu'il étoit eſſentiel d'expliquer; mais quand on a de la probité, un article obſcur ne doit point engager à violer les conventions: on s'explique, & la bonne foi des Hanovriens devoit reparer les fautes de l'inattention du Général français; ils n'ignoroient pas les circonſtances & le but de cette Convention.

La garantie reſpectable du Roi de Dannemarck en avoit impoſé au Maréchal de Richelieu; un héros juge tous les cœurs d'après le ſien: le Géneral français connaiſſoit la nation anglaiſe, & cette opinion pouvoit lui donner des doutes; mais il reſpectoit trop l'engagement ſacré du Monarque Danois, pour penſer que la cour de Londres oſât jamais compromettre la foi d'un Roi, à qui l'Armée du Duc de Cumberland devoit ſon ſalut. Ce Prince, que cette circonſtance rend plus eſtimable encore aux yeux de l'Europe, arrive à Londres; on l'inſtruit du projet de violer la convention qu'il a ſignée, il rougit de cet attentat, & ſe demet de ſes emplois: voilà le vrai Héros!

Le

Le Maréchal de Richelieu ayant réuſſi à empêcher l'ennemi de l'attaquer, lorsque toutes les troupes françaiſes n'étoient pas encore raſſemblées, forma lui-même le projet de combattre le Prince Ferdinand de Brunſwick, auſſitôt que ſon Armée ſeroit reunie ſous Zell. La droite du camp français, raſſemblée ſur deux lignes, étoit appuyée au petit village de Weſterzell, la gauche tiroit au pont de Schaffeney, & le front ſe trouvoit couvert par la ville. Les mouvemens que le Maréchal de Richelieu jugea à propos de faire, le vingt & le vingt-deux, engagèrent le Prince Ferdinand de Brunſwick à garnir la rivière de Lacht, & à renforcer le village de Lachendorf, que ſes troupes occupoient; cette poſition ne derangeant point les projets du Général français, toujours determiné à attaquer les Hanovriens, il donna, le vingt-un, ordre au Duc de Broglio, de ſe porter, avec le corps qu'il commandoit, dans le Duché de Bremen, à l'effet d'agir ſur la Böhme, & d'y inquiéter l'ennemi, en tournant ſa droite, & en in-

interceptant ſes convois; les deux jours ſuivans l'Armée fit differens mouvemens pour jetter l'allarme ſur la gauche & ſur la droite des hanovriens.

Le lendemain devoit être un jour deciſif, tout annonçoit une Bataille, & les diſpoſitions du Maréchal de Richelieu n'en laiſſoient pas le ſuccés incertain; mais la fuitte des ennemis termina tout. Le Maréchal de Richelieu envoya le vingt-cinq à leur pourſuitte tous les detachemens qui étoient en état de marcher & de ſupporter les rigueurs d'une ſaiſon affreuſe. La précipitation d'une retraite qu'on peut appeller fuite, permit ſeulement de leur tuer cinq cent hommes; on leur fit aumoins autant de priſonniers. Les hanovriens marchant ſans prendre haleine, ſe retiroient ſur Lunebourg; le Maréchal de Richelieu voulant enfin procurer aux français, le repos qu'ils ont ſi dignement merité, fit toutes les diſpoſitions neceſſaires pour aſſurer la tranquilité des quartiers d'hiver, & il diſperſa ſes troupes de façon, que ſi les hanovriens renforcés par les ſe-

cours,

cours, que le Roi de Prusse leur a promis, pour venger Luther & Calvin, persónages fort étrangers dans cette querelle, s'avisoient de faire un mouvement, l'Armée françaiſe ſeroit raſſemblée au premier ſignal.

Mais les quartiers, que le Prince Ferdinand de Brunſwick a lui-même fait prendre à ſon Armée dans des païs totalement devaſtés, demontrent que ce Général aime mieux leur voir ſouffrir la diſette, que de les expoſer à une mort certaine par l'intemperie de la ſaiſon.

Le Maréchal ayant presque rempli les ordres de la cour de Verſailles, eſt venû établir ſon quartier à Hanovre. Ce fut le vingt-huit, qu'après la deffenſe la plus belle & la plus intrépide, le Marquis de Pereuſe, ne pouvant plus tenir dans le chateau d'Harbourg, demanda à capituler; les hanovriens voulurent lui impoſer des conditions dures, mais il les rejetta avec un courage qui ne ſurprit point les ennemis, & ceux-cy ſe determinèrent enfin à lui accorder les honneurs de la guerre.

Les

Les troupes françaiſes compoſant la garniſon d'Harbourg, ſe ſont retirées dans les Etats de leur maitre, avec promeſſe de ne point ſervir, pendant le courant de cette guerre, contre le Roi d'Angleterre ni ſes alliés.

Laiſſons au tems à nous developper de nouveaux évenemens; ſans affecter ici le ton politique: je dirai que l'Europe parait encore ſur le point, de prendre une face nouvelle; on a lieu d'en être perſuadé, ſi l'on conſidere les efforts de la France, qui mettra jusqu'à trois cent mille hommes ſur pied, la fermeté des Etats de Suéde à maintenir la tranquilité de l'Empire, dont ils ſe ſont rendûs garants par le Traité de Weſtphalie, les deliberations que les hongrois, aujourd'hui ſi fidéles, prennent pour ſoutenir une Reine qu'ils idolatrent: ils ſe ſouviennent toujours avec attendriſſement, de ce moment où cette Princeſſe, tenant entre ſes bras ſon fils unique, qui venoit de naitre*, les haran-

* L'Archi-Duc ainé, ſi digne de remplir le trone des Romains, qu'il honorera bientôt.
Magna ſpes altera Romæ.

ranguoit en latin, & baignoit de pleurs l'objet de ſes tendres allarmes, pour qui elle venoit reveiller l'amour d'une Nation guerrière ; les hongrois ne repondirent à leur Reine qu'en tirant leur ſabre, qu'ils bruloient déjà de tromper dans le ſang ennemi: reſolution magnanime, qu'ils vont renouveller, pour leur gloire. Joignons à cela l'acceſſion plénière de la Czarine au celèbre traité du premier mai mil ſept cent cinquante-ſix, les ordres que cette auguſte Imperatrice, ſi digne par ſes vertus & par la ſageſſe de ſon gouvernement, d'être alliée avec les Maiſons d'Autriche & de Bourbon, les ordres qu'elle a donnés pour que ſes troupes s'emparent, malgré la rude ſaiſon, de la Pruſſe, & pourſuivent la guerre au milieu de l'hiver, le procès qu'elle fait faire au Général Apraxin, presque convaincu d'en avoir plus crû les guinées de l'Angleterre, que les interêts ſacrés de ſa Souveraine, les mouvemens de la cour d'Eſpagne trop ſage pour ne pas contenir les pirateries de celle de Londres, la reſiſtance prudente des Hollandois, qui, conſtans dans une neutralité qui fait leur bonheur & leur richeſſe, reſiſtent aux ſuggeſtions du Roi de Pruſſe qui veut allarmer leur croyance, & aux inſtigations de celui d'Angleterre qui réclame des traités qu'il n'a

que

que trop violés. Tout enfin ſemble annoncer une campagne meutrière, dans laquelle Frederic accablé par le nombre, après avoir ſoutenû avec éclat les efforts de presque toute l'Europe réunie contre lui, ſera enfin contraint d'implorer la voye paiſible de la négociation. Ce Prince obligé de faire des ſacrifices, ſera moins puiſſant, il eſt vrai, mais toujours auſſi grand.

Les muſes fugitives, qui regrettent le commerce d'un Roi qu'elles aiment, reviendront embellir les jardins de *Sans-Souci*, ou le Palais de *Potsdam*; Frederic qui a aſſez combattu, pour l'éclat de ſon nom immortel, vivra alors pour le bonheur de ſes ſujets qui l'adorent; la tranquilité, de ſes voiſins qui l'admirent, & la gloire du monde, qui verra en lui l'honneur du trône & l'amour des arts.

F I N.



A. M. S.

A. M. S.

Recevez cet Ecrit, reſpectable *Sophie*,
Vous qui joignez à l'heureux don
De l'aimable Philoſophie,
L'art précieux d'embellir la Raiſon ;
Et qui, loin des apprêts de la Coqueterie,
Fuyez l'inſipide jargon,
Et la froide monotonie,
Qu'on nomme, fauſſement, le ton
De cet Etre appellé *la bonne compagnie*,
Dont je vois qu'en tous lieux on uſurpe le nom.

J'ai offert, à l'amitié, les deux premiéres parties de cet ouvrage ; je rougirois qu'un autre ſentiment m'arrachât l'hommage de la troiſiéme.

Laiſſons là ces auteurs, dont le métier fatal
Eſt d'encenſer dans de froides Epitres,
La pourpre ou le manteau ducal.

L'honneur & la vertu, ce ſont là les vrais titres :
Je ſais, qu'avec eux ſeuls on n'eſt pas introduit
A *Malte*, ni dans ces Chapitres
Où le Rang, quelques fois, ſe paſſe de l'Eſprit ;
Mais ce bizare orguëil n'éblouït le ſage :
Le merite d'un Grand, fixe ſeul ſon homage ;
Et ſi ce Grand eſt ſans vertus,
Sa nobleſſe, à mes yeux, eſt un vicè de plus.

Tels ſeront toujours mes ſentimens ; je ſerois indigne de votre Eſtime, ſi j'avois la baſſeſſe d'en admettre d'autres.

J'ay l'honneur d'ètre,

M. C. S.

Votre très humble & très obéïſſant ſerviteur,

Chevrier.

AVERTISSEMENT

Qu'on doit distinguer d'une PREFACE; c'est-à-dire qu'il est fait pour être lû.

Depuis la troisième Edition de l'histoire de la Campagne de l'Armée combinée, il à parû quelques critiques. L'une est, dit-on, du Sieur Mayer, *Medecin de la ville de Deux ponts: cet homme, qui pour le bonheur du genre humain, n'exerce point son metier, a prétendû que mon Ouvrage ne pouvoit rien valoir, parceque j'étois catholique. Je veux croire que ce reproche pourroit être fondé, s'il s'adressoit à un auteur qui écrit sur des matières de Controverse; mais en fait d'histoire purement militaire, la croyance d'un Ecrivain est aussi indifferente à son stile, que la couleur de l'habit qu'il porte; je pense qu'un Protestant peut faire un bon Ouvrage, & qu'un medecin seroit capable de donner une critique judicieuse, s'il s'eeartoit du ton que le Sieur* Mayer *a pris.*

L'autre parait plus importante: inserée dans les deux gazettes allemandes que la Regence de Berlin *publie toutes les semaines, je l'avois d'abord attribuée aux nommés* Kraufs & Liberzuhm, *vils gazetiers payés*

par le Ministére, pour dire des injures à la France, des fadeurs à l'Angleterre, & des mensonges à l'Allemagne ; mais on m'écrit de Berlin, que la Regence a fourni, elle-même, cet article. Cela n'étonnera point ceux qui connoissent le Roi de Prusse & ses Ministres.

Il y a longtems qu'on sait, que Frederic, né avec des talens superieurs, embrasse tout. Ce Monarque, duquel on peut dire avec verité, ceque Boileau disoit, peut-être avec adulation, de Louis XIV.

Qu'à l'exemple des dieux
Il voit tout, par luy-même, & fait tout par ses yeux.

Le Roi de Prusse a des Ministres dans sa Cour, comme il a des Chapelains dans ses Armées ; espéce d'hommes qu'on paye pour ne rien faire : mais sa Majesté voulant donner à la Regence de Berlin des marques essentielles de ses bontés, luy permet gracieusement d'employer ses veilles à la composition de la Gazette ; occupation importante, digne d'un Ministère aussi éclairé. On dit que nous avons, en France, une Academie de Savans, qui dédaignant des frivolités de la phisi-*

* Voiez les Memoires de Troyes.

phiſique, s'attachent, utilement, à commenter les gazettes qui courent dans l'Europe; cette ſocieté eſt, probablement, l'Ecole politique, dans laquelle les jeunes gens qui aſpirent au Miniſtère de Berlin, viennent ſe former.

On me permettra, cependant, d'obſerver ici, que ces Meſſieurs ont mal ſervi les interêts de leur Maître, en me critiquant moins ſur ce que j'avois dit, que ſur ce que j'avois à dire. En effet il y a beaucoup de maladreſſe en détaillant l'affaire d'Halberſtadt, qu'ils ont exagérée, de prévenir que j'aurai l'impudence *de colorer encore, la conduite des François, & d'excuſer* une entrepriſe où l'on couroit plus à l'argent qu'à la gloire: action heroïque, *pourſuit ironiquement le Miniſtère de Berlin,* digne des Liberateurs de l'Allemagne & des Deffenſeurs du genre humain.

En voulant prevenir contre moi le Public ſur l'affaire d'Halberſtadt, dans laquelle le Maréchal de Richelieu & le Marquis de Voyer n'ont point été menagés, on a bien ſenti que je ramenerois les choſes à l'exacte verité, & que pulveriſant les relations de la Regence de Berlin, je ferois voir que ces Miniſtres ne

ſont pas même en état de faire des gazettes, Privilége important, que le Roi de Pruſſe pourra bien leur retirer.

La première fois que ces Meſſieurs m'honorérent de leur attention, je trouvai le trait plaiſant, & je voulûs même envoyer un Ecû aux gazetiers, pour m'avoir fait rire à mes depens; mais aujourd'huy on employe des expreſſions indécentes contre la Nation, & contre l'auteur qui écrit l'hiſtoire des operations, ſur les Mémoires que les Generaux luy fourniſſent. Ce Parti affiche de l'humeur; les Gazetiers ne doivent jamais en montrer: que la Regence de Berlin écrive des nouvelles, c'eſt ſon lot; mais qu'elle n'en publie point de fauſſes, où qu'elle craigne d'être encore démaſquée.

HISTOI-

HISTOIRE
DE LA
CAMPAGNE
DE
Mil ſept Cent Cinquante huit;

Contenant

Le detail important des Operations des trois premiers mois de cette année.



On a vû dans le dernier volume de ces Mémoires hiſtoriques, que le Maréchal Duc de Richelieu ayant forcé l'Ennemi d'abandonner l'Aller, ſon premier ſoin avoit été de faire cantonner ſes troupes, excédées par les fatigues d'une campagne penible. Ce General vint le premier Janvier mil ſept cent cinquante huit, avec douze mille hommes, établir ſon quartier à Hanovre; les differentes poſitions qu'il avoit fait prendre à ſes troupes, devoient le rendre maître de tout le cours de l'Aller, depuis le Wezer juſqu'à l'Ocker.

L'Evénement vient de montrer, qu'on s'étoit trompé dans cet arrangement, ou dumoins, que lorſqu'on la fait, on

n'avoit pas prévû tout; origine malheureuſe d'une Evacuation, ſur laquelle la cour de Verſailles ne pouvoit compter. Mais reprenons, ſans partialité, le fil des Evenemens, & continuons à être vrai; c'eſt, ſans doute, le moyen de déplaire à quelques uns, mais on ne veut icy meriter que le ſuffrage des honnêtes gens, qui aiment la verité.

Le Maréchal de Richelieu établi à Hanovre, porta ſes regards ſur la poſition des Ennemis, & ſes obſervations produiſirent deux manœuvres, que je détaillerai bientôt. Pendant que les Armées jouïſſoient d'un repos qu'elles tentoient, à chaque inſtant de troubler, les negotiations relatives aux differens objets de cette Guerre occupoient pluſieurs Cours. Pluſieurs millions, que des amis des Cours de Londres & de Berlin ſont violemment ſoupçonnés, d'avoir voulû faire paſſer aux Pruſſiens & aux Hanovriens, furent tranſportés le quatre à Wezel, où ils doivent reſter en depôt, juſqu'à ce que ſa Majeſté Très-Chretienne en ait decidé la reſtitution ou la confiſcation. Les Etats Generaux ont pris part dans cette

cette affaire, ſous le prétexte, que cet argent formoit des remiſes que des Negotians d'Amſterdam expedioient à Hambourg; mais quelque conſiderable que ſoit le commerce de cette ville celébre, il ne comporta jamais en une ſeule fois, des ſommes auſſi fortes que celles qu'on a ſaiſies. On doit la priſe de cet argent à l'activité de Mr. de Beauregard de Belle-Isle, Commiſſaire des Guerres, chargé de la police des Troupes qui ſont à Osnabruck.

Le Roi de Pruſſe, dont la ſagacité embraſſe tout, avoit penſé que l'Avénement d'un nouveau Sultan à l'Empire Ottoman, étoit une circonſtance dont il pouroit profiter contre l'Impératrice-Reine & la Czarine; pour cet effet on a eſſayé d'inſpirer de l'ombrage au nouveau Sultan: mais on n'a pas réuſſi à luy faire prendre le change, & cet Empereur a parû beaucoup mieux informé qu'on ne vouloit qu'il ne fût; en effet, le Roi de Pruſſe ne penſoit guères qu'un Prince enfermé depuis ſa naiſſance dans une priſon, où pour tout amuſement on luy avoit permis de faire des ſouliers,

liers,* connût, quinze jours après ſon avénement au trône, la vraie ſituation de l'Europe. Son humeur pacifique, & le caractére d'équité, dont il ne ceſſe de donner des marques, font eſperer aux deux Puiſſances, contre leſquelles on vouloit l'aigrir, un voiſin qui ne dementira point les vuës de ſon Prédéceſſeur.

Tandis que la Cour de France, toujours fidelle à ſes engagemens, & conſtante dans ſes Traités, faiſoit paſſer trente mille hommes de milice dans l'Electorat d'Hanovre, elle ordonnoit les diſpoſitions neceſſaires pour qu'on aſſemblât, promtement, une Armée de vingt-quatre mille hommes, deſtinée à operer dans la Bohême. Le Prince de Soubiſe la commendra en chef: tous les honnêtes gens qui le connoiſſent, en attendent les ſuccès, que ſa ſageſſe, & la liberté qu'il aura d'agir ſeul, doivent luy promettre.

L'Empereur, de ſon côté, uſant de l'autorité plénière qui reſide dans ſa perſon-

* C'eſt un uſage inviolable à la Porte Ottomanne, que tout Prince du ſang imperial eſt obligé d'apprendre un métier; le Sultan dernier mort, faiſoit des filets de pêcheur, celui-cy étoit cordonier.

ſonne, remplir avec un zèle prévoyant la qualité de pere de l'Empire, qu'il mérite à ſi juſte titre. Le nouveau Decret que je vais extraire, prouve combien ſa Majeſté Imperiale eſt attentive à ſecourir les Membres de l'Empire opprimé.

C'eſt ainſi que François I. parle à la Diette de Ratisbonne ; „ on n'apperçoit
„ que trop clairement, le deſſein formé
„ par le Roi de Pruſſe, Electeur de Bran-
„ debourg, de porter ſa *Rebellion* jusqu'-
„ au dernier période ; il eſt, par conſe-
„ quent, neceſſaire de s'y oppoſer par
„ tous les moyens poſſibles, & de faire
„ ſervir à cet uſage, toutes les forces
„ qu'on peut y emploier. Sa Majeſté
„ Impériale par ſon Reſcrit du trente-un
„ mai mil ſept cent cinquante ſept, a
„ déja averti les Cercles du haut-Rhin
„ & de Soüabe, du projet que le Roi de
„ Pruſſe Electeur de Brandebourg, ſem-
„ bloit avoir formé, de faire des irruptions
„ ſucceſſivement, dans tous les Etats de
„ l'Empire, pour tirer d'eux, en les ra-
„ vageants, des nouveaux ſecours, con-
„ traindre leurs ſujets ruïnés à prendre
„ parti dans ſes troupes, & cauſer, par
„ ce

„ ce moyen, la perte totale de l'Empire.
„ Sa Majesté Impériale s'attend donc,
„ que les Electeurs, Princes & Etats de
„ l'Empire, en general, & chacun d'eux
„ en particulier, persisteront dans le zèle
„ qu'ils ont fait paroaître jusqu'à présent,
„ & qu'ils redoubleront leurs efforts,
„ pour donner au General de l'Empire
„ les secours nécessaires pour l'entretien
„ des Troupes, & tout ce qui est requis,
„ afin de s'opposer avec toute la vigueur
„ possible à un *Electeur qui menace tout*
„ *l'Empire* &c.

Ce n'est point icy le langage de la passion, c'est un Chef de Famille qui parle à des Enfans qu'il aime, & qu'il veut garentir des périls dont ils sont menacés. Il parait déja, que le Corps germanique, sensible à cette attention, fait les plus grands efforts pour justifier qu'il en est digne.

J'ai dit que le Marechal de Richelieu, en observant la position que les Ennemis tenoient, dans les premiers jours de Janvier, avoient medité deux opérations, qui pouvoient également les inquiéter ; je veux parler d'Halberstadt & de Bremen.

Le

Le Projet de la prémiere Entreprise fut donné par le Comte Turpin, dont j'ay déja parlé dans les deux premières parties de cette histoire; homme singulier, qui dans les horreurs de la Guerre, qu'il fait avec distinction, compose des vers dignes de nos plus grands Maitres.

L'Expédition d'Halberstadt, contre laquelle le Ministére, réuni aux gazetiers de Berlin, a déclamé avec tant d'indécence, mérite d'être détaillée. Les Prussiens ont voulû, dans leur écrit, exciter la pitié; je ne prétens interesser ici que la verité: on verra que, malgré les apostrophes dont la Regence de Berlin daigne m'honorer, je suis incapable de dissimulation.

Le Maréchal de Richelieu voulant tout-à la fois faire prisonniers près de trois mille hommes qui étoient dans Halberstadt, faire payer les Contributions que cette ville redevoit, assurer la tranquilité des quartiers dans la partie de Brunswick & de Wolfenbuttel, & inquiéter en même tems les Prussiens, chargea le Marquis de Voyer, Maréchal de Camp, de cette Expedition importante.

Il eſt à remarquer, que cet Officier general, à qui le Maréchal de Richelieu communiqua le Projet, dont il vouloit le charger, fit, pour en aſſurer le ſuccès, les mêmes diſpoſitions que le Comte Turpin avoit precédemment meditées: *vous verrez mon cher Turpin, que les diſpoſitions de Monſieur de Voyer ſont conformes à votre plan.* *

Le Marquis de Voyer partit de Wolfenbuttel où il commandoit, avec onze Bataillons, trente ſix piquets, deux regimens de Cavalerie, & les houzards de Turpin.

Le dix toutes ces troupes furent portées ſur le haut-Ocker, de façon quelles barroient tous les chemins, & ſuſpendoient toute communication qui eût pû décéler le projet. Le même jour, à l'entrée de la nuit, elles furent miſes en mouvement ſur trois colonnes.

Celle de la droite aux ordres du Comte Turpin, celle du centre (que la gazette publiée par la cour de France a miſe mal-à propos ſous le commendement du Marquis

* Regître des minuttes de lettres du Maréchal de Richelieu, du mois de Janvier 1758.

quis de Langeron) étoit aux ordres de Monſieur de Baxéra, Officier dans les troupes de l'Imperatrice Reine *roulant* avec les brigadiers. Il eſt vrai que le Marquis de Langeron devoit commender cette colonne; mais ſa ſanté ne luy permit point de ſuivre ſon inclination. Le Marquis de Voyer marchoit avec cette colonne. Celle de la gauche, étoit aux ordres du Vicomte de Belſunce, Brigadier des Armées, & Colonel du Regiment d'Infanterie de ſon nom.

Le Comte Turpin avoit ſous luy le Regiment de Royal Baviere Infanterie, & celui de Moutiers Cavallerie, avec trois cent houzards de ſon Regiment, quatre Compagnies de Grénadiers & huit piquets, qu'on avoit faits ſortir le Goslar, ville de la baſſe Saxe, remarquable par la découverte dangereuſe qu'un Moine y fit de la poudre à canon.

Cette colonne déboucha de Schalden, & dirigea ſa marche par Stapelnbourg, Dechrembourg; &, laiſſant le ruiſſeau d'Hottheim ſur la gauche, il devoit ſe porter vis-à vis la porte d'Halberſtadt, qu'on nomme Quedlinbourg. La colonne du centre

centre étoit composée de deux bataillons autrichiens du regiment de Condé infanterie, des grénadiers royaux de Bergeret, & du Regiment de Berri cavalerie, avec cent houzards de Turpin, & un détachement du corps royal ; elle deboucha par Hornbourg, & dirigeant sa marche par Osterwick & Zillingen, elle devoit se porter à la porte d'Halberstadt, qui est en face du chemin d'Osterwick; quatre piéces de canon & un petard devoient servir à faire sauter cette porte.

Le Vicomte de Belsunce avoit, à la colonne de la gauche, les quatre bataillons de son regiment, six compagnies de grenadiers, vingt piquets, & quatre cent maitres, qu'on avoit tirée de Brunswick. Cette colonne deboucha d'Achum, & dirigeant sa marche par Kowisdam, elle devoit, en laissant les bois d'Huisbourg à sa droite, passer le ruisseau d'Hottheim au-dessous d'Halberstadt, & s'en aller masquer la porte qui va à Groningue.

Ces trois colonnes débouchèrent, en même tems, à l'heure marquée; &, comme je l'ai observé plus haut, le Marquis de Voyer marcha à celle du centre, le Com-

Comte Turpin arriva avec ſes troupes à ſix heures du matin à ſa deſtination ; mais les deux autres colonnes rencontrèrent en chemin des glaces, qui leur causèrent un retard ſi conſiderable, qu'elles ne purent arriver que le onze à midi.

Les Pruſſiens, cependant, étoient fort tranquilles ; une de leurs patroüilles qu'ils avoient envoyée juſqu'à Oſterwick, vint leur dire qu'il n'y avoit rien de nouveau ; & ce rapport ne ſervoit qu'à redoubler la ſécurité dans laquelle ils étoient : mais une ſeconde patroüille ayant trouvé à la pointe du jour l'Avant-garde du Corps commendé par le Comte Turpin, alla répandre l'allarme dans Halberſtadt. L'Ennemi ſe détermina d'évacuer la ville ; mais non pas avec la précipitation qu'on a mal-à-propos affecté de lui attribuer. Les Pruſſiens, qui vouloient aſſurer leur retraite ſur Aſchersleben, firent ſortir leurs houzards par la porte de Quedlinbourg, & les envoyèrent ſur les troupes du Comte Turpin ; ces houzards chargèrent effectivement les François, & firent les plus grands efforts pour les

contenir, jusqu'à ce que la ville d'Halberstadt fût totalement évacuée.

Le Comte Turpin, qui ne fut point la dupe de cette manœuvre, jugea bien qu'elle ne servoit qu'à faciliter la retraite; & voulant s'assurer, positivement, de la route que les Prussiens alloient prendre, il fit charger vertement leurs houzards, qui occupoient une créte, qu'il importoit de gagner. Ceux-cy, obligés d'abandonner ce poste, le Comte Turpin y avança promtement, de sa personne, & s'apperçut que les Ennemis étoient en pleine marche sur Ascherslebén; ses troupes entrèrent dans la ville à huit heures & demie du matin, & s'emparèrent des cinq portes.

Le grand objet de cette expédition, qui regardoit la prise des trois mille hommes qui étoient dans Halberstadt, a été manqué, par le malheureux retard des deux autres colonnes. Si celle du centre & la gauche avoient eû le bonheur d'arriver en même tems que celle du Comte de Turpin, il ne se seroit pas échappé un seul prussien. Le Marquis de Voyer arriva vers midi, ainsiqu'on l'a deja obser-

vé;

vé ; & voulant ſuivre efficacement les inſtructions que le Maréchal de Richelieu luy avoit données, il tira deux cent mille Ecus d'allemagne, à compte des contributions que la ville d'Halberſtadt devoit aux François lorſque ceux ci l'évacuèrent un peû trop précipitemment. Cette ſomme excita les premiers murmures; les Bourgeois alléguèrent l'impoſſibilité de fournir des contributions auſſi exceſſives. Ce moyen, naturel à ceux dont on veut tirer de l'argent par force, fut inutilement & ſans doute fauſſement employé, puiſque la ſomme ſe trouva. Cette operation faite, le Marquis de Voyer fit diſtribuer aux troupes, par forme de gratification, ſoixante dix mille rations de pain, que les Pruſſiens n'avoient pû emporter, & il fit mettre le feu à un magazin conſiderable d'échelles toutes neuves, deſtinées, ſans doute, à quelque entrepriſe ſecrette.

Comme il étoit important d'empêcher les Ennemis de revenir s'établir dans Halberſtadt, le Marquis de Voyer fit abattre huit cent toiſes du mur qui formoit l'enceinte de cette ville; toutes les portes en

ont été brulées, & les pilaſtres qui les ſoutenoient furent abatus.

Cette expedition, & le départ de ſix citoyens que le Marquis prit en ôtages pour ſeureté dus ſurplus des contributions, excitérent de nouveaux cris: la Regence d'Halberſtadt les porta juſqu'au trône du Roi; mais ce Monarque, occupé à des grands objets, les renvoya au Miniſtère de Berlin, qui publia, à cette occaſion, la piéce éloquente dont j'ai parlé dans l'Avertiſſement.

Cette piéce, où les contributions ſont exagerées, ſans doute pour jetter des ſoupçons ſur le Marquis de Voyer, n'eſt pas digne de la moindre croyance. Cet Officier general a rempli ſa commiſſion avec autant d'intelligence que de déſintereſſement, & j'ai vû par les regîtres du Maréchal de Richelieu, que les deux cent mille Ecus, qui luy ont été remis le dix-ſept par le Marquis de Voyer, ont formé toute la ſomme que la ville d'Halberſtadt a payée; d'ailleurs ſi les relations de Berlin pouvoient en impoſer aſſez pour meriter qu'on les anéantît, le Temoignage du Sieur Dudick, homme qui joüit de la

con-

confideration la plus grande dans ſa patrie, & celuy des autres ôtages, ſuffiroient pour démentir des Ecrits dignes, ſeulement, d'être conſignés dans les faſtes mépriſables des gazetiers de Berlin.

La modération peut ſeule perſuader, & malheureuſement les Miniſtres ſubalternes de cette cour, ne la connoiſſent point: qu'ils apprennent, une fois pour toutes, que les détails exagerés, & toujours injurieux, nuiſent à leur maître, qu'ils croyent ſervir; ils peuvent, pour me remercier de l'avis que je leur donne, continuer à m'attaquer dans leurs Mémoires apologétiques: je declare, bien ſolemnellement, que je ne leur répondrai plus; le Public me ſauroit mauvais gré d'employer auſſi mal des veilles, qu'il veut que je conſacre à des objets plus dignes de ſon attention. Pourſuivons.

Le fort de Regenſtein étoit entré, pour quelque choſe, dans le projet de cette expedition; les François crurent avoir fait un coup de parti en y jettant des vivres pour ſix mois: précaution très inutile, comme on le verra plus bas.

Le Marquis de Voyer détacha le douze

le Comte Turpin avec une partie des troupes qui composoient sa Colonne, à Quedlinbourg, position de guerre, où il devoit contenir l'Ennemi retiré à Aschersleben. En y arrivant cet officier reçût une députation des bourguemaitres, qui luy demandèrent un état des sommes qu'il exigeoit. Le Comte Turpin repondit, qu'il ne vouloit, absolument, que la subsistance de la troupe, & une quantité suffisante de chariots à l'effet de transporter les matières qu'il vouloit enlever; mais il ajouta, qu'il prétendoit exempter le Chapitre des chanoinesses, de cette fourniture, par respect pour la Princesse Amélie, sœur du Roi de Prusse, qui en est abesse.

Frederic, toûjours sensible aux bons procedés, & distinguant l'homme aimable, & le guerrier honnête, de l'Ennemi, fit dire au Comte Turpin par le colonel Junkheim, qu'il étoit enchanté du bon ordre qu'il tenoit quand il étoit dans ses Etats; il est seulement à regretter, qu'un compliment aussi flateur ait été fait à cet Officier le jour même que son poste de Hornburg fut surpris, comme nous le dirons bientôt.

Le

Le Marquis de Voyer eut à - peine terminé l'Expédition d'Halberſtadt, qu'il vint à Hanovre en rendre compte au Maréchal de Richelieu, & retourna de là à Wolfenbutel, où il ſe flattoit ſans doute, de demeurer plus longtems; mais les précautions les mieux concertées ne ſuffiſent pas, quand on a un Ennemi tel que le Roi de Pruſſe. Ce Monarque, du ſein des plaiſirs tranquiles de Breslau, dirige ſes Armées, & il donne le mouvement aux Hanovriens.

La ſincérité avec laquelle on écrira ces Mémoires pendant toute cette Guerre, ne permet point de diſſimuler icy, que l'affaire d'Halberſtadt, contre laquelle le Roi de Pruſſe s'étoit plaint luy - même, anima les Hanovriens. Ce moment fut celuy où les deux Puiſſances renouvellèrent leurs cris contre les vexations qu'elles prétendirent que les Officiers - Generaux français commettoient partout; on ôſa même faire imprimer une Piéce volante ſous le titre de *Pirateries des françois dans l'Electorat d'Hanovre.*

Je ne parle point des chanſons qui coururent ſur la fin du mois de Janvier, c'eſt

une consolation qu'on doit laisser aux malheureux, quand elle ne passe point les bornes d'une gaieté honnète: lorsque le Cardinal Mazarin, qui joignoit à l'astuce italienne la Politique d'un Ministre, avoit fait publier un Edit bursal, il demandia à ses favoris ce qu'on disoit dans Paris; *on chante*, luy repondit on: *tant mieux*, repartit le Cardinal dans son Jargon, *s'ils chantent la cansonette, ils payeront.* Le vaudeville est la ressource des peuples qui n'ôsent en employer d'autres.

Sans prétendre donner icy l'apologie de la nation française, je dirai qu'il y a fort peu de tems qu'on luy fait le reproche d'aimer l'argent. Il faut tout dire, cette accusation n'est pas sans fondement.

De tous les vices, le plus bas est l'interêt; est il fait pour un peuple bien faisant & poli? non sans doute; aussi ne doit-on pas rejetter sur le Ministère les fautes de quelques particuliers, ou peut-être celles de leurs domestiques: je connois plus d'un Officier General qui s'est degradé par une complaisance servile pour un secretaire malhonnêt-homme.

Les friponneries d'un particulier qui jouït

joüit de la confiance d'un Commendant, ſoulévent les peuples; ils ſe plaignent: & comme l'exaction eſt toujours faitte au nom du maitre, l'Officier-General paſſe quelques fois, en ſe ruînant, pour une ame intéreſſée. J'ay vû dans la derniére guerre, l'Intendant d'une Armée vendre à Paris une maiſon, pour ſoutenir les dépenſes auxquelles ſa place l'obligeoit, & paſſer dans toute l'Armée pour un homme qui aimoit l'argent. Cependant cet Intendant dérangeoit ſes affaires, dans le tems même que les reproches du militaire étoient fondées; mais on devoit les addreſſer aux ſecretaires de ce Magiſtrat, ſur la probité deſquels il avoit trop compté.

Qu'on ne s'imagine pas, que vil Complaiſant des Grands, je veüille toujours rejetter l'argent que les Officiers-Generaux retirent des Païs ennemis, ſur la ſoupleſſe de leurs Secretaires; il en eſt, qui oublient qu'ils ſont français . . . Je m'arrête; mais ſi les plaintes continuoient, j'aime aſſez la vérité pour les faire reſſouvenir de leur devoir.

On n'exige point de tous les Officiers-

Generaux le desintéressement d'un Prince de Soubise, qui ne tire pas même ceque les ordonnances du Roi luy accordent ; mais on veut proscrire tout ce qui a l'air de la concussion, procedé odieux, que la Cour ignore & qu'elle réprime, dès qu'elle en est informée.

Le Roi de Prusse & les Regences de Hanovre & de Cassel, en se plaignant des françois ne pouvoient, tout au plus, citer que quelques particuliers, que sa Majesté Chretienne est bien éloigné d'autoriser, comme on a pû le voir; mais les Saxons, les sujets du Duché de Meckelbourg, & la ville d'Hildesheim, accablées de Contributions exorbitantes & de livraisons excessives, se plaignent uniquement contre le Roi de Prusse : la ruïne de ces différens Païs est l'ouvrage de Frederic; au lieu que les petites vexations dont on murmure, peut-être avec raison, ne sont que le crime de quelques particuliers.

On ôse suplier le Roi de Prusse, de vouloir bien considerer l'état actuel de la Saxe, avant de se plaindre des contributions que les Français tirent ailleurs. En

voilà

voilà assez sur un objet, que j'aurois bien voulû pouvoir passer sous silence. Reprenons le fil des opérations.

Le Maréchal de Richelieu fut informé le dix, que le Prince Ferdinand de Brunswick, avoit conçu le projet de s'emparer de Bremen, ville libre, ainsi que je l'ai dit dans le premier volume de cet ouvrage, & protégée par le Roi de Dannemarck.

Les Hanovriens, maitres de cette ville, empêchoient les François de soutenir leurs quartiers sur le bas Aller, & coupoient nécessairement la communication avec l'Oost-Frise; ces deux objets étoient trop importans, pour ne pas mériter toute l'attention du Maréchal de Richelieu; en consequence il envoya ordre au Duc de Broglio, de prévenir le Prince Ferdinand de Brunswick. Cet Officier-General fit marcher le quinze avant le jour au village de Walle, le Régiment de Cambresis, treize compagnies de grenadiers, deux Regimens de cavalerie, & le corps des Volontaires Royaux, aux ordres du Comte de Chabot, cet homme de guerre si distingué par sa bravoure & son intelligence, que l'on loüe toujours, &

& qu'on ne flatte jamais. Les chaſſeurs Hanovriens, qui étoient au village de Groppel, ſe retirèrent auſſitôt qu'ils virent le Chevalier de la Touche, Maréchal de Camp, déboucher du village de Walle, à la tête des troupes dont on vient de parler, & ſe replièrent ſur le village de Hoſſelhauſen, dont l'entrée étoit deffenduë par quelques troupes de cavalerie, & environ ſix compagnies d'Infanterie Hanovrienne. Après une Eſcarmouche aſſez vive entre les Chaſſeurs français & les hanovriens, ceux-cy obligés de traverſer le village de Hoſſelhauſen, ſe retirèrent avec précipitation. Le Chevalier de la Touche, qui vouloit connoitre les forces de l'ennemi, le ſuivit en homme de guerre, & tourna le village par la droite avec une diviſion des Volontaires Royaux. Cet Officier-General en eut à peine dépaſſé la hauteur, qu'il apperçut dans la plaine du village de Cramke un corps, qu'on évalua à deux mille hommes, & quelques troupes de cavalerie.

Le Duc de Broglio jugeant, avec raiſon, que les forces des Ennemis étoient ſupérieures aux ſiennes, ne trouva pas à pro-

propos de laiſſer dépaſſer Hoſſelhauſen par d'autres corps que celuy des Volontaires Royaux. Dans l'inſtant qu'on examinoit les mouvemens des Hannovriens, une troupe de cavalerie fit un mouvement, & demaſqua une batterie de ſix pièces de canon de Regiment, qu'ils tirèrent ſans fruit; une ſeconde décharge ſuivit cette prémiére, & ne fut pas plus heureuſe. Tandis que les Hanovriens s'imaginoient, que le Duc de Broglio leur en vouloit, celuy-cy ſoigneux de cacher ſon véritable deſſein, marcha à la fin du jour dans le fauxbourg de Bremen; &, ſans perdre de tems, il fit ſommer les Magiſtrats de recevoir les troupes françaiſes dans leur Ville.

Cette Requiſition ne fit point d'abord l'effet qu'on en avoit attendû; les Magiſtrats s'aſſemblèrent, & la populace, à la tête de laquelle marchóient cinq ou ſix femmes armées de pierres, s'atrouppa devant l'hôtel de Ville, en jurant qu'ils n'épargneroient ni citoyens ni Etrangers, ſi on recevoit les français.

Il y eût, pendant la ſéance des Magiſtrats, diverſes négotiations, & beaucoup

d'al-

d'alleés & de venuës de la ville au faux-bourg ; enfin à dix heures du ſoir on ſe détermina à remettre une porte au Duc de Broglio, qui la fit occuper ſur le champ par ſix Compagnies de Grénadiers.

Le reſte de la nuit fut employé par les Bourguemaîtres à travailler au logement des troupes, qui devoient entrer le lendemain ; le peuple, à qui tous ces mouvemens n'apprirent que trop ce qui ſe paſſoit, paſſa la nuit devant l'hôtel de ville, où il renouvella ſes murmures & ſes menaces. Le ſeize, à huit heures du matin le Duc de Broglio entra, avec une Compagnie de Grénadiers ſeulement. Son projet étoit de marcher à l'hôtel de ville, & d'y contenir la populace, & il le remplit avec ſuccès ; les femmes ne jurèrent plus, elles pleurèrent ; & on ſait qu'une femme qui pleure touche au moment de rire.

Le tumulte étant appaiſé, le Duc de Broglio ſigna avec les Magiſtrats *l'Accord* que je vais rapporter.

Article prémier : Comme l'occupation de la ville eſt faitte au nom de ſa Majeſté Imperiale, il s'entend qu'elle ne fera aucun

aucun préjudice à la liberté & immédiatéité de la Ville & du Territoire y appartenant, & à ſes priviléges.

Réponſe. L'Infraction de la Convention de Cloſter-Seiven, étant la ſeule raiſon qui oblige le Maréchal Duc de Richelieu à s'emparer de la Ville de Bremen, elle ne doit point douter que ſa liberté immédiate & celle de ſon Territoire, ainſi que ſes priviléges, ne ſoient conſervés par ſa Majeſté Imperiale.

Je me propoſe plus bas une obſervation ſur cette réponſe au premier article.

Article ſecond. Conſéquemment, le Gouvernement, la Religion & ſon exércice dans les Egliſes réformées, ainſi que dans le Dôme (c'eſt de ce nom qu'on appelle en Allemagne le principal Temple d'une ville) le Commerce tant par terre que par Eau; l'Etat politique, Eccleſiaſtique & militaire de la ville, ne ſouffriront aucun changement.

Réponſe. Accordé. Il ſera même donné des gardes les jours de fêtes, pour la tranquilité du ſervice, toutes les fois qu'elles ſeront demandées.

Article trois. Les paſſeports donnés

par

par le Sénat, tant pour les perſonnes que les marchandiſes & les hardes, ſeront reſpectés.

Réponſe. Accordé.

Article quatre. Les fortifications de la Ville demeureront en l'état preſent, ſans aucun changement.

Réponſe. Si on fait quelques changemens, ce ſera plûtôt pour les améliorer.

Article cinq. L'Arſenal de la Ville, ſes munitions, les canons, les magazins à poudre & à bléd & les attirails de guerre, appartenants à la ville, reſteront entiérement & pleinement â la ville.

Réponſe. L'Arſenal, les munitions, les canons,, les magazins à poudres, & le magazin à bléd, reſteront à Meſſieurs de la ville; les clefs de l'arſenal, ainſi que celles des magazins reſteront entre les mains de Meſſieurs les Magiſtrats: on y mettra ſeulement des gardes, pour la ſeureté de ce qui y eſt renfermé.

Article ſix. La ville ſera diſpenſée de loger les troupes françaiſes qui y monteront la garde.

Réponſe. On ne logera dans la ville que la quantité de troupes néceſſaires pour

pour la seureté; & les Magistrats peuvent être certains, que toutes les précautions seront prises, pour que les Logemens ne soient point à charge.

Article sept. On cèdera une ou deux portes de la ville aux troupes françaises, qui y monteront la garde, conjointement avec celles de la ville.

Réponse. Les troupes françaises monteront la garde aux portes, conjointement avec les troupes de la ville, mais à toutes les portes.

Article huit. Aussitôt que la situation présente des deux Armées dans notre voisinage changera, les postes, les fauxbourgs & le territoire de la ville seront evacüés, sans aucune prétention ou exécution, sous quelque prétexte que ce soit.

Réponse. Accordé, dès que les raisons de guerre ne le demanderont plus. Cette Réponse convient, en même tems, à l'article qui suit.

Article neuf. Les portes de la ville, les fauxbourgs & le territoire, seront evacués, dans le cas où le General de l'Armée française donnera une déclaration,

qui portera, qu'il ne veut plus occuper la ville de Bremen, & qu'il la laisse joüir de la neutralité.

Réponse. Répondû précédemment.

Article dix. On ne demandera à la ville ni portions, ni rations, ni subsistances, ni chauffage; tout sera payé en argent comptant, sans forcer la Bourgeoisie à la livraison.

Réponse. Tout sera payé en argent comptant par les Officiers. Pour ce qui est du chauffage, il sera nécessaire que les hôtes y pourvoyent, jusqu'à ce qu'on ait fait prendre des arrangemens par les Commissaires.

Article onze. Une exacte discipline sera observée parmi les troupes qui seront dans la ville, dans les fauxbourgs & le territoire.

Réponse. La meilleure & la plus exacte sera observée; je leur en donne ma parole d'honneur.

Article douze. Leurs Majestés, Impériale, & très Chrétienne, voudront bien procurer la seureté du Commerce, & garantir la ville & son territoire à la Paix prochaine en pleine Liberté & Immédiatéité,

téité, & Elles ordonneront qu'elle ſoit dédommagée de tout ce qu'elle a ſouffert pendant cette Guerre.

Réponſe. Accordé.

Article treize & dernier. On n'établira dans la ville ni dans les fauxbourgs aucun hôpital.

Réponſe. Accordé. On établira ſeulement dans un des fauxbourgs un hôpital ambulant, pour donner les premiers ſecours aux malades & bleſſés, qu'on fera tranſporter enſuitte dans les hôpitaux de Hoya ou de Verden.

Signé LE DUC DE BROGLIO.

Au Nom du Senat, D. SCHMIDT, L GRONING, J. DE MEINERTSHAGEN, J. NONNEN.

Au Nom de la Bourgeoiſie, F. H. KROST, H. MEYER, PIERRE WICHELHAUSEN, ANDRE' J. TREVISANUS.

J'ai dit que le premier article de cet *Accord* me fourniroit une obſervation. La Regence de Berlin va voir, que les héros que j'eſtime le plus, ſont ceux que j'épargne le moins, dès qu'il eſt queſtion de la vérité attachée à l'Hiſtoire.

L'Empereur, au Nom de qui on prenoit la ville de Bremen en dépôt, n'eſt point en Guerre avec les Hanovriens, qui faiſoient mine de s'en emparer; ainſi la poſſeſſion au nom de ſa Majeſté Impériale, étoit invalide; il faloit donc, pour conſtater la légitimité de cette poſſeſſion, que l'Empereur ne parût dans *l'Accord*, que comme Ennemi du Roi de Pruſſe, dont les troupes auroient pû occuper Bremen dans le deſſein de la livrer aux Hanovriens, ou, ce qui étoit plus ſimple, & ce que le Duc de Broglio avoit bien ſenti, il faloit tout uniment y entrer, avec les Réquiſitions ordinaires, au Nom de la France. La modération de cette Puiſſance, jointe aux circonſtances dans leſquelles on ſe trouvoit, juſtifioit cette demarche; mais je ſens, aiſément, combien l'eſprit patriotique, pour ne pas dire républicain, de ceux de Bremen, a été flatté de traiter avec un Empereur, & l'orguëil de cette ville a rectifié un Convention vicieuſe dans ſon principe.

L'Acte en queſtion ne fut pas plûtôt ſigné, que le tumulte ceſſa; les troupes entrèrent, le Bourgeois s'humaniſa, & les

les femmes devinrent beaucoup plus traitables. Le Baron de Wormſer, colonel du Régiment d'Alſace, & Brigadier des Armées du Roy, eut le commendement de Bremen. On dira, ſans flaterie, que cet Officier s'eſt comporté, dans des circonſtances auſſi critiques, d'une maniére qui luy a merité les regrets d'une ville qui avoit d'abord autant d'horreur pour les français que d'amour pour ſa liberté. Nous reviendrons, malheureuſement, dans peu, à parler de la conjoncture qui a entraîné l'évacuation de cette Place.

Le Duc de Broglio en laiſſant le Commendement de Bremen au Baron de Wormſer, alla prendre celuy de toutes les troupes cantonnées dans les environs; poſition importante, qui ſervoit à obſerver les mouvemens des Hanovriens.

Pendant ce tems, la Gendarmerie, qui avoit fait une Campagne aſſez douce dans le Landgraviat de Heſſe Caſſel, venoit de cette Province dans le Comté de Hanau. Il eſt fort à deſirer, que ce Corps celébre par ſa bravoure plus encore que par ſon ancienneté, agiſſe contre les Pruſſiens; ce ſont là des ennemis dignes de lui. L'Etat

major de ce corps celébre arriva le vingt deux dans la capitale du Comté de Hanau; & les differentes Brigades prirent leur quartier dans les Environs.

Les commencemens du mois de Fevrier amenèrent de nouveaux Evénemens. Le Comte Turpin, qui avoit rejoint ſon Corps après l'expédition de Quedlinbourg, n'eut d'autre ſoin que de l'établir dans ſes poſtes, tels qu'ils étoient avant ſon départ pour Halberſtadt; en conſéquence, il avoit mis deux cent hommes du Regiment de Royal-Bavière dans Hornbourg, & un Eſcadron de ſon regiment aux ordres de Mr. de la Coſte, Capitaine commendant de Royal-Bavière. Les Ennemis, pour ſe venger d'Halberſtadt, projettoient d'enlever ce poſte, qui étoit une lieue en avant de Schalden, où étoit le quartier du Comte Turpin; pour réuſſir dans leur projet, ils aſſemblèrent leur troupe ſur la Bode, & marchèrent par Aſchersleben, au nombre de quatre mille hommes: ils s'avancèrent juſqu'à Wettern, ſur le canal; & ils partirent, vers minuit, pour tourner le poſte d'Hornbourg. L'Officier qui y commendoit, fort

fort brave homme, mais peut-être trop confiant, négligea d'envoyer des patroüilles d'houzards, & Hornbourg fut entouré par les Hanovriens à cinq heures du matin; l'Infanterie parvint à y entrer, & le poste fut bientôt surpris.

La nouvelle en parvint au Comte Turpin une heure après. On connait son activité infatiguable; dans le moment il rassembla toutes les troupes, & marcha avec son Regiment aux Ennemis: il garnit Schalden des deux Bataillons de Royal-Bavière & poussa quatre piquets de ce Regiment à Isigérode, entre Schalden & Hornbourg, pour assurer sa retraite, en cas qu'il eût le dessous; il marcha, de sa personne, à Hornbourg, avec cequi luy restoit de son Régiment.

A son approche, il vit les Ennemis incertains & les armes flottantes; l'occasion luy parut décisive, & il ne balança pas; & il donna ordre à Mr. de Nordmann, Lieutenant colonel de son Regiment, d'attaquer les Ennemis dans Hornbourg: ce qu'il fit; & bientôt suivi par le reste du Regiment, il leur donna la chasse jusqu'à Osterwick. Cette poursuitte a été

ſi vive, & faitte de ſi près, que les houzards de Turpin en ſont venus à l'arme blanche, & ont forcé les houzards & les dragons pruſſiens de ſe jetter dans leur colonne d'Infanterie.

Le colonel Salmuth, dont les Equipages avoient été pris dans cette déroute, écrivit le vingt-trois d'Halberſtadt au Comte Turpin, que la caiſſe militaire dont ſes houzards s'étoient emparés, étoit de bonne priſe; on le ſavoit : mais qu'il rendroit un grand ſervice au quartier-maitre du Regiment de Salmuth, s'il vouloit bien luy faire rendre ſes livres de décomptes. Il finiſſoit ſa lettre par reclamer ſes Equipages, dont il offroit de rendre la valeur en argent aux houzards, ſuivant qu'on voudroit les évaluer. Le Comte Turpin, uniforme dans ſes procedés, les renvoya, ſans permettre qu'on prît de l'argent; & comme il n'étoit pas juſte que les houzards fuſſent privés d'un butin qu'ils avoient ſi legitimement gagné, il les indemniſa de ſa propre bourſe. C'eſt ainſi que tous les français devroient faire la guerre.

Tandis que toutes ces choſes ſe paſſoient

ent dans cette partie de l'Armée françaiſe, on tenoit des conſeils à Verſailles & à Breslau. La Cour de France, perſuadée que la ſanté du Maréchal de Richelieu devoit, abſolument, être aſſez alterée pour qu'il fût obligé de venir la rétablir en France, luy accorda ſon Rappel. Quelques autres Officiers generaux, qui ſe portoient bien, obtinrent, en même tems, le leur, qu'ils n'avoient pas demandé. Le choix du Roi très-chrétien fixoit depuis quelque tems l'attention du Royaume & des Etrangers: Le peuple de Paris faiſoit ſes gazettes; les politiques arrangeoient leurs ſpéculations, & chacun nommoit, pour remplacer le Maréchal de Richelieu, celuy pour lequel il s'intéreſſoit; delà cette foule de bons & de mauvais choix. Louis quinze laiſſoit verbiager le peuple & travailloit à le rendre heureux, en nommant Generaliſſime de ſes Armées en Allemagne ſon Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Comte de Clermont, ſi avantageuſement connû par ſon amour pour les lettres, qu'il cultive, & par ſes talens militaires dont la Flandre a été ſi ſouvent témoin dans la dernière Guerre.

Ce choix, fait par un Monarque qui ſe connait en Héros, emporta l'approbation générale. On dira même, ſans flaterie, que Vienne le vit avec plaiſir, & Londres & Berlin avec inquiétude.

Le premier ſoin du Prince, (c'eſt ainſi que je nommerai à l'avenir Monſeigneur le Comte de Clermont) fut de prendre à Paris une connoiſſance exacte de la poſition de l'Armée qu'il alloit commender, & l'état actuel de tous les Officiers generaux qui ſervoient dans cette même Armée.

Il eſt à préſumer, que le Prince ne trouva point l'Armée placée auſſi avantageuſement qu'on la luy avoit repréſenté à Paris. Les mouvemens des Ennemis n'en avoient pas changé la poſition; mais comme elle n'étoit pas ſi reſpectable qu'on l'avoit dit, le Prince ſe trouva dans un Embaras, que je dévélopperai bientôt.

Le Maréchal d'Eſtrées remit le trois Août de l'année dernière le Commendement de l'Armée Françaiſe au Maréchal de Richelieu. L'Echec que les Hanovriens avoient eſſuyé à la Journée de Haſtenbeck, les avoit contraint d'abandonner Hame-

Hamelen. On ſait que cette ville, ſituée ſur l'Hamel & le Weſer, eſt la clef de l'Electorat d'Hanovre; Hamelen pris, la Capitale tomboit néceſſairement; ainſi le Maréchal d'Eſtrées remettoit à ſon digne ſucceſſeur, une Armée victorieuſe, pleine de fatigues & de bonne volonté; les français n'en manquent jamais.

L'Objet du Maréchal de Richelieu, ainſi qu'il l'écrivit au Roi avec cette modeſtie ſi digne de luy, étoit de pourſuivre les Opérations de ſon prédeceſſeur, conformément au plan qu'il luy en avoit laiſſé. La voye étoit tracée, le Maréchal de Richelieu la ſuivit exactement; & ſans la Convention de Cloſter-Seiven, il n'y auroit pas eu le premier Octobre un ſeul Hanovrien dans les Etats de leur maitre; l'Elbe, ou les fers, il n'y avoit point d'autre alternative pour l'Armée du Duc de Cumberland.

Ce Prince n'avoit que trop ſenti ſa ſituation, quand il implora la Médiation du Roi de Dannemarck, qui ne s'eſt point comporté dans cette affaire avec cette Equité qui juſqu'ici a marqué ſon Regne. Les Hanovriens, conſternés par la ſeule

idée

idée de leur déroute totale, jurèrent de mettre bas les armes, on les crût. Qu'alors on ait eû tort ou raiſon de capituler, c'eſt ceque je n'examinerai plus, les reflexions ne réparent point un mal qui eſt fait; mais les Cours de Londres & de Berlin ne jugèrent point à propos qu'on gardât au Maréchal de Richelieu, la foi du ferment, & la violation ſuivit de près, comme on l'a remarqué plus haut.

Par ce Contretems, que la Garantie ſacrée de ſa Majeſté Danoiſe ne faiſoit pas craindre au Maréchal de Richelieu, l'Armée Françaiſe ſe trouvoit au départ de ce General dans l'état le plus critique. On a beau le chanſonner à Paris, un couplet n'eſt pas une raiſon; & dès l'inſtant que la Cour de Verſailles l'avoit autoriſé à Capituler avec le Duc du Cumberland, ſon objet avoit été rempli: la mauvaiſe foi de deux Cours ennemies, a ſeule derangé l'etendüe de ſes projets, & le diſculpe, juſqu'ici, des fautes qu'on luy impute.

Ce General partit le dix Fevrier d'Hanovre, & laiſſa, par *Interim*, le Commendement des troupes au Marquis de

Ville-

Villemur, le plus ancien Lieutenant-General de cette Armée.

Le militaire & le peuple ont paru surpris, de ce que le Maréchal de Richelieu, dans une conjoncture aussi délicate, n'attendoit point l'arrivée du Prince, pour conferer avec luy; & comme une reflexion en amène une autre, l'étonnement a augmenté, quand on a vû, que la Route que le Maréchal de Richelieu avoit prise, étoit directement opposée à celle que le Prince tenoit. J'avoüe que j'ai partagé la surprise avec la multitude; mais depuis que je suis instruit des motifs qui ont éloigné cette Conference, j'ai laissé l'étonnement aux autres, & je ne me suis pas même permis le commentaire.

Pendant l'intervalle du départ du Prince à son arrivée à l'Armée, la Cour de France fit une réforme utile; elle diminua de près de moitié le nombre des Officiers Generaux de cette Armée. Si quelques mécontentemens particuliers en ont écarté plusieurs, on ne doit pas, pour cela, attribuer cette Reforme à une pareille cause, qui est bien éloignée d'être generale;

rale : il eſt prouvé, que plus il y a d'Officiers ſuperieurs dans une Armée, moins elle fait de progrès; la diſette des vivres qu'elle reſſent tôt ou tard, l'expoſe, ainſi qu'on l'a vû plus d'une fois, à perdre en huit jours les conquêtes d'une Campagne. Cet Officier - General a des Aides - de Camp, des ſecretaires, des gens; & toute cette troupe mange, conſomme, aſſez inutilement, des vivres qu'on emploiroit mieux ailleurs; vingt Officiers-Generaux de trop dans une Armée, y portent la famine, & enlèvent par jour des ſubſiſtances qui ſuffiroient à ſix Bataillons; joignez à cette remarque deux autres conſidérations, qui ne ſont pas moins eſſentielles, & vous verrez que mon obſervation eſt très juſte.

La première concerne les appointemens que le Roi donne à ces Officiers-Generaux & aux Aides - de Camp; argent conſiderable, qu'on doit répartir ſur des dépenſes indiſpenſables. L'autre Conſideration a rapport à la garde, que l'on eſt obligé de donner à chacun des Officiers - Generaux; Corvées bien fatiguantes pour le ſoldat, & toujours nuiſibles dans

dans un jour d'Affaire, attendû que les troupes qui veillent à la ſeureté des Equipages de ces Meſſieurs, ne peuvent ſe trouver au combat, & les Ennemis ſe renforcent de votre foibleſſe.

On ne doute point, que des remarques auſſi judicieuſes n'ayent été prévenües par un Prince éclairé, dont la ſagacité embraſſe tout.

Le faſte des Equipages, & la quantité de valets, eſt un embaras terrible. Le Baron de Sporcken, Lieutenant-General des Hanovriens, me diſoit à Cloſter-Seiven, que *l'Armée Françoiſe étoit plus forte en coureurs que celle de ſon Maitre en ſoldats.*

Une autre Reflexion qu'on ne devroit point negliger de faire dans le choix des Aides-de Camp, regarde les differens Corps d'où les Generaux les tirent: ces Officiers courrant au Brevet de Lieutenant-Colonel, quittent leurs Regimens, où ils ſeroient plus utiles, & obligent leurs camarades à ſervir pour eux ; ce parti fatigue les Officiers, & les affaiblit neceſſairement.

Le Miniſtère a déja reparé une partie de cet Inconvenient, en contraignant les

Offi-

Officiers attachés à l'Etat Major, de renoncer à leur Corps. Comme on affecte aujourd'huy de multiplier les Aides-de Camp, il faudra prendre ce parti avec eux, ou assujettir les Officiers-Generaux de n'en avoir que le nombre préscrit par les ordonnances. Les Etrangers, sur cet article ainsi que sur beaucoup d'autres, donnent l'exemple de la discipline aux français.

Le Prince arriva le douze à Cassel, où il confera avec le Prince de Soubise, sur la position des troupes qui occupent ce Landgraviat, & le treize son Altesse Serenissime entra dans Hanovre.

Malgré les circonstances critiques, dans lesquelles il trouva l'Armée, il porta ses premiers regards sur les abus qu'on n'avoit pû réprimer encore par des considerations honteuses, que les gens éclairés devinent, & qu'il est inutile d'apprendre aux autres.

L'ordre fut remis dans la manutention des fourages violée, depuis trop longtems; & des exemples faits sur quelques commis, annoncèrent que le tems des pirateries étoit passé.

Pen-

Pendant que le Prince donnoit tous ſes ſoins au retabliſſement du bon ordre, & de la diſcipline, Louis quinze remettoit le departement de la Guerre à un citoyen qui réunit la ſagacité d'un miniſtre aux talens d'un General, & la valeur d'un ſoldat au merite d'un homme de Lettres. J'entens déja le Lecteur nommer le Maréchal de Belle-Isle; oüi, c'eſt ce grand homme toujours paſſionné pour le Roi & l'Etat, qui, ne conſiderant ni ſon grand âge, ni ſes indiſpoſitions, nées d'un travail continu, ni enfin tous les détails immenſes dont il eſt accablé, n'a conſulté que les deſirs de ſon maitre & le bien public, pour ſe charger du Miniſtère de la Guerre: ami de l'ordre, & fléau de ceux qui violent la diſcipline & la probité, il va donner une forme nouvelle au Militaire ſi précieux à l'Etat. Je ne ſais pourquoi on a toujours mis à la tête de ce Miniſtère des gens de robe; il ſemble qu'un guerrier, qui a ſervi pendant vingt ans dans les Armées, doit mieux connaitre les interêts du ſoldat, les détails attachés à ſon entretien & les beſoins de la diſcipline, qu'un maitre des requetes, qui a dû n'étudier que les loix.

Ce n'eſt pas que le Public n'ait été très content du Miniſtère du Comte d'Argenſon & de celui du Marquis de Paulmi: des talens rares, une pénétration vaſte, des connaiſſances profondes, & un eſprit aimable ont été le partage de l'oncle & du neveu; leurs noms & leur ſervices conſacrés dans les faſtes de la Patrie, ſoutiendront avec honneur l'éclat & la gloire de leurs immortels Ayeux.

Aprés ces details, que l'amour de la vérité m'a dictés, il faut reprendre la ſuitte des Opérations des Armées.

Dans les premiers jours de Fevrier les Pruſſiens, au nombre de quatorze mille hommes, commendés par le Prince Henri de Pruſſe, s'avancèrent vers Halberſtadt avec un corps d'Artillerie; tandis, que dans le même tems, les Hanovriens s'aſſembloient en force ſur la rive droite de la Wunne.

On penſa d'abord que cette Marche n'avoit d'autre objet, que d'aſſurer leur quartier dans cette partie, & on ſe trompa; des Projets concertés à la Cour de Berlin étoient ſur le point d'éclater, toutes les hauteurs qui environnoient le pont de Burg étoient bordées de Batteries de canon,

non, & les Hanovriens avoient placé de diſtance en diſtance des tonneaux enduits de goudron, auxquels on devoit mettre le feu à la première apparition des troupes françaiſes, c'étoit le ſignal qui devoit les mettre en mouvement.

La garniſon de Bremen (où le Comte de St. Germain, Lieutenant General commendoit, depuis qu'il étoit paſſé dans l'Armée du Prince) & celle de Wolfenbuttel, pour leſquelles on craignoit, furent renforcées. Pour cet effet ſon Alt. Ser. donna ordre à une partie des Regimens, qui hivernoient dans la Weſtphalie, de marcher en avant.

C'eſt icy où je dois dire, que le Duc de Broglio vint prendre le Commendement de Caſſel, que le Prince de Soubiſe quittoit pour aller à Verſailles y prendre les Inſtructions relatives aux Opérations de l'Armée que le Roi très Chr. fait paſſer en Bohéme ſous les ordres de ce Prince.

Ce General paſſa le dix-ſept à Francfort; il s'arrêta quatre minuttes chez le Landgrave de Heſſe-Rhynfeld, & de là vint conferer, à la poſte, avec le Comte de Lorges, Lieutenant-General, qui arrivoit de Hanau, pour luy rendre compte de la ſi-

tuation de Hanau. J'ai peint ailleurs la Regence de cette ville; animée par celle de Caſſel, elle refuſoit conſtamment de païer les Contributions moderées auxquelles on l'avoit taxée depuis très longtems: on connait la clemence & le désintereſſement du Prince de Soubiſe; la Regence qui avoit éprouvé plus d'une fois l'une & l'autre, flattée des bruits qui couroient ſur l'approche des Pruſſiens, s'obſtinoit à annoncer une prétendüe impoſſibilité de ſatisfaire aux Impoſitions. Le Comte de Lorges prit le parti de faire fermer les portes de la ville de Hanau; cette demarche, qui arrêtoit le Commerce de cette ville que le Mein rend floriſſant, engagea les habitans à ſe plaindre à la Regence: ſon obſtination diſparut, l'Impoſſibilité ceſſa, elle commença à païer, & les portes s'oüvrirent.

On doit ajouter, que malgré l'eſprit de fermentation qui anime depuis longtems la Regence turbulente de Caſſel, elle n'a pû refuſer au Prince de Soubiſe, les juſtes regrets, qu'elle temoigna lorſqu'elle perdit le Comte de Berchini.

Tandisque les troupes françaiſes partoient de la Weſtphalie, pour renforcer les
poſtes

poſtes qu'une partie de l'Armée occupoit ſur le bas-Aller, les Hanovriens marchoient d'un côté, & les Pruſſiens avançoient de l'autre. L'Impoſſibilité où l'on avoit été de raſſembler promptement toute l'Armée françaiſe, détermina le Prince à faire évacuer Zell, Brunswick, Wolfenbuttel & Bremen. Les differens corps, qui avoient eu précédemment l'ordre de ſe porter dans cette dernière ville, ſe rendirent dans Osnabruck, à l'effet d'y maintenir la communication avec la Weſtphalie & le Bas-Rhin. L'Evacuation de Verden ſuivit de près celle des places dont on vient de parler. Le fort de Regenſtein, qu'on avoit ravitaillé pour ſix mois lors de l'expedition d'Halberſtadt, ſe rendit au premier coup de canon aux Pruſſiens; & dans le même tems celuy de Rothenbourg, que le Duc de Cumberland avoit élevé au mois de Juillet dernier, ſe ſoumit aux Hanovriens ſans faire toute la réſiſtance qu'il auroit pû.

Tous ces ſuccès, que l'Eloignement des differens quartiers ne pouvoit parer, animèrent les Hanovriens; l'approche des Pruſſiens leur repreſentoit le Roi qui les faiſoit agir, & remplis d'un prejugé qu'il ne faut jamais ôter au ſoldat, ils marchoient

ent partout, certains de la victoire; si le motif de leur audace n'honoroit pas leur Souverain, elle flatoit du moins son Allié.

Le Prince Henri entra le vingt-trois dans l'Evêché d'Hildesheim, qui appartient à l'Electeur de Cologne. Il avoit pris, quelques jours auparavant, des ôtages sur les frontières, pour seureté des Contributions qu'il exigeoit.

Tandis que le Chapitre d'Hildesheim faisoit de grands argumens pour prouver au Roi de Prusse, que sa *gracieuse* Majesté n'avoit aucun droit d'entrer dans une ville neutre, les troupes de ce Monarque mettoient l'Evêché à Contribution. Ce n'est qu'un demi mal, si les sommes qu'on a tirées de ces Ecclesiastiques, ont soulagé les peuples.

L'Electeur de Cologne, dont les revenus sont immenses, a l'ame trop elevée pour ne pas indemniser l'Evêché d'Hildesheim des Contributions qu'il paye à cause de luy; on sait que le Roi de Prusse croit avoir des raisons de se plaindre de cet Electeur Ecclésiastique.

Le Prince, qui ne vouloit point exposer les parcelles de son Armée, faisoit tout replier. L'objet étoit de ne pas mettre des

corps

corps détachés en priſe avec l'Armée Ennemie; Bremen, dans laquelle on s'étoit fortifié, auroit pû tenir quelque tems, mais le Comte de Saint-Germain penſant, qu'après la deffenſe la plus belle, il ſeroit forcé par les circonſtances, de ſe rendre, ne jugea pas à propos d'expoſer d'excellentes troupes à être faittes priſonnières de Guerre; inſtruit, d'ailleurs par le Comte de Chabot, que le Prince Ferdinand de Brunswick marchoit en force ſur Bremen, il prit le parti d'évacuer, & le Prince approuva les raiſons qui avoient occaſionné cette reſolution.

L'Evacuation commença dans le meilleur ordre du monde; pour ſe mettre à l'abri de la pourſuitte des Hanovriens: il étoit décidé, que le detachement des Gardes-Lorraines, qui gardoient à Wildhuſen le pont qui étoit ſur la Hunte, le romproit auſſitôt que tous les Equipages de la Garniſon de Bremen auroient défilés. L'Officier qui commendoit ce détachement, exécuta fidélement les ordres que le Chevalier de la Touche, Maréchal de Camp, luy avoit donnés; mais toute ſa vigilance ne put empêcher qu'un corps de Chaſſeurs Hanovriens, dont les gens du

païs avoient favorifé le paffage de la Hunte, ne priffent quelques traineurs, & ne s'emparaffent de la partie des Equipages qui n'étoient point fortis à tems de Wildhufen.

LeComte deChabot tenoit encore ferme dans la petite ville de Hoya; le Prince Ferdinand de Brunfwick marcha fur luy, en force, le vingt-trois: partie des Gardes-Lorraines, deux Compagnies de grénadiers, quelques piquets du Regiment de Bretagne, & un détachement du meftre de Camp dragons, formoient toute la garnifon de Hoya. Selon la Relation publiéepar lesHanovriens,les français étoient de beaucoup fuperieurs en nombre aux Hanovriens; tandis qu'on fait, que le Prince Ferdinand de Brunfwick, indépendamment des troupes legéres, avoit avec luy aumoins quatre mille hommes.

L'Attaque fut vive, & la deffenfe vigoureufe; le brave Comte de Chabot étoit partout; fe trouvant, après un combat opiniâtre, environné de tous côtés, manquant de munitions de guerre, & prêt de fuccomber fous le nombre, il fe retira, toujours en combattant, dans le chateau de Hoya. Les Ennemis, qui le refpectent,

parce-

parcequ'ils le connaiſſent; s'imaginèrent bien qu'il étoit capable de ſe deffendre juſqu'à la dernière extrémité, ils luy proposèrent une capitulation honorable. Le Comte de Chabot, qui manquoit de tout, l'accepta, & ſortit avec tous les honneurs de la Guerre, pour ſe retirer luy & ſes troupes ſur le premier poſte français.

Cette affaire, qui joint un nouvel éclat à la gloire que le Comte de Chabot s'eſt acquiſe dans cette campagne, fait beaucoup d'honneur aux troupes qui ont deffendû ce poſte. Entre les Officiers qui y ont été tués, on doit nommer, avec douleur, Monſieur de Méniclés, Lieutenant Colonel du Meſtre de camp, dragons, dont j'ai eu occaſion de loüer plus d'une fois la valeur.

Ce jour fut fatal aux français, & les Pruſſiens eurent de leur côté un petit avantage; c'eſt une affaire de troupes legères.

Les Houſſards noirs de Pruſſe, ſurprirent à Nord-Drebber le Regiment de Polerezki, auſſi houzards; & comme ceux-cy étoient inferieurs en nombre, ils furent conſidérablement maltraités: outre une trentaine de houzards & trois Officiers tués, les Pruſſiens firent beaucoup de priſonniers, entre leſquels on compte Mr. de Po-

lerezky bleſſé, & quatre autres Officiers.

Le vingt-ſept de Prince Ferdinand de Brunſwick porta ſon quartier à Verden. Les troupes legères avoient déja paſſé l'Aller, & le Prince de Holſtein Gottorp, le même qui avoit ménacé le Duche d'Holſtein, les avoit ſuivi avec le Corps qu'il commande.

La ſituation des affaires ne permettant plus au Prince de tenir dans la ville d'Hanovre, ſans s'expoſer à être coupé par les Ennemis, il en décida l'Evacuation à l'inſtant qu'il fut informé qu'ils avoient paſſé l'Aller, & le même jour vingt-ſept, il fit enlever de l'arſenal tous les fuſils qui y étoient; on en briſa les canons & brula les bois, les outils; & toutes les munitions de differentes eſpéces, qu'on ne put emporter, furent jettés dans la rivière, à la reſerve d'une partie de farine, que le Prince fit diſtribuer aux pauvres.

Le lendemain à cinq heures du matin le Prince partit d'Hanovre, pour ſe porter à Hamelen; où il eſt encore. Il y a même apparence qu'il gardera cette poſition, juſqu'à ce que toute ſon Armée ſoit raſſemblée, pour marcher en force ſur les Ennemis, & ſe venger avec uſure des avantages, qu'un Evénement qu'il ne pouvoit

pré-

prévoir, a pu leur procurer. Les Français, toujours maîtres du Wezer, ont deja contenûs, plus d'une fois, les Hanovriens qui avoient voulû le passer; occupans, d'ailleurs, le Landgraviat de Hesse & le Comté de Hanau, ils font fortifier actuellement la capitale de cette dernière province. Apropos de Hanau; on vient de publier à Brunswick une Lettre prétendüe, dattée de cette ville, par laquelle on accuse *le Commendant de la place d'avoir exigé le dix sept Fevrier trente Kreutzer de chaque domestique, & d'avoir le lendemain, à l'issue du marché public, fait fermer les portes de la ville, pour qu'aucun païsan n'en sortît qu'il ne payât quatre Batz.*

Cette lettre, que je suis chargé de désavoüer autentiquement, est une calomnie atroce. Le Marquis desSalles se comporte avec trop de dignité pour entrer dans des details aussi petits; d'ailleurs je demande si l'Impôt qu'on ôse dire qu'il a exigé, auroit pu dans une ville comme Hanau, rassembler seulement la somme de mille francs, & cette misére pouvoit-elle cooperer à cent mille Ecus, qu'il faloit que la Regence payât.

Il est vrai que cet Officier-General, Commendant dans la Place seulement, a fait fermer les portes pendant trente six heures: mais ce n'étoit point pour tirer une contribution des païsans, qui n'avoient rien à payer pour la ville

de

de Hanau ; mais uniquement pour empêcher les membres séditieux de la Regence, de sortir de la ville, que les cent mille Ecus ne fussent acquittés. La précaution du Marquis des Salles étoit sage, puisqu'on paya le lendemain, ainsi que je l'ai observé ailleurs.

Si on n'avoit pas eu la bonté de laisser à la Regence l'administration des revenus du Prince, elle n'auroit jamais ôsé faire toutes ces tracasseries ; que diroient ces hommes, qui ôsent se plaindre, si on leur prouvoit qu'à richesses egales, l'Electorat de Hanovre, le Duché de Brunswick, le Landgraviat de Hesse-Cassel, & le Comté de Hanau n'ont pas payé aux français la dixième partie des Contributions que le Roi de Prusse a tirées de la Saxe en argent, en subsistances & autres livraisons ; encore avoüera-t-on qu'on a tiré de ces differens Païs plusieurs sommes que la Cour de Versailles n'a pas autorisées.

Le Roi de Prusse contredira cependant cette allégation, & j'ôserai prendre la liberté de la soutenir. Cet objet est une affaire de calcul : il suffit, pour le constater, de representer les regitres de tous ces Etats ; ces pièces, qui ne sont point suspectes, justifieront les verités que l'avance.

Je conviens que les français auroient passé les bornes de la modération, s'ils avoient été capables d'exiger toutes les livraisons dont des lettres

par-

particulières ont fait mention; il faut juger de ces pièces, comme de la Lettre de Hanau, qui est ſuppoſée dans tous ſes points. J'ai fait punir au mois de Janvier dernier le gazetier de cette ville, qui avoit ôſé prêter des vües odieuſes à la Nation j'avois penſé que cet Exemple contiendroit aſſez les Ecrivains de Hanau, pour qu'ils ne me donnaſſent plus la peine de confondre leurs calomnies. Revenons à l'Armée.

La diſette des fourages faiſoit d'abord craindre que le Prince ne fût forcé de paſſer le Wezer, pour ſe porter ſur le Bas-Rhin, où les français ont des approviſionnemens conſiderables; mais on préſume toujours, que, graces à la ſageſſe de ſon Alteſſe Sereniſſime, qui pare à tout, elle pourra attendre ſous le canon de Hamelen les renforts qui luy arrivent tous les jours, & marcher de là aux Ennemis.

Le Camp d'Hamelen eſt dans une poſition très reſpectable; il a la ville à la gauche, des marais très profonds à la droite, le front eſt couvert de defilés bien garnis d'Artillerie; & le Wezer, ſur lequel il y a cinq ponts, eſt environné de redoutes farcies d'Artillerie.

Malgré la rigueur de la ſaiſon & l'inferiorité du nombre, les français ſont par-tout où leurs ennemis veulent paraître. On apprit le huit qu'ils ménaçoient Minden; le Prince ordonna ſur le champ au Marquis d'Armentieres, Lieu-

tenant-

tenant-General, d'y marcher avec un corps de troupes, tandis que dans le même tems, le Marquis de Villemur & le Marquis de Voyer se sont portés en forces sur Hervorden, pour donner la main au Comte de Saint-Germain, qui vient joindre l'Armée avec un Corps considerable de troupes.

Toutes les dispositions du Prince font espérer, que les avantages qu'un coup de main a procurés aux Hanovriens, seront bientôt évanoüis. Les Autrichiens, auxquels quarente mille Hongrois vont se joindre, occasionneront, dans peu, une diversion, qui fera sans doute retrogarder le Prince Henri. On sait que le Roi de Prusse aime les guinées de ses Alliés; mais qu'il aime encore plus la gloire & ses Etats.

Le moment est arrivé, où toutes les Puissances, amies de l'Empire & Garantes du célebre traité de mil six cent quarente huit, doivent réunir leurs efforts, pour mettre fin à une Guerre, que les Cours de Londres & de Berlin voudroient n'avoir jamais entreprise.

On est étonné dans l'Europe, de voir plusieurs villes Impériales prendre, avec chaleur, le parti du Roi de Prusse, & faire des vœux pour ce Prince: penser ainsi, c'est fournir des armes à son Ennemi. Il est tems que j'arrache le bandeau qui aveugle une foule de partisans, qui, s'échauffant sans réflexion, ne veulent point s'ap-

s'apperçevoir, que la liberté du Corps germanique est alterée par les Invasions réiterées du Roi de Prusse, & qu'en désirant que ce Monarque triomphe, ils souhaitent leur propre ruine. Si malheureusement Frederic venoit à se rendre maître d'une de ces villes Impériales, où les citoyens, enivrés de fausses idées, font des vœux pour la prospérité de ses armes, on les verroit changer de langage, quand ce Prince, ne consultant que ses seuls interêts, exigeroit d'eux des contributions exorbitantes.

La *Liberté* des villes Impériales leur donne les droits glorieux de battre monnoyé, de se gouverner & de se garder elles-mêmes; mais ces attributs flateurs ne peuvent les soustraire au Chef de l'Empire; & agir contrairement aux Interêts de l'Empereur, c'est se rendre coupable au-moins d'infidélité.

On a raison d'être surpris, de voir les citoyens de ces villes libres, rangés du Parti du Roi de Prusse, & fournir des hommes & de l'argent contre luy: cette contradiction n'est pas la seule que presente la conduitte de plusieurs d'entre elles; les excés iroient plus loin, si la sage administration des Regences n'en arrêtoit le cours.

Qu'on admire Frederic, c'est un sentiment que toutes les Nations civilisées auront de commun avec les Autrichiens & les Français; mais

que

que cette admiration n'aille pas jusqu'à l'indécence: il est des devoirs qu'on doit remplir; tout citoyen qui s'en écarte, manque à la probité.

D'ailleurs on ne sauroit assez repeter, que l'Empire est en danger; on n'a que trop prévû cequi seroit arrivé, si la sollicitude paternelle de l'auguste Prince qui gouverne aujourd'huy l'Empire avec tant de sagesse, n'avoit requis les secours de la France & de la Suede, Garans sacrés du Traité de Westphalie, tant de fois violé par le Roi de Prusse.

Il resulte de tout ceque je viens de dire, que les succès des troupes Impériales & françaises doivent seuls intéresser les Villes libres de l'Allemagne. Tandis qu'on arme pour soutenir les priviléges de leur Etat, & deffendre leurs possessions, doivent-elles autoriser des vœux, qui tendent à leur propre destruction? mais tel est le propre de Frederic; il enchaîne les cœurs de ceux-mêmes qu'il menace! puisse-t-il bientôt nous faire oublier les malheurs dont il remplit la Terre, & nous montrer, dans le sein d'une paix durable, l'Ami de l'Humanité & le Pere des Arts!

F I N.

A V I S.

La Suite paroîtra dans trois mois.

